

Supplément Radio-Télévision

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - Nº 14363 - 6 F .

DIMANCHE 31 MARS - LUNDI 1" AVRIL 1991

- FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La République italienne et son « notaire »

UN acteur inattendu et imprévisible a fait irruption dans le jeu bien réglé de la parti-tocratie italienne. Pour la première fois depuis longtemps, un chef de l'Etat issu de la démocratie chrétienne, M. Francesco Cossiga, échappant à son parti d'origina, cherche à exercer un droit que lui garantit le Constitution mais que l'usage na lui consentait qu'avec l'aval des partis : celui de dissoudre l'Asquer des élections générales anticipées.

Rien ne dit qu'il le fera après la démission, vendredi, du gouver-nement Andreotti, mais M. Cossiga en a publiquement évoqué la possibilité. Naguère silencieux et distant dans son palais du Quiri-nal, le président s'est contenté, pendant la première moitié de « notaire de la République » — l'expression est de lui — qu'une lecture étroite de la Constitution

L a brusquement commencé la intervenir dans la vie poli-tique vers l'automne 1989, Félicitant les uns pour telle initiative jugée positive, tançant sévère-ment les autres pour tel discours ou projet démagogique, rappe-lant périodiquement à l'ordre les magistrats dont il est constitutionnellement le numéro un et politiquement la bête noire, le chef de l'Etat n'a cessé depuis classe politique à ses devoirs vis-à-vis de l'avenir et de la nation.

, -

Ŷ.

Fortement attaqué l'an demier par l'ancien PCI pour le rôle qu'il aurait joué jadis dans la constitution du réseau clandestin anticommuniste Gladio, le président a trouvé que ses amis démo-crates-chrétiens le défendalent bien mollement et il s'est peu à peu convaincu que, le jugeant désormais gânant, ces « amis » complotaient contre lui.

MALGRÉ tout, M. Cossiga Vin'est pas directement à l'origine de la crise qui vient d'éclater. Techniquement, c'est le Parti socialiste (PSI) de M. Bettino Craxi, second partenaire de la coalition au pouvoir avec 15 % de l'électorat (contre 33 % à la démocratie chrétienne), qui a provoqué la chute du cabinet dirigé par M. Andreotti en réclament un nouveau pacte de gouvernement ferme sur le recours à un référendum pour connaître l'avis de l'opinion sur l'éventuelle élection au suffrage universel du prochain chef de l'Etat. La démocratie chrátienne est opposée à cette idée, mais l'actuel titulaire de la charge s'est assez plaint du rôle de potiche qu'on lui faisait jouer pour être ouvert à cette possibi-lité.

On murmure aussi à flome que M. Craxi, dont les relations avec le président sont au beau fixe, et qui fut premier ministre de 1983 à 1987, se languit du pouvoir. Bref, celui qu'on appelle le « pharaon socialiste » estime que l'heure de son retour a sonné. Il a d'aveallents atouts dans son jeu d'excellents atouts dans son ieu et le président dans sa manche.

Les anciens communistes du tout nouveau Parti démocratique de la auche (PDS) sont actuellement en plein désarrol, démunis d'une plate-forme politique claire, laminés sur leur gauche par les vieux camerades e refon-dateurs s. Si jamais le pays davait aller à des élections anticipées, on voit mai comment le PDS pourrait empêcher les socia-listes de M. Craxi de lui enlever une partie des 24 % de voix qu'il avait obtenus à la dernière consultation de 1990.

Lire nos informations page 4



Après une démonstration de force des opposants

Les premières élections libres ont lieu en Albanie

Plus de mille candidats appartenant à onze partis et mouvements politiques briguent, dimanche 31 mars en Albanie, les 250 sièges de l'Assemblée populaire. A la veille de ces premières élections libres depuis 1946, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont manifesté à Tirana pour soutenir l'opposition et sa principale composante, le Parti démocratique de M. Sali Berisha. De son côté, le président Ramiz Alia (communiste) a promis de respecter le verdict des urnes et s'est prononcé pour la formation d'un gouvernement de coalition.

de notre envoyé spécial

Sur le campus de l'université de Tirana - là même où, le mardi 10 décembre, les étudiants avaient déclenché les premières manifestations qui allaient contraindre le gouvernement à démocratiser la vie politique du pays, - environ cinquante mille personnes se sont rassemblées, vendredi 29 mars, à l'appel du Parti démocratique, la principale force d'opposition, pour

le meeting le plus important jamais tenu au pays des Aigles.

Cinquante mille personnes, soit près d'un babitant de Tirana su cinq, n'hésitant pas à scander : «Enver-Hitler!» dans une ville où, il y a à peine quelques mois, la seule critique, même murmurée, même anodine, à l'égard d'Enver Hoxha - le fondateur de l'Albanie socialiste - pouvait valoir plusieurs

JOSÉ-ALAIN FRALON

La réunion du Congrès russe

M. Eltsine suggère pour l'URSS un gouvernement de coalition

Malgré le succès de la manifestation organisée jeudi à Moscou par ses partisans, M. Boris Eltsine n'a pas trouvé, vendredi 29 mars, une majorité de députés pour inscrire à l'ordre du jour du Congrès russe l'élection du président de Russie au suffrage universel, pourtant approuvée par les électeurs. M. Eltsine en a été réduit à exposer une version russe du plan de réforme économique radicale, déjà refusé en octobre par M. Gorbatchev, et à demander la mise en place d'une « table ronde », qui déboucherait sur un gouvernement soviétique de coalition.

de notre envoyé spécial

Dans un mois, dans un an. M. Boris Eltsine n'est pas au bout de ses peines s'il veut imposer son projet d'élection du président de la Russie au suffrage universel. Malgré l'approbation populaire dont il peut se prévaloir - 69,85 % des électeurs russes se sont prononcés en sa faveur au référendum du

cette question à l'ordre du jour du Congrès des députés russes, vendredi 29 mars.

« Le Congrès a décidé que la volonté du peuple n'était pas suffisante et c'est une honte pour nos députés. Il importait peu de décider quand l'élection aurait lieu. mais il fallait regler la question de principe dès aujourd'hui », a déclaré le président du Soviet

DANIEL VERNET Lire la suite page 4

Léger mieux pour l'économie américaine

L'indice composite américain enregistré une hausse de 1,1 % en février, alimentant les discours optimistes sur la fin de la récession de l'économie première depuis juin 1990 et la trois ans. Ce bon indice, comme l'annonce d'une croissance de 16,2 % de la vente des logements neufs, conforte les analyses du gouvernement de Washington qui croit à une reprise. M. Nicholas Brady, secrétaire au Trésor, avait estimé que l'économie montrait des signes « tangibles » de

Toutefois la prudence s'im-pose encore. L'indice composite prend en effet en compte un ensemble vaste de critères dont le Dow Jones, qui a connu une flambée après le décienchement de la guerre du Golfe. Les données de base, comme l'emploi et les commandes, restent ternes.

Lire nos informations page 15

Le retour du Front national

Les déclarations de M. Longuet en faveur d'accords locaux avec le parti de M. Le Pen replacent celui-ci au centre du débat

par Jean-Yves Lhomeau Le Front national était sorti mal

en point de la guerre du Golfe. Les prises de position de M. Jean-Marie Le Pen, hostiles à la guerre et compréhensives envers M. Saddam Hussein, avaient isolé ce parti d'extrême droite d'un relatif consensus politique, détaché ses chefs de file d'une base militante et électorale plutôt favorable, en la circonstance, à M. François Mitterrand, et provoqué de fortes turbulences au sein de sa direction. Au sortir de la guerre. M. Le Pen avait, de surcroît, subi deux échecs judiciaires, deux condamnations pour avoir qualifié les chambres à gaz de « point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale» et M. Michel Durafour de « Durafour-crématoire »

sondages enregistrant une forte baisse des intentions de vote en faveur du FN, M. Le Pen se raccrochait aux branches pour tenter de rendre à ses troupes une cohé-rence et de les remobiliser, sans grand succès, contre la justice française, considérée comme une entrave à sa «liberté d'expression», et contre M. Georges Boudarel, ancien commissaire politique du camp 113 pendant la guerre d'Indo-

On commençait à oublier M. Le Pen, au grand regret des socialistes. Car le Front national est fort utile lorsqu'il s'agit de diviser encore un peu plus la droite. Et voici qu'un homme de droite, M. Gérard Longuet, successeur de M. François Léotard à la présidence du Parti républicain, tombe dans le pan-

(le Monde des 9 et 20 mars). Les neau! Une quinzaine de jours après avoir finement observé que ce n'était vraiment pas le moment de courir derrière le Front national dont «le fonds de commerce va s'effondrer», M. Longuet a expliqué, lundi 25 mars, à Marseille il est vrai, que des accords locaux restaient possibles entre la droite et l'extrême droite pour les élections régionales de 1992. Les socialistes n'espéraient pas de sitôt un tel aveu. Oue M. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'intérieur, qui fut proche de M. Valéry Giscard d'Estaing, ait affirmé, au début du mois de l'évrier, que «sans arrangement électoral [avec le Front national], il n'y aura pas de retour au pouvoir » de la droite, n'avait ému presque personne.

Lire la suite page 6



M. Michel Delebarre veut ouvrir le dialogue avec les jeunes de la

Lire page 7 les articles de DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Le Monde L'EDUCATI

ENQUÊTE

ÉCOLIERS, COLLÉGIENS, LYCÉENS LA SANTÉ, ÇA VA?

Egalement au sommaire :

- LE PALMARÈS 1990 DES IUT
- LES BTS, MODE D'EMPLO!
- CRÉDIT-FORMATION, LA DEUXIÈME CHANCE
- RADIOGRAPHIE DES ENSEIGNANTS DE COLLÈGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'or noir de Chambord

Un projet d'aménagement des abords du château de François I^{er} suscite des polémiques

par Emmanuel de Roux

Décidément, le « pétrole français » est bien difficile à extraire. Ét les Cassandre de l' «écologie culturelle » dénoncent tous les jours les risques de pollution. Ce fameux « pétrole » fut détecté par M. Philippe de Villiers, député (UDF) de la Vendée et éphémère secrétaire d'Etat à la culture pendant la cohabitation.

En France, disait-il en substance, on n'a pas d'or noir mais on a des monuments historiques. Il s'agit seulement de les exploiter convenablement pour recueilfir les dividendes de ce gisement. Ce discours a été entendu. Notamment par des société privées - le groupe Accor ou la SCET (Société centrale d'equipe-ment du territoire, filiale de la Caisse des dépôts et consignations). Par les collectivités territoriales également.

« Nous n'avons ni mer ni montagne mais un patrimoine naturel et historique unique en Europe, explique M. Roger Goemaere, président (RPR) du conseil géné-ral du Loir-et-Cher. Ceci nous conduit à développer un tourisme culturei qui repose en quasi-totalité sur ce patrimoine et son exploitation raisonnée.» Parmi les trésors de ce patrimoine : le château de Chambord, propriété de l'Etat. Ce chef-d'œuvre de l'architecture mondiale est aujourd'hui au centre du débat.

Il y a deux ans, M. Christian Gérondeau, directeur de la Caisse nationale des monuments historiques, a été chargé d'un rapport sur la région de la Loire, riche en châteaux comme chacun le sait. Il en a tiré la conclusion qu'il failait une « porte » pour y accèder. Et que cette « entrée » pouvait se dresser à proximité de Chambord.

Lire la suite page 8

Les suites de la guerre du Goffe Un conseiller de M. Bush a effectué un voyage secret au Proche-Orient
 Les insurgés kurdes affirment avoir repris Kirkouk

Une cathédrale pour Evry Une première pierre sera posée le jour de Pâques

« Grand Jury RTL-le Monde »

Mgr Vilnet, ancien président de la Conférence épiscopale française, actuel évêque de Lille, invité dimanche, à partir de 18 h 30.

HEURES LOCALES

Les soutiers de la décen-tralisation. Les « mira-cles » d'un ministre-maire, M. Roger Fauroux, dans es commune de Saint-Girons (Ariège). Les grands ensembles et la qualité de la via : les sensitre-artistes de via : les sapeurs-artistes de la Cité de la création

pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve page 18

A L'ETRANGER : Algérie, 4.50 DA ; Marce, 7 DN; Turusia, 750 m ; Alamagna, 2.50 DM ; Auniche, 22 SCH ; Belgrque, 40 FB; Canada, 2.25 S CAN; Antiles/Réunion, 9 F; Côte-d'Aveira, 465 F CFA; Danemark, 12 KRD; Espagne, 190 PTA; G.-S., 70 p.; Grèce, 200 DR; Irlande, 90 p.; Italie, 2 200 L; Luxembourg, 42 FL; Norvège, 13 KRN, Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sénégal 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 S; USA (others), 2,50 S.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:
15, RUE FALGUIÈRE,
76501 PARIS CEDEX 16
Tél.: (1) 40-65-25-25
Télécopieur: (1) 40-65-25-99
Téléx: 206.806 F

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVAY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-85-25-25
Télécopieur: (1) 49-60-30-10
Télex: 261.311 F

Edité par la SARL le Monde

Derée de la société; cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital secial; 620 000 F
Vincipaux associét de la société: Société civile
« Les Rédacteurs du Monde ».
« Association Beuve-Méry ».
Société anonyme des lecteurs du Monde.
Le Monde-Entreprises.

Le Monde

M. Jacques Lesourne, gérant

Jacques Lesourne, président Françoise Huguet, directeur général hilippe Dunuis, directeur commercia

5, rae de Monttessuy, 75907 PARIS Fd : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 Téléta : 47-55-04-70 - Sociét Biale du journal le Monde et Régie Presse SA.

Imprimerie du « Monde »
12 r. M. Gunsburg 94852 IVRY Codex 1988

Reproduction interdite de tout article, sunf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN: 0395-2037
Rempsignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-68-29-33

LE MONDE TÉLÉMATIQUE

Camposez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM
ABONNEMENTS
I, PLACE HUBERT-BEUVE

I, PLACE HUBERT-BEUVE-MERY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tel.: (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMB.	PAYS PAYS rate sormale y compris
3 magis	408 F	572 F	190 F
6 mais	789 F ·	1 123 F	1564 F
181	1 400 F	2 086 F	2 960 F
1	_		

ETRANGER:
par voie aérienne tarif sur
demande.
Pour vous abonner

Pour vous abonner
RENVOYEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL

Changements d'adresse définitifs on provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

36-15 LEMONDE

code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois 6 mois 1 an

U U U
Nom:
Prénom:
Adresse:

Code postal : _

Localité : .

Le Monde

111 MON 02

Edité per le SARL La Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappet
directeur de la rédection
Jacques Guile
directeur de la gestion
Manuel Lucbert
secrétaire général

Rédecteurs en chef : Jacques Amelrio Jean-Marie Colombani Robert Solé (edjoints au directeur de la aldaction)

Thomas Ferenczi
Philippe Herreman
acques-François Simor
Daniel Vernet

Anciens directeurs: Hubert Beure-Méry (1944-1968 Jacques Fauvet (1989-1982) André Laurens (1982-1985)

43

The second secon

DATES

Il y a dix ans

L'attentat contre Ronald Reagan

JOURNÉE grise, journée ordinaire, ce hundi
30 mars 1981 à Washington. Déjà la rontine
pour le président américain Ronald Reagan, qui
a pris ses fonctions il y a un peu plus de deux
mois. Cet après-midi-là, il vient de parler à
l'hôtel Hilton devant la conférence des syndicats
du bâtiment. Un discours obligé accueilli avec
politesse: les syndicats ne sont pas précisément
les plus grands supporters de Ronald Reagan, et
le public est essentiellement constitué de démocrates.

Qu'importe, depuis plusieurs jours déjà la Maison Blanche fait le gros dos. Croisade antiterroriste, diatribes contre «l'empire du mal» soviétique; libéralisme économique à tout crin: le programme de la nouvelle administration, destiné à passer en force, passe en fait plutôt mal. On s'interroge sur le style «tour de table» d'entreprise de la nouvelle équipe, ou sur les boutades surprenantes de ce président septuagénaire qui suce des bombons en réunion de cabinet et répond en pleine conférence de presse: «Comment pouvez-vous demander une chose pareille à un brave type comme moi?»

Au point que, revenant sur le raz de marée électoral qui l'a porté au pouvoir en novembre, les analystes politiques expliquent à présent que c'est essentiellement le courant conservateur républicain qui a marqué des points au Congrès. Ronald Reagan lui, en dépit d'un réel mouvement d'enthousiasme, n'aurait été élu, en somme, que pour en finir avec son prédécesseur, Jimmy Carter. Carter-le-baptiste, toujous prêt à s'excuser de tout et surtout de la grandeur de l'Amérique dans un monde aux aguets de ses moindres faux pas. Carter-la-malchance aussi, qui, c'est vrai, n'est sorti de l'humiliation de la prise d'otages de l'ambassade américaine à Téhéran que pour tomber dans le piège d'un déficit économique record.

Soit. Alors qu'entend-il exactement, ce M. Reagan, cet ancien acteur à la fois si découtracté et si attaché aux fastes de sa fonction, quand il promet, comme à la fin d'un bon western. « de rendre l'Amérique grande à nouveaux?

tracte et si attache aux rastes de sa fonction, quand il promet, comme à la fin d'un bon western, « de rendre l'Amérique grande à nouveaux?

Plus d'un électeur reste perplexe en ce mois de mars. Un sondage Gallup publié le 18 n'a-t-il pas montré que seuls 59 % d'entre eux approuvent ses premières initiatives? Deux mois appès leur élection, Richard Nixon recueillait 73 % d'avis favorables, John Kennedy 67 %, et Jimmy Carter plafonnait à 75 %.

Un jeune déséquilibré

Un nouveau discours, une nouvelle corvée accomplie : dans cette lune de miel finissante, Ronald Reagan redouble d'efforts pour séduire... Machinalement, il sont par une porte latérale et passe devant l'inévitable rangée de photographes et de caméras de télévision pour regagner sa voifure. Et soudain tout bascule. Trois petits bruits étouffés, presque des pétards mouillés et, parmi les regards étonnés et les sourires qui se figent, Jerry Parr, le chef de section des services de sécurité, se rue sur le président, l'attrape par la taille et le jette littéralement à l'arrière de la voiture.

Hébété, Ronald Reagan se retrouve le visage plaqué contre l'accoudoir du siège arrière, une douleur intolérable lui brûle le haut du dos. Ce n'est qu'un peu plus tard, ea cherchant difficilement sa respiration, que portant la main à sa bouche et la retirant ensanglantée il comprendra: il vient d'être victime d'un attentat.

Et tandis que la limousine qui regagnait déjà Penasylvania Avenue et la Maison Blanche se détourne dans un crissement de pneus sinistre pour se diriger vers l'hôpital de l'université George-Washington qui vient d'être prévenu par radio, un corps merte git sur le trottoir. Celui de Jim Brady, le secrétaire de presse du nouveau président. Ce petit homme tout en rondeur, pétillant d'intelligence et baptisé «the Bear» (l'Ours), a bien souvent récupéré à son avantage les maladresses de son patron, le trop bavard Ronald Reagan. A présent, il vient de recevoir en pleine tête la balle qui hii était sans doute destinée.

Devant les images qui déjà envahissent les écrans des télévisions, l'Amérique stupéfaite, qui ne s'est jamais vraiment remise de l'attentat coutre John Kennedy à Dallas le 22 novembre 1963, va revivre, impuissante, son canchemar. A bien des égards, les heures qui vont suivre seront cruciales. Dans l'attentat raté d'un jenne déséquilibré, ce n'est pas seulement la vie et la carrière de Ronald Reagan qui vont se jouer. Du grand exercice d'introspection et d'exorcisme collectif auquel vont se livrer les Etats-Unis naîtra en quelque sorte une Amérique nouvelle. Finalement rassurée sur ello-même, et sur ses capacités à se régénérer sous la houlette de ce président sorti grandi de son rendez-vous manqué avec la mort.

Mais pour l'heure c'est la confusion la plus

totale à Washington. Et les Américains attendront cinq heures interminables pour être vraiment fixés sur le sort de leur président. Cinq heures vécues, rivés devant leurs postes de télévision où pour une fois la publicité n'interrompit pas les programmes. Jusqu'à l'écœurement, les chaînes passèrent et repassèrent, le plus souvent au ralenti, les mêmes images: les voitures qui démarrent en trombe, les policiers ceinturant l'assassin présumé et les corps ensanglantés à terre dans la bousculade.

Sur ABC, rivalisant d'imagination morbide, les journalistes présentèrent un véritable cours d'anatomie: un chirurgien équipé d'un mannequin démontable expliqua le parcours supposé de la balle dans le corps du président, fit proter le poumon de plastique, emboîta, désemboîta. C'était trop. Que savait-on d'ailleurs vraiment? Le président, que les caméras ont montré un rictus aux lèvres entrant debout à l'hôpital, étain plus gravement touché qu'on ne le pensait, apprenait-on. Une balle avait perforé le poumon esuche.

A 17 heures locale c'est l'affolement : tandis que le secrétaire de presse Brady se bat contre la mort, on annonce son décès au Capitole, pour le démentir ensuite. Dans les minutes qui passent, l'Amérique découvre avec la fragilité de ce président vieillissant et blessé sa propre fragilité. Comment, dans ces conditions, ne pas évoquer

monde entier arrivent les télégrammes de soutien : en plus du secrétaire de presse Brady qui restera handicapé à vie, l'attentat a fait deux blessés, un policier de la capitale fédérale ainsi qu'un membre des services de sécurité.

De l'auteur de l'attentat, on sait peu de chose: jeune – il a vingt-cinq ans – il s'appelle John Hinckley, c'est le fils d'un homme d'affaires qui a fait une petite fortune au Texas dans le pétrole. De ce garçon très ordinaire qui habitait chez ses parents dans le Colorado on retient seulement qu'il a eu quelques antècédents psychiatriques et qu'il fit un bref passage au Parti national-socialiste américain, un groupuscule néo-nazi qu'il a quitté en 1979. Son geste? Il l'aurait fait pour attirer sur lui l'attention d'une toute jeune actrice, Jody Foster, prostituée émouvante dans le film Taxi Driver. Dans une lettre trouvée à son hôtel à Washington, il lui écrit : «Je vois prouverai mon amour par un acte historique.»

par un acte historique. »

Phus tard, la presse en s'acharnant sur son passé révélera que John Hinckley avait tosaquilement acheté deux revolvers de calibre 22, en octobre, dans un magasin de Dallas (Texas), à deux pas, autre symbole, de l'endroit où tomba John Kennedy. Comment ne pas s'en émouvoir? Pendant quelques jours, l'éternel débat sur les armes à feu fera les gros titres des journaux.

trières». Il y cut d'abord, comme on s'y attendait, une tentative de révolution de palais. Vers 16 heures, ce fameux 30 mars, le général Haig apparut dans la salle de presse de la Maison Blanche. Les mâchoires serrées, transpirant légèrement sous l'émotion et perdant manifestement son contrôle, le secrétaire d'Etat expliqua d'une voix cassée qu'il prenaît les rênes du pouvoir. Sans le savoir, il venaît de signer sous l'œil des caméras l'arrêt de mort de sa propre car-

De fait, le pouvoir était bel et bien vacant : le président était insconscient sur une table d'opération et le vice-président rentrait en toute hâte d'un voyage interromps au Texas et se trouvait dans l'avion. Dans l'affolement, personne ne tiqua, alors même que, dans l'ordre de succession prévu par la Constitution, M. Haig ne venait qu'en cinquième position, Sa prestation et ce «faux pas» hiérarchique le conduiraient plus tard à abandonner le pouvoir. En revanche George Bush, en devenant dès son retour le lieutenant fidèle et efficace d'un président fantôme qui plusieurs jours durant continua à diriger officiellement la Maison Blanche depuis son lit d'hôpital, gagna un capital de sympathie et d'estime qui aurait pu lui donner une tout autre stature que celle de la «doublure fidèle» – image qu'il allait traîner pendant huit ans – si le



Tandis que la limousine emmenant le président blessé fonce vers l'hôpital George-Washington, son secrétaire de presse, Jim Brady, atteint d'une balle en pleine tête, git inerte...

la possibilité d'un mandat interrompu? Perspective bien sombre, car déjà, comme par un fait exprès, il y a quelques jours à peine, le cabinet a connu sa première crise, ses premières rivalités. Et l'on dit à mi-voix dans Washington que le général Alexander Haig a failli démissionner.

general Alexander Hang a lanth demissionner.

Tout ça, parce que l'itascible secrétaire d'Etat, qui se considère comme une sorte de premier ministre, a mal supporté de se voir préfèrer le vice-président Bush pour diriger un éventuel cabinet de crise. Si des querelles ont éclaté à propos d'un simple projet sur le papier, qu'en sera-t-il à présent que le pouvoir est pour ainsi dire vacant?

Mais le président n'est pas mort, après tout. Il vit même, c'est ce que vient annoncer enfin à 19 h 25 le docteur Dennis O'Leary avec un grand sourire : la balle a été retirée, le président n'est pas en danger, dans deux semaines il sera sur pied. Et comme dans un conte de Noël, la meute de journalistes assoiffés d'informations se voit servir sur un plateau les « dernières » du président. Lui dont les bons mots agaçaient, n'était-il pas attendrissant lorsqu'il a lancé à sa fétnat-il pas attendrissant lorsqu'il a lancé à sa fétnat-il pas attendrissant lorsqu'il a lancé à sa fétnat qui lui tenait la main : « Chérie j'ai oublié de plonger!», avant, dans la bousculade, de mammurer au médecin qui le poussait vers la table d'opération : « J'espère que vous êtes tous républicains, au moins? »

Rassurée sur le sort de Ronald Reagan, l'opinion fait rapidement les comptes, tandis que du

ÉVÊQUE DE LILLE

qu'avant M. Reagan neuf autres présidents ont été l'objet d'attentats, quatre y ont trouvé la mort. Et combien d'autres, du sénateur Robert Kennedy au pasteur Martin Luther King, périrent assassinés, victimes de cette tare de jeunesse, jamais vraiment surmontée, qu'est la violeace en Amérique?

Alors, faut-il interdire le port d'arme? Le restreindre? Et comment? A peine ouvert, le débat devait retomber de lui-même, grâce au puissant lobby des partisans des armes à feu de la National Rifle Association qui n'hésita pas à brandir des amendements constitutionnels, à parler de tradition, de liberté d'expression... De toute façon, la cause était entendue. Même l'assassinat en plein New-York, le 8 décembre 1980, de l'ancien «beatle» John Lennon, chantenr adulé dont la mort avait ému le monde entier, n'y avait rien changé. Alors que faire pour un Ronald Reagan épris des vieilles valeurs indivinelles de l'Ouest, qui lui-même n'hésitait pas à offirir un revolver à sa femme «pour mettre dans sa table de chevet»?... Dix ans plus tard, l'ancien président, dans un revirement spectaculaire se prononça pour un véritable contrôle. Le débat tournaz court, et John Hinckley, jugé «irresponsable», fut dirigé vers un asile.

Un peu oubliée, dans la confusion générale, la politique allait refaire surface. Et c'est dans ce domaine que les conséquences de l'attentat du Hilton s'annouçaient peut-être les plus «meur-

sort, ou plutôt les stratèges médiatiques de la Maison Blanche, n'en avait décidé autrement. Car profitant de cette occasion unique, les conseillers du président allaient exploiter au mieux le réel capital d'admiration et de sympathic ressenti par les Américains pour leur pré-sident miraculé. Ronald Reagan était vraiment mort sous les balles de John Hinckley, pour mieux ressusciter douze jours plus tard à sa sor-tie d'hôpital. Fini le président un peu excessif que l'on avait du mai parfois à prendre au sérieux. Le nouveau Reagan, le «grand commu-nicateur», en échappant le sourire aux lèvres, avec panache, à la mort, avait en quelque sorte conjuré le mauvais sort qui pesait sur le pays, brisé le cercle maudit de la violence. Assurément, il guiderait les Américains vers un grand destin. Cette fois, ils ne demandaient qu'à y croire. A suivre ce président plus large que la vie, dans le paradis retrouve d'une Amérique qui n'a jamais vraiment existé, un univers quaté de bonne conscience sur fond de bannières étoilées, peuplé de « petites maisons sur la colline », où les hommes sont des hommes et l'idéologie toujours du bon côté. Et les défis n'allaient pas manquer, de la fin de cette «guerre froide» qui semblait devoir éternellement durer avec l'Union soviétique jusqu'à la lointaine «Tempête du désent» qui se déchaînerait m jour dans le Golfe. MARIE-CLAUDE DECAMPS

The state of the s

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

dimanche 18h30

MONSEIGNEUR

animé par
Dominique
PENNEQUIN
avec Henri TiNCQ
et Jean-Rene LORE (le Monde)
James PERRIMOND

et Jean-Noël COGHE (RTL)

هكذامن الأجهل

SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Confusion au Kurdistan irakien

Les insurgés annoncent avoir perdu puis repris Kirkouk

Les insurgés kurdes ont annonce vendredi 29 mars avoir perdu puis repris la ville de Kirkouk, principai bastion de la rébellion dans le nord de l'Irak, à l'issue de violents combats contre les troupes de Saddam Hussein.

Le Front du Kurdistan irakien (FKI) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avaient reconnu avoir perdu Kirkonk au terme d'une contre-offensive lancée jeudi par l'armée irakienne. Mais, ajoutant à la confu-sion, quelques heures plus tard, les insurgés ont annoncé qu'ils étaient à nouveau maîtres de la ville, prise une première fois déjà il y a dix jours. « Tout Kirkouk est maintenant sous le contrôle des forces kurdes et les forces irakiennes sont en déroute», a déclaré à Londres un porte-parole du FK1, qui rassemble six mouvements

Selon les insurgés, des milliers de civils ont été massacrés par les troupes gouvernementales lors de leur offensive. « Kirkouk a été dévastée et une proportion considérable de civils ont été tués ou expulsés », a déclaré le dirigeant kurde Massoud Barzani, en exhortant les Nations unies à venir en aide au peuple kurde. « Nous faisons désormais face

à une campagne qui a toutes les caractéristiques d'un génocide», 2-t-il

Selon le porte-parole du FKI, les forces de Saddam Hussein ont tué plus de 400 femmes et enfants dans la région de Kara Handjir pour terro-riser la population. En rentrant à Kirkouk, les rebelles ont découvert les rues jonchées de cadavres, dont ceux de nombreux enfants, a précisé le porte-parole de PUPK. Dans un re porte-parole de l'OPK. Dans un communiqué, le président de l'UPK, Jalai Talabani, a accusé les forces gouvernementales d'avoir lancé « une guerre d'anéantissement » contre le peuple kurde et a exhorté les alliés à intervenir pour stopper le massacre.

> Phne de missiles

Dans le sud de l'Irak, la ville de Samawa était à nouveau jeudi soir sous le contrôle des forces gouvernementales après cinq jours d'intenses bombardements, selon des réfugiés irakiens. Un lieutenant de l'armée irakienne passé à la rebellion a raconté que les forces de Saddam Hussein avaient fait tomber une pluie de missiles sur Samawa. «On ne pouvait pas répliquer. Nous n'avions que des armes légères et ils avaient des chars, des missiles et de l'artillerie lourde», a dit le lieutenant Yahya Mohamed. «Il ne nous restait plus qu'à prendre la juite.

A Washington, un des porte-parole de la Maison Blanche, M. Roman Popadiuk, a réitéré la décision des Popadiuk, a réitéré la décision des Etats-Unis de ne pas intervenir, « Nous opérons en Irak sur la base du mandat de l'ONU qui consistait à expulser les Irakiens du Koweit. Nous l'avons rempli. Notre objectif est maintenant d'obtenir un cessez-le-feu permanent, afin de pouvoir retirer nos troupes. » De succroît, a-t-il ajouté, « la question des troubles intérieurs en Irak doit être réelée entre le gouverne-Irak doit être réglée entre le gouvernement et le peuple d'Irak ». Il a en outre démenti que M. Bush éprouve de la frustration concernant la non-intervention des Etats-Unis. « Le pré-sident américain, a-t-il souligné, est satisfait du fait que les militaires ont bien travaillé en repoussant l'agression irakienne. En termes de souf-frances humaines, que cela soit au Koweñ, en Irak ou dans tout pays, le président, bien sur, compatit avec ces

Apparemment surs de leurs succès contre les insurgés du Sud et du Nord, les Irakiens, pour la première fois depuis un mois, ont autorisé vendredi des journalistes etrangers à se rendre dans le pays, promettant de les accompagner dans le Nord et le Sud. Lors de leur séjour de deux semaines, les journalistes pourrons se rendre sous escorte dans les villes du sud de Bassorah, Karbala, Nadjaf, Nassiriyè et Hilleh, et à Kirkouk dans le Nord. Des visas seront attribués toutes les deux semaines à de nouvelles équipes. Selon un respon-sable irakien, il s'agit là d'une « nou-velle politique de l'information » de la part du nouveau gouvernement irakien. – (Reuter, AP.)

Une déclaration de M. Konchner. - Dans une déclaration ren-due publique à Paris jeudi 28 mars, M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat chargé de l'action humanitaire, regrette « que presque personne ne s'indigne lorsque, à nouveau, on tue des Kurdes irakiens, des hommes qui ne veulent aucun bouleversement de frontière, qui ne réclament pas l'indépendance, mais la démocratie pour l'Irak. Devrons-nous à nouveau pro-noncer la sinistre escalade des mois péril de mort, massacre d'un peuple, génocide? Il ne faut pas laisser assas-siner les Kurdes irakiens. Après avoir fait respecter le droit international, pensons au droit des hommes. Il ne faut pas laisser mourir de faim les Kurdes iraktens, il faut tenter de les indicates aider au moins autant que l'on tente d'aider la population civile ira-kienne.»

Ancien ministre américain de la justice

M. Ramsey Clark dénonce les « crimes de guerre » alliés en Irak

L'ancien attorney general (l'équivalent du ministre de la justice) du président Johnson, M. Ramsey Clark, reconverti depuis dans un actif militantisme pacifiste, a annoncé jeudi 28 mars, la création d'une € commission internationale d'enquête » sur les « crimes de guerre » commis selon lui, par les forces américaines et alliées

dans la guerre du Golfe. Au cours d'une conférence de presse au Club des correspondants des Nations unies. M. Clark a précisé que la commission aura pour mission de réunir des preuves sur des « crimes de guerre, contre la paix et contre l'humanité » qui devront être présentées, dit-il, devant un tribunal international. L'ancien attorney general, qui a effectué une visite en Irak en février demier lors de l'offensive aérienne, a accusé les alliés du « bombardement délibéré de civils» et affirmé que plus de 125 000 Irakiens sont morts dans des bombardements

M. Ramsey Clark, qui s'attacha entre autres à révéler les excès de la présidence Nixon aux Etats-Unis et n'a eu de cesse de dénoncer « l'impérialisme américain » à l'occasion de plusieurs voyages au Vietnam durant la guerre, s'était aussi illustré en participant, malgré un feu roulant de critiques dans son pays, à une conférence, organisée à Téhéran après la prise d'otage, de l'ambassade américaine sur « les ingérences américaines en Iran ». Dès le début de la crise du Golfe, il avait adopté une position hostile à l'intervention militaire des Etats-Unis. Sa dernière initiative n'a eu que peu d'écho. Au contraire, de nombreuses voix se sont élevées pour juger Saddam Hussein pour crimes de guerre, et la marine américaine a annoncé vendredi, qu'elle allait traduire deux marins américains en cour martiale pour avoir tenté de fomenter une mutinerie sur un porte avion par solidarité avec

Conseiller du président Bush

M. Brent Scowcroft a effectué une mission secrète au Proche-Orient

Le conseiller pour les affaires de sécurité nationale de la Maison Blanche, M. Brent Scowcroft, vient d'effectuer une mission secrète au Proche-Orient, a annonce vendredi soir 29 mars, la Maison Blanche, confirmant les informations données aupara-vant par la chaîne de télévision américaine CBS.

Mais ni la Maison Blanche ni les responsables cités par CBS n'ont voulu préciser où M. Scowcroft s'est rendu. M. Scowcroft, ont ajouté ces mêmes sources, est rentré vendredi de ce séjour dont la durée n'a pas non plus été révélée. Ce voyage fait suite à une tournée du secrétaire d'Etat américain James Baker dans plusieurs pays de cette région. Pour sa part, le président George Bush envisage de se rendre dans plusieurs pays du Proche-Orient. De source américaine, on indiquait

il y a quelques jours que M. Bush se rendrait en Egypte, en Arabie saoudite, au Koweit, en Israël et peut-être aussi en Turquie durant la troisième ou la quatrième semaine d'avril.

Par ailleurs, à la suite de la polémique suscitée par ses déclarations sur la fin des combats dans le Golfe (le Monde du 28 mars), dans lesquelles il laissait entendre qu'il avait été en Blanche, le général Schwarzkopf a présenté vendredi ses excuses à George Bush. « Je lui ai dit que j'étais tout à fait désolé que quelques mots mal choisis puissent lui avoir porté préjudice » a-t-il expliqué aux journalistes, avant d'ajouter que ses propos avaient été mal interprétés et qu'en fait il avait été tout à fait d'accord avec la décision de Washington de cesser les hostilités le 28 février. – (AFP, Reuter.)

Trois Marines blessés dans un attentat en Arabie saoudite

Trois Marines américains ont été légèrement blessés, vendredi 29 mars à Jubail, sur le littoral nord-est de l'Arabie saoudite, par un homme qui a tiré plusieurs coups de feu sur leur véhicule. Un porte parole de l'armée américaine a déclare : « Les trois militaires se trouvaient à bord d'une Humvee [sorte de jeep]; trois autres Marines en sont sortis sains et saufs : l'assaillant, qui semblait être un civil arabe, a tirė trois à six coups d'un revolver de saible calibre, au moment où il passait avec sa voiture, à la hauteur de la Humvee. » Des officiels saoudiens ont rapporté, sans autre précision, que plusieurs suspects avaient été

Cet attentat est le second commis contre les forces américaines en Arabie saoudite depuis leur deploiement au mois d'août. Le 3 février, des coups de feu avaient été tirés contre un autocar de l'armée américaine à Djeddah. Plusieurs soldats avaient été légèrement blessés par des éclats de verre. – (AFP, Reuter.)

Bush qui essavait de se dandiner

en cadence). Un homme qui,

malgré les relents de racisme

associés à l'affaire Horton, était

considéré comme un ami des

Noirs. Et aussi un homme que la

Ses bons et loyaux services

électoraux lui avaient déià valu la

présidence du Parti républicain

lorsqu'il fut atteint d'une turneur

au cerveau. La vie, y compris la

vie politique, lui apparut alors

sous un autre aspect, et il se mit

à écrire des lettres à ceux qu'il

avait blessés, at même à s'excu-

ser publiquement pour la cruauté » manifestée à l'égard

de Michael Dukakis. La veille de

sa mort, il avait reçu la visite de

Ronald Reagan, dans ('hôpital où

l'ancien président, dix ans plus

tôt, avait été soigné après avoir

été victime d'un attentat commis

maladie avait transformé.

M. Mitterrand et le roi Hussein prêts à «travailler ensemble» à tout processus de paix

Le président François Mitterrand et le roi Hussein de Jordanie se sont déclarés prêts, vendredi 29 mars, à « travailler ensemble » à « toute initiative » susceptible de savoriser l'avènement de la paix au Proche-Orient.

entretenus pendant plus de deux heures avant un déjeuner à l'Elysée, ont indiqué qu'ils avaient évoqué en détail tous les processus de paix possibles et examiné avec une attention particulière la situation en Irak. Selon le porte-parole

Les deux hommes, qui se sont

de la présidence, M. Hubert Védrine, le président Mitterrand a assuré son interlocuteur que la France était « disponible pour que les ministres des affaires étrangères des deux pays examinent ensemble toutes les initiatives qui pourraient être prises entre eux et à tous les niveaux pour traiter les problèmes de la région ». « Je suis convaincu que nous travaillerons ensemble à tous les niveaux », a, pour sa part. affirmé le roi Hussein. Il a souligné qu'il ne fallait pas laisser passer les chances de paix qui se présentent,

actuellement, car, a-t-il expliqué, « la fenêtre qui s'ouvre pourrait ne pas le rester longtemps ». « Le temps est venu d'une diplomatie tranquille et active » de la part de toutes les « parties animées de bonne volonté. (...) J'espère que l'étape dissicile qui vient de passer est bien révolue et que les leçons en seront tirées pour l'avenir », a-t-il ajouté. Le souverain a insisté sur la nécessité de régler les conflits israélo-palestinien et israélo-arabe pour « réaliser une paix juste et globale » dans la région.

LIBAN

Le gouvernement décide la dissolution des milices et la « nomination » de nouveaux députés

tien», au nord de celui-ci et dans les

Le gouvernement de Beyrouth vient de décider la dissolution, dans le délai d'un mois, de toutes les milices, « libanaises et non libanaises» - il faut entendre, dans ce demier cas : les groupes armés palestiniens et d'obédience ira-'nienne – et, d'autre part, la « nomination » de quarante députés pour compléter les effectifs d'un Parlement qui, pour cause de guerre civile, n'a pas été renouvelé depuis 1972. D'autre part un attentat à la voiture piégée a fait quatre morts et vingt-six blessés, vendredi 29 mars, dans un guartier nord (chrétien) de Beyrouth. (Le Monde du 30 mars.)

BEYROUTH

de notre correspondant En prenant cette décision, jeudi

28 mars, le conseil des ministres a précisé que ces mesures seraient appliquées avec l'aide de la Syrie qui apporte ainsi, plus que jamais, l'indis-pensable garantie de tout le processus actuel de restauration de l'autorité libanaise. Le gouvernement s'est prononcé par un vote majoritaire et non par consensus car les deux ministres représentant le «noyau dur» chrétien

- MM. Georges Saadé (Phalanges) et
Roger Dib (Forces libanaises), ainsi
que le chef druze Walid Joumblatt n'ont pas apporté leur caution. Leur objection porte moins sur la dissolu-tion des milices, jugée inéluctable, que sur la nomination des parlemen-taires. Sur ce point, beaucoup de Libanais sont d'accord et pas seulement dans le camp chrétien : des élections législatives sont désormais envisageables. Mais d'autres, non moins nombreux, font remarquer que, la présence et l'influence syriennes ouant un rôle déterminant au Liban, un tel scrutin ne pourrait que désigner un Parlement inféodé à Damas.

Quant à la dissolution des milices. la mesure paraît relativement acceptable, pour les chrétiens notamn car elle est compensée par le fait que les organisations armées palestiniennes et pro-itaniennes (comme le Hezbollah) sont, en principe, également visées. Autre compensation : la Syrie vient de s'engager, devant deux dirigeants chrétiens en visite à Damas, à respecter sa part des accords de Taëf d'octobre 1989 en régions druzes, ainsi que dans la banprévoyant le repli de son armée sur la lieue sud de Beyrouth, contrôlée par plaine frontalière de la Bekaa avant septembre 1992. Sur le plan pratique, seion le projet gouvernemental, les différentes milices devront remettre l'essentiel de leur armement aux autorités libanaises d'ici au 30 avril. Avant la fin du mois de juin, l'armée régulière libanaise est censée se déployer dans tout le «réduit chré-

le Hezbollah chiite, Puis, avant le début du mois d'octobre, cette armée devra avoir achevé sa réimplantation dans tout le reste du pays, à l'exception, sans doute, de la «ceinture de sécurité » créée au sud par Israel qui a déjà fait savoir qu'il ne s'en retirera que si la Syrie met un terme à son hégémonie au Liban...

LUCIEN GEORGE

AMERIQUES

ETATS-UNIS : la mort de Lee Atwater, ancien président du Parti républicain

Un rocker « cruel » et repenti

WASHINGTON de notre correspondant

La scène politique américaine a

perdu l'un de ses personnages les plus marquants : Lee Atwater, directeur de la campagne électorale qui conduisit à la victoire de M. Bush, est mort vendredi 29 mars, à l'âge quarante ans, d'une tumeur au cerveau. Amoureux de la vie et de la politique - celle où, pour gagner, tous les coups som permis sudiste au visage poupin et rieur avait le don de se faire des ennemis, de blesser, de toucher au dont il a mené la campagne du Parti républicain en 1988 a laissé un souvenir cuisant à ses victimes, au premier rang desquelles le candidat démocrate Michael Dukakis. Tandis que M. Bush jouait sur un registre plus aimable. Atwater et quelques autres se chargeaient d'ac-

complir ses basses œuvres. Son coup de maître fut l'exploitation sans relâche de la «permission de sortie » accordée par l'exgouverneur du Massachusetts à un condamné à mort. Willie Horton. Ce dernier en avait profité pour commettre un viol et un nouveau meurtre. Sentant que ce thème était particulièrement payant, Lee Atwater avait résolu de faire dans sa rhétorique électorale, de Willie Horton - un Noir à la figure rébarbative - «le coéquipier de Michael Dukakis ».

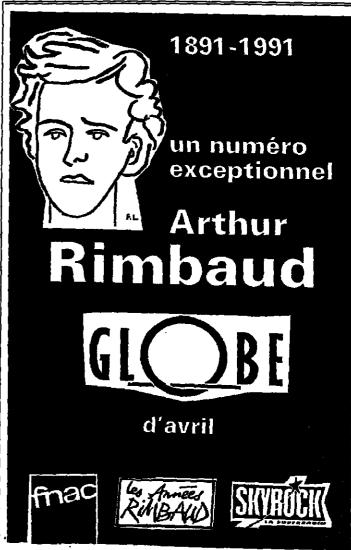
> Transformé par la maladie

l'expert en «campagne négative , un autre Lee Atwater, jazzman et rocker, qui aimait jouer (plutôt bien) de la guitare, chanter et faire des pitreries (on)'a vu mettre une guitare électrique dans les mains d'un George

Mais il y avait aussi, à côté de

par un déséquilibré. JAN KRAUZE iurés l'out reconnu coupable de six chefs d'inculpation pour escroque-

rie et de trois pour racket. Toutefois, le leader religieux n'a pas été incuipé dans l'affaire d'enlévement et d'assassinat d'un membre de la secte tué par balles dans une rue de Los Angeles en mai 1986. M. Kirtanananda Swani Bhaktipada risque une peine maximale de quatreving-dix années d'emprisonnement et une amende de 76 millions de dollars, -(AP.)



n Rectificatif: les échanges Pérou-CEE, ~ A la suite d'une information parue dans nos éditions du 23 mars et qui à annoncé la fermeture des frontières de la CEE aux produits péruviens, par craindre de l'épidémie de choléra qui frappe le Pérou, l'ambassade de ce pays à Paris nous fait savoir que cette information, publice sur la foi d'une dépêche, est inexacte. Les produits en provenance du Pérou, précise l'ambassade, peuvent être

librement importés dans la Communauté, pourvu qu'ils soient accompagnés d'un ou de plusieurs certificats sanitaires.

D ÉTATS-UNIS : le chef spirituel de Hare Krishna condamné pour racket. - Le chef spirituel de la secte Hare Krishna, M. Kirtanananda Swani Bhaktipada, cinquante-trois ans, a été condamné vendredi 29 mars, pour racket et escroquerie, par un tribunal de Virginic occidentale. Les douze

Les socialistes réclament une réforme des institutions ou des élections anticipées

Après l'annonce de la démission de son gouvernement, vendredi 29 mars, le président du conseil sortant, M. Giulio Andreotti, devait s'expliquer devant le Sénat. En fait, il s'est contenté d'une simple déclara-tion non suivie de débat – ce qui a déplu aux partis d'opposition.

ROME

de notre correspondant

L'enceinte a été rapidement désertée par les parlementaires du Parti démocratique de la gauche (ex-PCI). « Encore une fois, et malgré la gravité de la situation, puisque la crise est non seulement politique mais aussi institutionnelle, affirmait le chef du groupe PDS, M. Ugo Pecchioli, les évênements se déroulent hors de leur enceinte naturelle, qui est celle de l'Assemblée des élus.»

Imperturbable, M. Andreotti, souvent interrompu par les parlementaires de l'opposition, est

revenu sur ses vingt mois de gouvernement. Il a notamment affirmé que le programme qui avait servi de plate-forme à la coalition en juillet 1989 a été en grande partie respecté. Il a cependant du admettre que dans deux domaines - ceux de la lutte contre le déficit budgétaire et contre la criminalité - les résultats obtenus n'ont pas été à la hauteur des espoirs escomptés. La nécessaire mise au point pour relancer l'action gouvernemes en vue de la dernière année de législature, a montré, selon lui, la « volonté des cinq partis de la majorité de rester unis ». Ce n'est que sur une question de forme - la méthode à adopter – qu'il a fallu se départager. Tandis que les démocrates-chrétiens auraient préféré un remaniement à l'amiable, les socialistes out poussé à la démission du

Fort de cet accord, M. Andreotti s'est accommodé de la crise, qu'il prévoit sans danger de rupture puisque, a-t-il dit, « la démission du gouvernement donnera un nou-

M. Fabio Fabbri, le président des sénateurs socialistes, a été très clair, quant à lui, sur les exigences du Parti socialiste de M. Bettino Craxi : « Il faut utiliser l'année qui reste à la législature pour aborder, de façon efficace, la réforme institutionnelle; autrement on risque de s'acheminer vers la dissolution du Parlement, qui serait toutefois un moindre mal.»

Les pouvoirs du président

La crise tourne autour de cette question, et seul un accord dans ce domaine entre socialistes et démocrates-chrétiens pourra éviter une rupture et des élections anticipées. Ce qu'affirment ne pas vouloir les autres partenaires mineurs de la coalition. Ce a'est pas un hasard si M. Andreotti, dans son discours, a renouvelé son appui au président de la République, soumis - a-t-il rappelé - au cours de ces derniers mois « à des attaques injustifiées ». Il a aussi regretté que l'on ait cherché à mêler à des disputes politi-

ciennes la personne du président, qui, en tant que représentant de l'unité nationale, doit être tenn audessus des querelles des partis.

Ce genre de discours n'a pas manqué d'être apprécié par M. Francesco Cossiga, qui, en rece-vant M. Andreotti, a annonce qu'il ouvrirait, dès mercredi prochain, les consultations avec les formations politiques en y ajoutant, toutefois, des «innovations significatives ». La première a été la référence, dans le communiqué officiel du Quirinal, à l'article 92 de la Constitution - celui qui rappelle que c'est le président de la République qui nomme le président du Conseil. La coutume voulait que le chef de l'Etat fasse ses choix snivant les indications fournies par les partis. Cela risque de n'être plus le cas. En discutant avec les journalistes, M. Cossiga ne s'est pas empêché de rappeler que, « maigré ce que pensent certains experts de droit constitutionnel, le président de la République n'est pas inexistant en Italie ». - (Intérim.)

ROUMANIE

Les initiatives économiques de M. Roman sont contestées par le président du Sénat

de notre correspondant

Quelle mouche a piqué le prési-dent du Sénat roumain, M. Alexan-dru Bariadeanu, un des communistes historiques qui avait signé la e lettre des six » contre Ceausescu? Lors d'une séance du Sénat, vendredi 29 mars, il s'en est pris avec une rare violence au premier ministre, M. Petre Roman, mem-bre, comme lui, du Front de salut national, au pouvoir. M. Barladeanu l'a accusé de vouloir instau-ter « une dictature personnelle » et proposé un nouveau gouvernement de coalition. Le président du Sénat a aussi accusé le premier ministre d'avoir « abandonné l'appareil de production et ses hommes» et d'avoir trahi le programme initial du FSN.

L'attaque du président du Sénat, considéré comme un proche du président Ion Iliescu, intervient ilors que la seconde étape de la libéralisation des prix, intervenant lundi 1 avril, crée de fortes turbulences au sein du parti au pouvoir, qui redoute les réactions popu-laires. M. Bariadeanu s'attaque donc aux réformes économiques de M. Roman, lequel, pressé par le Fonds monétaire international,

Ambartsoumov, de *è rechercher des*

veut élaguer l'ancien appareil pro ductif par la réduction des subventions et la hausse de prix. Il s'en prend aussi au virage libéral que M. Roman a, sous le coup des contraintes extérieures, imposé au FSN, dont le programme électoral était plus « socialisant ».

Après la « dissidence de droite » deux importants ministres du gouvernement Roman ont donné puis repris leur démission pour protesr contre la formule trop douce de libéralisation des prix - s'agit-il d'une « dissidence de gauche » au sein du FSN? Certains à Bucarest pensent que M. Barladesnu, soixante-dix-neuf ans, communiste discipliné, agit pour le compte de M. Iliescu, qui pourrait être tente par un gouvernement de coalition pour résister à la cure d'austérité. D'autres estiment que M. Barladeanu a simplement été piqué par le quotidien d'opposition Romania Libera, qui publiait ce jour-là, sur toute sa première page, les signa-tures de plusieurs centaines d'intellectuels, chercheurs et scientifiques du pays demandant son exclusion de l'Académie roumaine pour n'avoir jamais « produit aucune auvre scientifique ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

Les premières élections libres en Albanie

Suite de la première page

Ils sont venus de tous les coins de la capitale, agitant des petits dra-peaux bleus (la couleur du Parti démocratique): étudiants du campus, les plus enthousiastes; gitans des quartiers condamnés, qui vivent à huit par chambre dans des conditions indescriptibles de pauvreté; petits employés et intellectuels...

Si, en décembre, lors du premier meeting du Parti démocratique, on comptait une infime minorité de femmes, elles étaient nombreuses vendredi, souvent accompagnées de leurs enfants, habillées de leurs plus beaux vêtements, maquillées; elles tentaient, avec leurs quelques mots de français ou d'anglais, de dire leur émotion d'être là.

Accueilli par les slogans «Liberté,

de notre envoyé spécial

« Si Kadaré était venu soutenir

l'opposition au Parti commu-

niste, elle aurait sürement rem-

porté plus de 70 % des voix. »

Cette affirmation (accusation?),

souvent entendue à Tirana.

remet une nouvelle fois en question l'attitude du plus célè-

bre écrivain albanais, qui a choisí de s'exiler en France. Qui pourrait, en effet, nier qu'une

intervention publique de l'auteur du Grand hiver n'aurait pas eu

un retentissement énorme en

Albanie? Dans un pays où les habitants souffrent tellement de

l'image d'arriérés qui leur colle à

la pesu, qui veulent avant tout ne plus être coupés de l'Europe

et du monde par un cordon

sanitaire idéologique absurde,

Ismail Kadaré reste, en effet, la

seule véritable caution interna-

«]] est resté

dans nos cœurs »

tionale de l'Albanie.

du Parti démocratique, l'élégant cardiologue Sali Berisha, déclara: «Nous voulons échapper pour toujours à la chaîne esclavagiste de l'idéologie communiste». Sharim Kadaré, le frère de l'écrivain; Marietta Larsa, une comédienne célèbre, Gramoz Pashko l'économiste du Parti démocratique (« Je n'ai rien à vous vendre, le Parti communiste a déjà tout vendu ») et le lea-der étudiant Arzem Majdari – qui promit que le prochain meeting du Parti démocratique aurait lieu en plein Tirana, sur la place Skanderbeg - prirent ensuite la parole.

> Les congrès de naguère

ment au même moment -- et démocratie» et « Nous voulons l'Alba-nie comme toute l'Europe», le leader – M. Ramiz Alia, le président de la

République et leader du Parti du travail (PTA, communiste) tenait, lui aussi, une réunion publique à Tirana. Sous les lambris dorés et dans l'am-biance aseptisée du palais des congrès de la capitale, deux mille cinq cents personnes étaient venues sur invitation, l'entendre défendre la nonvelle ligne de son parti. Mais, si les mots étaient nouveaux - démocratie, liberté de pensée, renforce ment des liens avec l'Enrone... - l'atmosphère ressemblait à s'y

méprendre à celle des congrès staliniens de naguère : apparatchiks en costume gris se levant comme un seul homme pour applaudir les meil-leurs passages du discours, petites filles sages venant apporter un bouquet de fleurs au président, poing levé de celui-ci pour saluer la salle ... M. Ramiz Alia annonça que le présidium de l'Assemblée populaire

avait décidé de payes désormais les ouvriers les jours de fête. Deux jours elections de di cette simple mesure montrait à quel point le Parti du travail se sentait fragile. Quels que soient, en effet, les résultats du scrutin - qui ne devraient être connus que mardi et sur lesquels nul ne songe à faire un pronostic sérieux, – la démocratie semble avoir déjà gagné en Albanie. On voit en effet difficilement comment les «durs» du régime, même si l'envie doit les tenailler, pourraient tenter d'aller à contre-courant du mouvement né en décembre.

La campagne électorale qui s'achève, exemplaire compte tenu de l'absence totale d'expérience démocratique dans un pays qui a vécu arante-cinq années dans une dictature des plus dures et des plus absurdes d'Europe, aura sans doute montré l'autre visage d'une nation méritant mieux que ses caricatures. JOSÉ-ALAIN FRALON

M. Eltsine suggère pour l'URSS un gouvernement de coalition

Suite de la première page

A l'origine, il aurait voulu que le scrutin ait lieu des le mois de mai. Maintenant, il est prêt à accepter un délai : « On pouvait l'organiser dans un délai, mais par respect pour le peuple, il fallait décider du principe.»

Rien n'est encore perdu pour lui. La session n'est pas terminée et les députés soviétiques, qui n'ont pour-tant pas une longue expérience du parlementarisme, sont passés maîtres dans les débats de procédure. Il n'en-reste pas moins que les députés communistes et les représentants des Républiques autonomes de la Fédé-ration de Russie – de sont souvent les deux échecs enregistrés la veille à propos de la manifestation interdite, et qu'ils paraissent bien décidés à mener la vie dure à M. Eltsine et à ses amis du mouvement Russie

Mais le porte-drapeau des réfor-mateurs n'entend pas pour autant abandonner le terrain gagné au cours des derniers jours. Dans son rapport devant le Congrès, il a ressorti l'idée évoquée il y a quelques mois par M. Gorbatchev lui-même d'une concertation de toutes les forces politiques soviétiques, y compris «les communistes progressistes », sons la forme d'une « table ronde », comme en Pologue par exemple, qui pourrait déboucher sur la formation d'un « gouvernement de coalition, de confiance populaire et d'entente nationale».

Depuis la fin de l'été, le président

en commun l'été dernier par les conseillers de M. Gorbatchev et par ceux de M. Eltsine, puis refusé brus-quement, du jour au lendemain, par le président soviétique. Il prévoit des mesures concrètes pour le passage à une économie de marché, une privatisation très large des entreprises par la création de fonds par actions des-tinés aux salariés – en 1993, les deux soviétique a visiblement choisi une autre voie sous la pression de l'ap-pareil du Parti, de l'arrace et des tiers de l'économie russe devraient appartenir au secteur privé, bien que mangeurs d'acter», ces capitaines la « désétatisation » totale soit prevue de l'industrie lourde et militaire, bien pour durer dix à quinze ans, - une réforme agraire radicale, une refonte représentés dans le gouvernement de M. Pavlov. Mais certains membres totale de la fiscalité, la réduction du de Russie démocratique, qui ont ren-contré récemment M. Anatoli Loudéficit budgétaire afin de consolider la monnaie, l'appel à l'investissement kianov, président du Parlement étranger avec garanties pour le rapa-triement des bénéfices. soviétique, ont eu l'impression que celui-ci n'était pas hostile à une telle proposition afin, selon M. Evgueni

Dans les rapports entre les Républiquez, le projet russe prévoit un passage

GERGUEj sı.

Le Japon et l'URSS souhaitent un contrôle des exportations d'armes vers le Proche-Orient

Les ministres des affaires étrangères japonais et soviétique, MM. Taro Nakayama et Alexandre Bessmertnykh, sont tombés d'ac-cord sur la nécessité de contrôler les exportations d'armes à destination du Proche-Orient, au cours d'un entretien, vendredi 29 mars, à Tokyo, ont indiqué des officiels

Arrivé à Tokyo vendredi, afin de préparer la visite de M. Mikhaïl Gorbatchev au Japon, du 16 au 19 avril, M. Bessmertnykh a déclaré, au cours d'un premier entretien avec son homologue, que

u Le prochain sommet de la francophonie aura lieu en novembre à Paris. - En visite officielle an Zaïre, M. Alain Decaux, ministre chargé de la francophonie, a évoqué, vendredi 29 mars, avec le président Mobutu, le prochain som-met de la francophonie, qui se tiendra en novembre à Paris. Ces assises de la francophonie, initiale-ment prévues à Kinshasa, avaient été reportées à la suite du massacre commis en mai 1990 à l'université de Lubumbashi (le Monde du 30 mars). Le chef de l'Etat zaïrois a fait savoir qu'il poserait la candidature de son pays pour l'organisa-

« le contrôle de la course aux arme ments est nécessaire dans cette région [le Proche-Orient] et nous devons le mettre en auvre immèdia tement». De son côté, selon des sources japonaises, M. Nakayama insisté sur le fait que l'URSS devait accepter la responsabilité d'avoir aidé l'Irak à devenir une puissance militaire.

M. Bessmertnykh était attendu dimanche à Pékin, où il devait notamment être reçu par son homologue, M. Qian Qichen, et le premier ministre, M. Li Peng. -

tion du cinquième sommet en

sécurité et la coopération en Europe (CSCE) se réuniront à Madrid les 2 et 3 avril, sfin de d'établir les bases d'une Assemblée 'parlementaire de la CSCE. La mise sur pied de cette assemblée fait suite à la signature de la Charte de Paris lors du sommet de la CSCE, le 21 novembre 1990. – (AFP.)

solutions acceptables sur des pro-blemes concrets». En attendant cette concertation improbable, M. Eltsine s'est livré à une attaque en règle con-tre la politique de M. Gorbatchev, qu'il n'a jamais nommé. «Les résudtats objectifs des six dernières années montrent que nous n'avons pas eu affaire à une perestroïka, mais plusét à la dernière phase d'une période de stagnation». Dans la nouvelle langue de bois, a la période de stagnation» désigne le règne de Bremev.

> Une illustration de l'impasse

Deux lignes s'opposent, a-t-il pour-suivi, l'une veut « maintenir et même renforcer le monopole économique du centre» et nous conduit «à la catas-trophe», l'autre a pour objectif de mener à bien « des changements pro-fonds dans tous les aspects de la vie, de moderniser l'URSS et de la transin Mise sur pied à Madrid d'une Assemblée parlementaire de la CSCE. — Des délégations parismentaires des trente-quatre pays membres de la Conférence sur la sécurité et la conférence sur la sécurité de la Russie soit totalement securité de la conférence sur la secu « désidéologisée » afin de « restaurer les valeurs universelles et d'exprimer la confiance du peuple dans la loi

comme incarnation de la justice ». Le projet économique qu'il propose a été mis au point par le pre-mier ministre russe, M. Ivan Silaev. Il s'inspire largement du « programme de cinq cents jours» élaboré

progressif aux prix mondiaux pour les échanges de matières premières, avec la création d'une chambre de commerce inter-républicaine chargée de érer les contrats. La République de Russie se propose de passer avec le gouvernement central des accords sur émission de la mounaie et la l'emission de la monnaie et la conduite de la politique financière, sur la politique des prix, les relations économiques extérieures et la politique fiscale. Le gouvernement russe est cependant conscient que ce programme ne peut être réalisé qu'avec au minimum la bienveillante neutralisé du pouvoir soviétique, qui est pour le moins douteuse. C'est pourquoi les changements politiques annequoi les changements politiques apparaissent comme la condition nécessaire des réformes. « Nous voulons faire de l'exécutif russe un instrument destiné à l'executif russe un instrument destiné à protéger les intérêts de la Russie dans les relations avec un centre qui est loin de respecter l'État de droit », a dit M. Elisine. Parfaite illustration de l'impasse dans laquelle se trouve autourd'hui f'Union soviétique. DANIEL VERNET

POLOGNE: prochaine visite de M. Biclecki à Moscou. - Le premier ministre polonais, M. Jan Krzysztof Bielecki, fera, les 3 et 4 avril, une visite de travail à Moscou, a annonce, vendredi 29 mars, l'agence PAP . Cette visite devrait être dominée par la négociation du calendrier du retrait des troupes soviétiques en Pologne et suivie d'une visite en URSS du président Lech Walesa. -(AFP)

nier, ont été publiés par le journal de l'opposition et se sont arrachés.
Il semble donc évident qu'une participation d'ismail Kadaré à la campagne électorale, aux côtés du Parti démocratique

Dans quel autre pays au monde peut-on voir un tel atta-chement, une telle vénération pour un écrivain? «Lorsque vous rentrerez en France, si vous le voyez, je vous en sup-plie : dites-lui de revenir», nous disait ainsi une femme rencontrée à deux cents kilomètres de Tirana, Des extraits de son dernier livre, Le Printemps albanais, qui explique sa décision de quit-ter son pays en novembre der-

aurait grandement facilité la táche de celui-ci. Une délégation du Parti a bien tenté, en février, d'obtenir que Kadaré

17

Ah, si Kadaré était venu... se présente aux élections. En vain. «Je ne suis pas un homme politique, je ne me sens pas capable de faire de la politique », a répondu l'écrivain.

Pourtant, ce sont les responsables du Parti du travall (communiste) qui se montrent les plus critiques à l'égard de Kadaré. « Ismail est un grand écrivain », commence par dire Xhelil Djoni, secrétaire du comité central du Parti communiste, avant d'ajouter : « Toute son œuvre a été partie intégrante du peuple et du Parti du travail. C'est la forteresse d'Ismail, c'est cela que j'aime dans son œuvre : il parle de l'héroïsme du peuple. Dans Le Grand Hiver, il représente la lutte du peuple et d'Enver Hodja; dans Le Concert, celle du Parti. Son œuvre est totalement nationale, scientifique, démocratique. Je n'ai pas pu comprendre son acte. a Et de conclure, perfide : « Il était un privilégié ici ; Il y entrait (le bâtiment du comité central) plus

facilement que moi. » En revanche, les responsables du Parti démocratique comme d'aitleurs la majorité des Albanais hostiles au Parti communiste, ont d'ores et déjà absous - si faute il y avait -Ismail Kadaré. « Vous, Français, vous ne pouvez pas comprendre tout ce qu'il a fait pour nous, explique ainsi Besnik Mustafaj, le fondataur du Forum des droits de l'homme. Sans lui, que serions-nous devenus?». Quant au président du Parti démocratique, le cardiologue Sali Berisha, II s'enflamme au seul nom de Kadaré : «Ismail est resté dans nos cœurs, qu'il soit à Paris, New-York ou Rome. Nous n'avons pas à dis-

cuter sa décision de partir. Il est

au cœur de l'Être. > Dans ses

Des élections législatives et présidentielle devraient être organisées avant la fin de l'année

relativisé. Les « organes vitaux » de

la survie économique - les bar-

rages, la centrale thermique de Dar Salam, les usines de fabrication

d'huile ou de savon - n'ont pas été

touchés par les pillages. De même, la production de coton ou de

vier) ne devrait pas être trop affec-

Corruption

générale

La France, principal bailleur de fonds du Mali, a déjà reçu des «appels du pied indirects» de la

part de la junte militaire,

reconnaît-on de source diplomati-que à Bamako. Mais comment y

répondre en l'absence d'interlocu-

Quelle que soit la formule poli-

tique qui sera adoptée et quelle

que soit la position arrêtée par

les (le riz a été récolté en jan-

Malgré l'inquiétude manifestée les jours précédents par les dirigeants de l'opposition - civile - au régime du président Moussa Traoré, renversé par l'armée au début de la semaine, ceux-ci semblent avoir obtenu des garanties de la part des officiers qui ont pris le pouvoir

BAMAKO

de notre anvoyée spéciale

bien fait, läche, en privé, un expert

financier. Au moins, les gens

auront de quoi se nourrir pendant

les prochains mois. Vu le chaos éco-

nomique qui s'annonce, ce n'est pas

plus mal!» Pauvre parmi les plus

pauvres, le Mali, dont le revenu

annuel par tête d'habitant (estimé

à moins de 300 dollars) reste un

des plus bas du monde, aura bien

de la peine à remettre son écono-

mie sur les rails, après la vague de

violences qui vient de le seconer.

Dans la capitale, comme dans la

plupart des villes de province, les

buteaux du Trésor public et des

donanes, considérés comme les

symboles du pouvoir, ont été systé-matiquement mis à sac et incen-

diés. Les feuilles d'impôts, les bul-

letins de salaire, les contrats

«Finalement, les pillards ont

et formé le Conseil de réconciliation nationale (CRN). Un porte-parole de l'année a annoncé à

la Radio-Télévision malienne, vendredi 29 mars dans la soirée, que des élections a libres », municipales, législatives et présidentieile, seront organisées au Mali

d'exportation ou d'importation :

tout, ou presque, est parti en

fumée. Les gros commerçants, accusés de collaborer avec le

régime, ont également subi la fou-dre dévastatrice des émeutiers.

« Pour que l'économie redémarre,

Mali a besoin d'argent frais. Il

faut au minimum de quoi payer les fonctionnaires et aider la reprise

des importations », estime le direc-

teur de la Caisse centrale de coopé

ration économique, M. Robert Chauinian. Selon lui, les denrées

alimentaires habituellement impor-tées - notamment le lait, le sucre

et la farine de blé - vont, « à court

Les pénuries probables de carhu-

rant risquent, par ailleurs, de péna-

liser l'économie « légale » et de

favoriser un marché noir déjà très

Ce premier bilan, plutôt catas-

muniqué du CRN et du Comité de coordination des associations (civil), les militaires regagneront leurs casernes le

Avant le scrutin, un gouvernement provisoire sera nommé par un « comité de

vernement aura pour tâche de convoquer une « conférence nationale » avant trois mois, indique le communiqué conjoint; une nouvelle Constitution et un code électoral seront élaborés pendant la période de transition. ration économique (dont le mon-

tant des aides représente près de 80 % de l'assistance financière de la France au Mali) aurait aniourd'hui bien du mal à reprendre ses activités. Ses bureaux ont été, en effet, entièrement saccagés dans la nuit de lundi à mardi.

« On ne dispose plus d'aucune comptabilité : tout a été détruit, dispersé ou volé. Pour le moment, tout ce qu'on peut faire c'est essayer de reconstituer les dossiers », explique M. Chauinian. « La plupart des bons de virement et des chèques ont disparu. Tout a donc été bloque auprès de la Banque centrale », pré-cise-t-il. Selon lui, il faudra « au moins une bonne semaine » avant que la Caisse centrale puisse à nouveau fonctionner. Nul ne peut importante qu'elle l'a été dans le passé. Certes, en 1990, plus de

345 millions de francs avaient été versés par la seule Caisse centrale de coopération. Mais depuis le discours du président Mitterrand au

transition de salut du peuple ». Ce gou-

sommet francophone de La Baule, en juin, les relations entre les deux capitales s'étaient nettement détériorées. L'aide budgétaire de la France était passée de 150 millions de francs en 1989 à 90 millions en 1990 pour tomber à 75 millions en Les détournements de fonds,

devenus un des sports favoris des hauts dignitaires de l'ancien régime, ont peut-être fini par agacer Paris. « Dans ce pays, tout le monde est corrompu, du bas jusqu'en haut », affirme un résident français. A lui seul, le trafic sur le carburant aurait rapporté chaque année entre 6 et 8 milliards de

CATHERINE SIMON

RWANDA: après six mois de guerre civile

Un accord de cessez-le-feu a été signé avec les maquisards du Front patriotique

Le gouvernement du Rwanda et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont signé un cessez-le-feu, vendredi 29 mars, au Zaire. L'accord, placé sous la supervision de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), stipule une suspension complète des approvisionnements en matériel de guerre, la libération des prisonniers et le retrait des troupes étrangères. Le 1° octobre 1990. quelque 1 500 rebelles du FPR avaient déclenché à partir de l'Ouganda une offensive qui avait entraîné une intervention militaire du Zaîre, de la Belgique et de la France dans ce petit pays de sept millions d'habitants. Après un mois de durs combats, principalement dans le nord du pays et aux portes de la capitale, Kigali, les affrontements s'étaient réduits aux provinces de l'Akagera et de Ruhengeri, Alors que la Belgique évacuait rapidement ses parachutistes, la France laissait une compagnie de la Légion étrangère, qui va être maintenant

٠;,

NAKIVALÉ

(frontière outrando-tanzanienne) de notre envoyé spécial

Sur les collines de Nakivalé, les tentes de réfugiés ont réapparu. Trente ans après l'arrivée des premiers exilés, installés depuis lors dans la campagne environnante à quelques kilomètres de la frontière tanzanienne, il a fallu rouvrir un camp pour accueillir les Rwandais fuyant les massacres interethniques d'octobre dernier. L'invasion du Rwanda par les combattants du Front patriotique,

provoqué ce nouvel exode. Ils sont aujourd'hui près de sept

mille - membres, pour la plupart, de la tribu tutsi - à avoir été pris en charge par le Haut-Commissariat aux réfugiés auprès des Nations unies (HCR). Quelques organisations non ouvernementaies, dont Médecins sans frontières, apportent jeur concours. Ici, l'espace ne manque pas. Ni l'eau : les réfugiés vont la puiser dans le petit lac, situé en contrebas du camp. «Les conditions sont idéales, reconnaît le responsable de Nakivalé. «Seudement les gens n'ont rien à faire. On a commandé des houes et des graines pour leur permettre de cultive un peu, et une école ouvrira en avril.» Ceux qui ont réussi à fuir avec leur ux ont tout perdu : une épidémie a décimé une bonne partie du bétail, et les voleurs ont fait le reste.

lci et là, errent des groupes d'hommes, curieusement vêtus d'un uniforme rose. C'est à ce signe que l'on reconnaît d'habitude, au Rwanda, les prisonniers de droit com-mun. Ceux-là sont des évadés. Ils ont pu quitté leurs cachots de Ruhengeri. quand les troupes du FPR ont investi la ville, le 23 janvier. Près de mille Dans le lot, figuraient quelque deux cents prisonniers «politiques», incarcérés depuis octobre.

Donatien, qui préfère garder l'ano-nymat car sa famille est encore au Rwanda, assure n'avoir jamais entendu parler du FPR avant son arrestation, le 4 octobre. Ce sont ses geôliers qui lui en ont révélé l'exis-tence, en cherchant à lui faire avouer qu'il en était membre. Avec une cen-taine d'autres compagnons de cellule, Donatien a attendu, pendant quatre mois et demi, de passer en jugement. En vain. Les deux seules visites auxquelles son groupe a eu droit ont été celles des réprésentants du Comité international de la Croix- Rouge et d'une délégation d'ambassadeurs. La procédure n'en a pas été accèlérée pour autant. Simplement, ce jour-là, leur pitance s'en est trouvée amélio-

AFRIQUE DU SUD : pour tenter de mettre fin aux violences interethniques

Nouvelle rencontre entre M. Mandela et M. Buthelezi

Le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nel-son Mandela, et le président du parti zoulou Inkatha, M. Mangosuthu Buthelezi, devaient se rencontrer samedi 30 mars à Durban pour tenter de mettre fin à la flam-bée de violence dans les ghettos noirs proches de Johannesburg.

Cette rencontre est la seconde entre les deux hommes, qui avaient déjà discuté le 29 janvier des affrontements entre leurs partisans. Ce sommet historique fut le premier entre l'ANC et l'Inkatha depuis 1979. L'annonce de cette rencontre fait suite à de nouvelles violences qui ont porté le bilan des affrontements dans les chettos noirs à près de cent cinquante morts pour le mois de mars. Jeudi, les cadavres de sept per-

onnes avaient été retrouvés dans le ghetto de Ndaleni, près de Richmond. Le ministre sud-africain de la justice, M. Kobie Coetsee, a décidé de mettre en place une commission d'enquête judiciaire, après la mort de douze manifestants noirs tués dimanche dernier par la police dans le ghetto noir de Daveyton, à l'est de Johannesburg. - (AFP.)

descendants des réfugiés de 1959, a rée. «On n'osait pas se porler à couse avenir, Donatien n'en est pas moins de la présence de mouchards parmi nous, raconte Donatien. Parfois, un désenu était emmené, battu et mis au cachot. On ne le revoyait plus. » Lui, a en «la chance» de connaître ses gardiens. On ne l'a pas touché.

Rechercher l'inité nationale

Le 23 janvier à l'aube, des coups de feu ont retenti et, peu après, la porte de leur cellule s'est brutalement ouverte: «Soriez, on vous libère!» ont dit les maquisards, qui les ont escortés jusque dans la forêt du parc des Volcans, sur la frontière. Donatien est parti aussitôt en direction de l'Ouganda. D'autres ont choisi de rester avec les maquisards. Ce serait le cas du major Lizindé, un officier rwandais, auteur d'une tentative de coup d'Etat en 1980. Démuni de tout, rongé par l'ennui, inquiet pour son convaincu qu' a il faut régler la ques-tion des réfugiés rwandais une fois

A en croire un responsable du FPR. installé à Kampala (Ouganda), le bilan de la guérilla est positif : « Grâce à notre action militaire, les choses ont change sur le plan politique », affirmet-il. Le chef de l'Etat rwandais, le pré-sident Habyarimana, n'a-t-il pas afini par reconnaître le droit au retour des éfugiés» et « annoncé un processus de nocratisation »? La méfiance des rebelles reste vive, toutefois, vis-à-vis de celui qui, selon le FPR, a institutionnalisé la ségrégation entre Hutus et Tutsis par sa politique dite « d'équi-

libre ethnique et régional ». L'annonce, le 14 mars, d'une amnistie pour les rebelles qui accenteraient de déposer les armes n'avait pas inspiré d'enthousiasme débordant dans les rangs du FPR. «Lorsqu'il s'adresse à la population en kinyar-

wanda, notre langue nationale, il est touiours aussi violent et sectaire : rien à voir over le ton conciliant de ses discours en français, destinés à l'extèrieur», fait-on amèrement remarquer.

Pour le FPR, la rivalité entre les Hutus et les Tutsis a été «créée de belge». Pour la dépasser, il faudrait rechercher l'unité nationale et démocratiser le système politique.

Ce leitmotiv candide des dirigeants rebelles n'a, hélas, pas encore convaincu les capitales occidentales où le « régime dictatorial actuel bénéficie encore de la confiance des bailleurs de fonds». Comme les pays de la région, lesdites capitales attendent, vraisemblablement, que l'accord de cessez-le-feu soit appliqué et que la situation se normalise

JEAN HÉLÈNE

TUNISIE

L'association étudiante proche des islamistes est « suspendue »

Les autorités ont « suspendu», vendredi 29 mars. les activités de l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE) - l'une des deux organisations estudiantines, considérées comme proches du mouvement íslamiste Ennahdha - et fermé ses locaux.

TUNIS de notre correspondant

Cette mesure fait suite à la découverte, au début de la semaine, dans un local de la faculté des sciences de Tunis et dans des salles de prière de plusieurs fovers universitaires, d'un véritable arsenal : cocktails Molotov, bouteilles d'essence et de vitriol, barres de fer, chaînes, tracts, affiches et banderoles « appelant à la violence et portant atteinte au prestige du régime et de l'Etat ».

Les (ieux où avait été entreposé ce matériel étaient mis à la disposition de l'UGTE, ont affirmé les autorités, qui accusent l'organisation estudiantine d'être à l'origine des troubles dont l'université a été le théâtre, juste avant les vacances de printemps, qui prennent fin lundi. L'ensemble de la presse a fait un lien entre les récents actes de terrorisme revendiqués par le mouvement Ennahdha et l'activité

des étudiants islamistes. Mais ces derniers ont affirmé, au cours d'une conférence de presse, tout ignorer de l'origine du matériel découvert. « Nous sommes contre la violence et notre action se situe seulement dans un cadre syndical », ont-ils déclaré.

M. D.

BÉNIN L'investiture du président élu est reportée

L'investiture de M. Nicéphore prévue pour lundi le avril, a été reportée, a-t-on appris vendredi 29 mars. M. Soglo est en effet hos-pitalisé depuis jeudi au Val-de-Grâce à Paris, pour le « traitement d'une affection légère et pour un bilan de santé». L'entourage de M. Soglo a suggéré que la cérémo-nie se déroule le 4 avril. Le ministre français de la défense, M. Pierre Joze, s'est rendu ven-dredi au chevet de M. Soglo, qui souffrirait d'une fièvre typhoïde, doublée d'une crise de sciatique, -

ASIE

LAOS: à l'occasion du cinquième congrès

L'équipe dirigeante du PC est rajeunie

laction, qui s'est terminé vendredi 29 mars, a confirmé à la fois l'ouverture économique du pays et l'assise politique de M. Kaysone Phomyihane, numéro un du parti, qui troque le titre de secrétaire général contre celui de président. Trois membres de la vieille garde, dont le prince Souphanouvong, ont pris una semi-retraite.

> BANGKOK de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Comment sauver l'économie laotienne sans faire de concessions politiques et sans remettre en cause les liens étroits entre communistes laotiens et vietnamiens? Cette question figurait an centre des débats du cinquième congrès du Parti populaire révolutionnaire (PPR), réuni à Vientiane pendant trois jours (le Monde du 27 mars). La réponse a pris la forme d'une

prudente série de demi-pas. Le long rapport présenté par M. Kaysone Phomyihane a souligné à quel point le régime entend moderniser son économie, quitte à égratigner sérieusement le troisième plan quinquennal, dont l'élaboration avait demandé une année et dont l'approche s'inspirait de la traditionnelle rhétorique marxiste.

candeur, tout ce qui aurait dû être entrepris ces cinq dernières années pour promouvoir une économie de marché, M. Kaysone, qui est égale-ment premier ministre, a plaidé nour une véritable intégration du Laos à l'économie mondiale.

Les Lactions, qui bénéficient d'un accès aux grands organismes de crédit internationaux - contrairement à leurs alliés de Hanoï et de Phnom-Penh - sont donc invités à tabler sur une ouverture économique croissante de leur pays. Dans ce domaine, l'Etat jouera un rôle moins important, puisque seuls des secteurs vitaux (eau, électricité et communications) sont assurés de demeurer entre les mains d'entre-

Sur le plan politique, en revanche, M. Kaysone a clairement indiqué que le parti n'avait pas grand-chose à se reprocher et n'a pas laissé entrevoir de sérieux changements au sein de l'équipe dirigeante. Le premier ministre, àgé officiellement de soixante et onze ans, consolide son assise avec son nouveau titre de président du parti, une promotion qui aurait pour objet de lui donner davantage de latitude dans les prises de décision, en tui évitant de référer au comité central de chaque projet de réforme économique.

En raison de leur âge ou de leurs problèmes de santé, trois de ses compagnons d'armes ont quitté le bureau politique, pour une semi-

speciaux du parti. Il s'agit du chef de l'Etat, le prince Souphanouvong, le « prince rouge », âgé de quatre-vingt-un ans et malade, et de deux autres octogénaires, MM. Phoumi Vongvichit et Sisomphon Lovansai. Les Vietnamiens en avaient fait autant lors de leur dernier congrès, en décembre 1986, en nommant conseillers spéciaux du comité central du PC, Lê Duc Tho, Truong Chinh et Pham Van Dông.

Pas d'ouverture *politique*

Le chef des forces armées, le général Sisawat Keobouphan, est egalement exclu du bureau politique mais continue de sièger au comité central. Cette mesure, dont on ignore les raisons, laisse prévoir une réorganisation du commandement militaire. Parce qu'il a également fallu remplacer l'un de ses membres, récemment décédé, le bureau politique du parti compte désormais cinq nouvelles têtes sur onze : les deux suppléants ont été promus et, parmi les trois derniers élus, figure le ministre du com-merce, M. Kamphoui Keobouaplapha, ancien chef du parti pour la province de Saravane, présenté comme l'un des avocats de l'ouverture. Mais un autre promu, M. Thongsing Thamavong, responsable de la propagande et de la for-

mation au sein du comité central,

passe pour un conservateur bon

Le comité central de cinquantecinq membres a été lui aussi largement renouvelé et quelque peu rajeuni. Parmi ses nouveaux représentants, figurent quelques femmes ainsi que les fils respectifs du prince Souphannouvong et de M. Kaysone. Ces changements n'annoncent guère une ouverture politique : le Laos et ses quatre millions d'habitants demeurent sous l'emprise d'un Parti communiste qui n'a pas encore affiché la velléité de partager le pouvoir.

Pour la première fois, le PC chinois avait dépêché un membre de son comité central. Les PC vietnamien et cambodgien (Phnom-Penh) avaient envoyé leurs secrétaires généraux, MM. Nguyen Van Linh et Heng Samrin. Le PCUS était représenté par un membre de son bureau politique. Mais cette représentation des « partis frères » était bien légère par rapport à ce qu'elle avait été lors du précédent congrès, en novembre 1986, où dix-neuf PC s'étaient faits représenter. Autre signe qu'une certaine époque est bien révolue : alors que l'aide soviétique n'est plus versée qu'au compte-gouttes, la Thailande, déjà très présente sur le plan commercial, va accorder une aide préférentielle au Laos pour la première fois depuis seize ans.

JEAN-CLAUDE POMONTS

La crise de Socialisme et République

M. Planchou: «Le temps des excommunications est révolu»

de la Seine-et-Marne et ancien délègué génèral de Socialisme et République, a adressé aux responsables de ce courant du PS, mercredi 27 mars, une lettre dans laquelle il explique sa position sur les débats provoqués par la démarche de M. Jean-Pierre Chovènement. M. Planchou se déclare a choque » par le communiqué, inspiré par l'ancien ministre de la défense, qui avait désavoué, le 14 mars, le vote des responsables du courant, au bureau exécutif du PS, en faveur du texte préparatoire à la convention nationale des 6 ct 7 avril prochain. « Le temps des

□ Affaire Boudarel : incidents au conseil régional de Midi-Pyrénées. Au conseil régional de Midi-Pyrénées, un vif incident a opposé, jeudi 28 mars, les élus socialistes et ceux du Front national et du CNI. MM Bernard Antony (FN) et Gil-bert Mélac (CNI) ont accusé M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale, élu de la Haute-Garonne, d'avoir « couvert le scandale Boudarel de son autorité ». Approuvés par les élus de droite et par le président de l'as-semblée, M. Marc Censi (UDF-PR), ils ont demandé une minute de silence pour les militaires français morts dans les camps vietminhs. Les elus socialistes ont quitté la salle après des échanges d'invectives.

M. Jean-Paul Planchou, député excommunications est révolu » écrit-il.

> M. Pianchou rappelle que le courant Socialisme et République, ex-CERES, avait approuvé les résolutions des congrès socialistes de Toulouse (1985) et de Lille (1987), de même qu'il avait appuyé le retour de M. Chevènement au gou-vernement en juillet 1984, « alors que nous pouvions appréhender sans mal, observe-t-il, que la politi-que du gouvernement Fabius allait amplifier la logique mise en œuvre par le couple Mauroy-Delors ». « On pourra toujours me rétorquer, écrit-il, qu'il jaut, à certains moments, dire absolument « non » et savoir vraiment rompre, mais pourquoi aujourd'hui, au lende-main de cette guerre? Dix ans après 1981, cela ne fait-il pas un peu tard?»

> Le député de la Seine-et-Marne estime que, dans « une période complexe », il convient d'adopter une « stratégie non univoque ». « La liberté de M. Chevènement signifierait-elle qu'il faille coupler intimement l'attitude de notre courant avec la sienne, au sens où le courant n'aurait pas d'existence specifique en dehors non pas de la per-sonne, mais de l'action propre de M. Chevènement? demande-t-il. A mon avis, ce serait une erreur de voir ainsi les choses. » « En tout cas, ajoute-t-il, ce n'est pas en se positionnant à la marge ou ailleurs qu'on fera mieux avancer nos idées. v

Sur le modèle des grands partis sociaux-démocrates

Le PS crée une fondation Jean-Jaurès

Le Parti socialiste met en place, conformément à l'une des décisions prises à l'issue du congrès de Rennes, il y a un an, une fondation qui aura pour objets la recherche, la formation, la coopération avec les partis étrangers, l'historiographie du PS et l'édition de sa revue théorique, la Nouvelle Revue socialiste.

La fondation Jean-Jaurès, placée sous la responsabilité de M. Gérard Collomb, proche de M. Pierre Mauroy, se veut l'équi-valent des instituts de formation et de coopération dont disposent les grands partis sociaux-démocrates d'Europe du Nord, notamment la fondation Friedrich-Ebert, puissant instrument de « politique étrangère» du SPD allemand.

La composition du conseil d'administration de la fondation Jean-Jaurès a été quelque peu laborieuse, les différents courants associés à la direction du parti tenant à y être représentés sel règle proportionnelle. Les fabiu-siens ont été particulièrement attentifs à la répartition des res-

La création de cette fondation a été l'occasion, d'autre part, pour le PS, d'avancer dans le règlement d'un vieux contentieux qui l'op-pose, depuis le congrès d'Epinay, il y a vingt ans, aux partisans de Guy Mollet, ancien secrétaire général de la SFIO, qui avaient gardé le contrôle du patrimoine immobilier dont celle-ci disposait.

Les locaux de la cité Malesherbes, à Paris, ont été apportés en dotation à la fondation, au

ANDRÉ LAURENS

conseil d'administration de laquelle siège, pour cette raison, M. Léon Fatous, successeur de Guy Mollet à la mairie d'Arras.

Soucieux d'assurer l'avenir de leur fondation, qui pourra bénéfi-cier de dons privés, mais, aussi, de subventions gouvernementales, les dirigeants socialistes ont encouragé les centristes du CDS à suivre leur exemple et à se doter d'une structure comparable.

L'objectif est de faire admettre aussi bien dans l'opposition que dans la majorité l'utilité, du point de vue de la vie démocratique comme de l'influence française dans le monde, de ce type d'orga-nismes, et de carantir leur longé-vité par-delà les alternances au DOUVOIT.

La Fondation Jean-Jaurès, qui La Fondation Jean-Jaurès, qui avait déjà patronné, avec l'Institut socialiste d'études et de recherche (ISER), plusieurs colloques, a organisé, mercredi 27 mars, sa première manifestation publique denuis et mise a place consile depuis sa mise en place, sous la forme d'un débat sur la politique

Un autre colloque, consacré à la justice, est prévu pour le 13 avril, avec la participation du garde des sceaux, M. Henri Nallet, La fondation organise déjà, en outre, des stages de formation destinés, notamment, aux cadres des nou-veaux partis de des pays de l'Est, accueillis dans des municipalités socialistes pour s'initier à l'administration et à la gestion des collectivités locales.

Un groupe de travail de députés RPR et centristes

M. Balladur (RPR) cherche à minimiser les divergences de l'opposition sur l'Europe

présidé par M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, dresse un « état des lieux » des convergences et des divergences de l'opposi-tion. Quatre députés RPR. Mª Michèle Alliot-Marie, MM. Jean-Louis Debré, Dominique Perben et Nicolas Sarkozy, et deux centristes, MM. Edmond Alphandéry et Bernard Bosson, ont contribué à l'élaboration de ce texte, qui sera adressé aux parlementaires nationaux et européens de l'opposition. Les mem-bres du groupe UDF, sollicités par M. Balladur, avaient renoncé à participer à ce groupe.

La synthèse publiée vendredi s'efforce de minimiser les désaccords au sein de l'opposition sur la construction européenne. « Le travail entrepris a permis une meilleure compréhension des uns et des autres et a permis de mesurer que sur nombre de points importants, il n'y avait pas de divergences notables », souligne le

Si les membres du groupe de travail partagent la même vision de la politique économique et fis-cale européenne, le « désaccord » est confirme sur la construction monétaire entre les partisans de la monnaie unique (UDF-CDS) et ceux qui défendent l'idée de la monnaie commune (le RPR). « Il s'agit de deux visions de la future

Dans un document rendu union économique et monétaire », public vendredi 29 mars, le constatent les auteurs du docugroupe de travail sur l'Europe, ment, tout en indiquant que ment, tout en indiquant que chacun s'accorde d'ores et déju sur la nécessité de créer un systeme européen de banque centrale teme europeen de outage de partier-chargé dans tous les cas de partier-per à l'harmonisation des politi-ques budgétaires et monétaires entre les Etats ».

Une autre divergence est reconnue sur la structure politique de la Communauté européenne, les députés centristes restant attaches à une « vision fedérale » de l'Europe, alors que le RPR défend une « conception plus protectrice de la souveraineté des États ».

« Renforcement de l'actuelle communauté »

A propos de la défense européenne, le document souligne que cette question doit être envisagée avec « une grande prudence ». mais que la France ne pourra pas « assumer sans cooperation avec ses partenaires l'ensemble de ses missions de défense ».

Ouant à la grande Europe (avec l'Europe de l'Est), elle n'est pas jugée a possible dans le court terme » par les membres du groupe de travail, qui estiment que l'aide aux nouvelles démocraties de l'Est ne doit pas « détourner les Douze de leur but, qui est l'approfondissement et le renforce-ment de l'actuelle Communauté ».

Parti républicain n'est peut-être

qu'une « maladresse ». comme disent ses amis. Mais il ne s'agit

probablement pas d'une erreur sur le fond du débat. Si M. Longuet a

dit tout haut ce que beaucoup, dans son parti - notamment les élus UDF du Midi - pensent tout

Le président du PR, embarrasse,

caresse l'idée de faire trancher le

débat par le bureau politique de son parti. Il prendrait, compte tenu

de la composition de cette instance - au sein de laquelle les élus locaux pèsent lourd, - le risque... d'être

soutenu, d'amplifier ainsi la polé-

mique naissante dans l'opposition

et de faire le bonheur des socia-

M. Le Pen ne manquera pas de

nourrir cette campagne, de dénon-

cer comme de coutume la « racaille

chiraquienne » qui s'obstine à lui

tourner le dos et de détourner à

son profit un rejet de la politique.

renaissant après l'embellie consen-

été maladroit, c'est parce qu'il a

forces de l'ordre avec des municipal La réhabilit

M. Deleb

Un calme precairs régnait des

Sacrounille (Yvalines), vandradi

main des violents incidents de

traduits par l'incendie d'un im

gare, et su cours desquale cin

jeunes avaient été bleande le à

La préfet des Yvelines, M. Jea

dénancé vendredi e les catesants

à l'abandon. Les pouvoirs publists avaient déjà enquêt depuis deux all de moltiples actions pour attante per mante l'artes au l'arte ses maux. Certes, on avait traffe; intéresser à certe absolicat rouge; de quarante-six mille fiablissers située dans les confins nord-outre de l'accident de l'aggiomération parisienne. Il 9. près d'une vingtaine d'anvier & urbanistes y avaient élèvé, ser u plateau venteux surplambant d visues ensembles de pavillogs end viduels déjà apriens, un énorm pare de tours et de barres, bores d'un côté, par une zone industriell et, de l'autre, par des ancher SNCF: la cité des Indes. Un pas audacieux, qui portait en fui les pui misses de la ségrégation.

Ces mille cinq cents logement sociaux parurent confortables à mu premiers occopants mais, committee d'autres, ces logements del les bien d'autres, ces logements del ser vicille. L'urgence de leur modernes ton sautait aux yeux; élie a di entreprise en 1989, bien tard san doute, mais elle avance. A la fim d 1991, 740 logements HLM auron été rébabilités, soit grès de la moie de ceux qui nécessalaient une miter tention. L'Etat, la régime et la sociétés d'HLM auront dépense que sociétés d'HLM auront dépense que

RELIGIONS

A Evry est posé construite depuis u

e Nous devious eine en giern en tre-ville et autour de nous, à 6 sant rien, Rien que des hip-A- des con raient à travers champs. Qualin Mgr Guy Herbutot, evêque d'Est (Essonge), et le Père Alain Baisses vicaire général, sont venus s'auto-les en 1984, dans leus manuel ler, en 1984, dans leus nours évêché de hriques sus circumsus tions moderner, on vivid senions à l'horizon l'agora, le centre con mercial et la gare, à 500 mètre Pour l'évêque, qui quittait st mi dence de Saint-Germain de Costs - une ancienne école désaffecté presque à la campagne, - sels be à sait avenn doute : il failait vivos cœur de la ville nouvelle, saide : choses v, au milico des grace et d

Aujourd'hui, les graes a Repro-sur la future place des Droits

Homme, à deux par de l'évêch

La mairie, la Chambre de come et d'industrie de l'Essence l'esp de musique, vienness parte d'éle achevées. Dimanché 37 garts, so de Pliques, la première giarre de cathédrale de la Résurrection su été posée. Si Dien et les penéra donateurs prêtent vie au penér, d cette première cathédrale constitut cette première cathédrale condition depuis un siècle. l'édition s'illevers cet endroit, dans quelques lantes intégré au cour de la cité, ai agen mental ui gothique, mais crimin que couleur de feu (en brigate). d'Albi), avec à son sommet sate me prenante couronne d'érables (1). La création du centre-ville d'Eve Ville nouvelle ne passe pas inspe-cue. D'abord, passe que la place d Droits-de-l'Homme est la pusset place pictonne dans la cité à c visible d'une voie routien; essui parce qu'elle révèle un changeme de conception dans l'aménageme urbain de la ville. Un respectant sources a du village, avec se mans son église, son café du casamora, explique M. Jacques Gryard, dépui (PS) de l'Essource et maire d'av depuis 1983, antres président de Ville nouvelle de 1977 à 198 a Arec le temps, ajouto-t-il, au nous somaites rendu comput que habitants avaient hesoire de rapid de synthetes: le rapide de la particulation de synthetes: le rapide de la printing d'apprendient de la particulation. tratif, l'église et le spirituel ».

nouvelle, créée en 1966, devel au début des années 70, qui ordinations 20 des 200 mariement 3 300 mariement gar en librait de ganiser autour du cantre constitut de cantre cantre constitut de cantre constitut de cantre cantre constitut de cantre cial, a C'était une errein, isomais Mar Herbolot. On avail juit de ville, tien de vie, un stauple tien consolitination. Or, in the me pol

Selon ses concepteurs. In w

LIVRES POLITIQUES

OUS ce titre, il ne s'agira pas de traiter du tourisme, encore que certains des lieux évoqués s'y prêtent admirablement, ou de géographie, mais d'histoire, de culture et, bien sûr, de politique. De politique, oui, mais dans des espaces et des durées hors du commun, qui lui conferent, chaque fois, une singularité qu'elle n'a pas toujours ailleurs. C'est, à l'évidence, le cas des les, des sociétés peu ou prou insulaires et des peuples dispersés, qui perdurent comme des archipels de l'histoire.

L'Atlas des diasporas, que présentent Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau, raconte, en quelque sorte, la géographie de ces archipels. Les auteurs se sont interrogés sur le concept de diaspora, qui ne se confond pas avec celui de migration, et ils l'ont cerné à l'aide de plusieurs critères dont le plus marquant est, estiment-ils. « la volonté de durer en tant que groupe minoritaire en transmettant un héritage ». Dans le volume qu'ils proposent, ils n'ont retenu que les grandes diasporas ou les semi-diasporas (celles dont la majorité de la communauté vit dans son propre Etat). Ils en décomptent douze : Juifs, Arméniens, Tziganes, Noirs, Chinois, Indiens, Irlandais, Grecs, Libanais, Palestiniens, Vietnamiens et Coréans. Ce choix est discutable. reconnaissent-ils, et ils s'en expliquent volontiers. Si, per exemple, le peuplement japonais sur les rives opposées du Pacifique n'a pas été retenu, c'est parce que l'émigration a pratiquement cessé depuis la fin de la demière querre. En revanche, les Coréens ont continué à s'expatrier en Californie et constituent au Japon, à la troisième génération, une communauté soumise à un statut infé-Pour la plupart des diasporas

recensées dans cet atlas, leur aventure à travers l'histoire n'est pas achevée et provoque encore des tensions et des problèmes. Qu'elles soient très anciennes et formées de plusieurs vaques, au gré des persécutions et génocides, comme pour les Juifs, les Arméniens et les Tziganes, ou le fruit amer de violences et de misères plus récentes, comme pour les Palestiniens, les Libanais et les Vietnamiens, presque toutes sont toujours dans l'actualité, celle du Proche-Orient ou de l'Europe de l'Est. Les Juifs russes affluent en israěl, voués à occuper, aux dépens des Palestiniens, les fameux territoires occupés, tandis que d'autres Palestiniens sont chassés du Kowett; les Libanais qui le peuvent fuient la guerre et le dépeçage de leur pays; les Tziganes des Balkans reprennent la route vers l'Ouest prometteur.

Iles et archipels

C'est dire que cet Atlas des dissporas arrive comme un instrument utile et précieux pour rappeier, cas par cas, qui sont et où sont cas peuples en mouvement, sans frontières, qui parviennent à survivre dans la dispersion. Des cartes, bien sûr, mais, aussì, des aperçus historiques, des chronologies, des données démographiques et des documents de référence composent la substance de cet album des familles séparées.

Les îles génèrent souvent dans leurs populations des particularismes forts, assez forts pour phiques extérieurs : l'insularité agit par contagion. C'est ainsi qu'à Sète, si l'on n'est pas Sétois, on le devient. Une île, Sète? Qui, d'abord parce que Paul Valéry, enfant du pays l'a dit, ensuite parce qu'elle est entourée d'eau : la Méditerranée d'un côté, l'étang de Thau de l'autre. S'il y a la mince bande littorale, c'est pour la plage et le passage du train et des

Sur cette côte languedocienne à vocation pluri-ethnique, Sète a constitué son propre mélange de communautés : les autochtones qui pêchaient sur l'étang, les ltaliens et les Catalans, qui pêchent en mer, les gens des Causses venus travailler sur le port ou dans le vignes, les professionnels du négoce du vin envoyés par Bordeaux et l'Europe du Nord, puis les Mahorébins et les Africains, et les pieds-noirs. On n'oubilera pas les représentants de quelques autres diasporas, juifs, protestants et citans.

Créé de toutes pièces, à la faveur d'un des rares escarpements rocheux de cette côte plate et sabionneuse, par la volonté de Colbert, le port de Sète n'aurait pas été plus qu'un grand centre de pêche, de commerce et d'industrie ~ ce qui n'est déjà pas mel ~ si la mosaïque de sa population autant que le mariage des eaux et du soleil n'avaient accentué sa singularité (Valéry, toujours).

Pour rendre compte de tant de diversités, Jean Rieucau, lui-même géographe, a réuni des universitaires venus de plusieurs disciplines. En saisissant Sète sous tous leurs éclairages, ils en restituent la densité et la totalité. Il en résuite un ouvrage savant et vivant, dans lequel se retrouvent et se découvrent les Sétois et les populations du Languedoc marí-

Pour Tahiti, pas de doute, il s'agit bien d'une île, la plus connue de l'archipel de la Société, et le point de rencontre de plusieurs diasporas : celles des Maoris, des Européens en quête de paradis perdu et des Chinois. Il y a en Polynésie une vie politique dont on ne soupçonne pas l'intensité

(l'actualité vient d'en donner une nouvelle preuve). C'est elle qui, avec les cyclones aux noms charmants (Nano, Orama, Réva, Veena, pour la seule année 1983). semble alimenter la chronique. La politique, là-bas, tourne autour de l'autonomie du territoire. Philippe Mazellier, après avoir suivi l'actualité dans le détail depuis des années, a décidé de la rendre dans sa durée. Un premier volume de ces

immémoriaux contemporains a paru sous le titre. De l'atome à l'autonomie; aujourd'hui paraît Tahiti autonome, qui couvre la nériode allant de la naissance de l'autonomie en 1977 à son remodelage en 1984; un autre volume sera consacré aux années suivantes jusqu'au centenaire de Papeete. Si elle fait la part belle à la politique, cette chronique largement illustrée n'omet pas tous les autres événements qui ont marqué la quotidienneté insulaire : le débat récurrent sur l'institution de l'IRPP, le défilé des personnalités de passage, l'enterrement de Jacques Brei dans son île des Marquises, la mort subite de Joe Dassin, le répêchage d'une ancre du grand capitaine Cook, les essais nucléaires à Mururoa et quelques sanglants faits divers.

A propos de cette chronique d'outre-mer, on signalera aux lecteurs intéressés l'existence d'une jeune revue, *Ultramarines*, dont les buts sont « de collecter et de faire connaître les sources de l'histoire d'outre-mer et d'aider les chercheurs et les amateurs de nombreux pays à communiquer entre eux ». Le deuxième numéro traite, notamment, de l'architecture coloniale française à Brazzaville et de la collecte de témoignages oraux et de récits de vie susceptibles de

Gérard Challand et Jean-Pierre Rageau, Editions Odile Jacob, 189 pages, 220 F.

▶ Les gens de mer, Sète en Languedoc, sous la direction de Jean Rieucau, L'Harmattan, 320 pages, 160 F.

Tahiti autonome, de Philippe Mazellier. Sur commande auprès de l'auteur : B. P. 50 Papeete, Tahiti, 935 F.

➤ Ultramarines, AMAROM, 29, chemin Moulin-Detesta, 13090 Aix-en-Provence.

Le retour du Front national

Suite de la première page

M. Poniatowski ne représente plus que lui-même. Mais M. Louguet, c'est une autre affaire. Il dirige un parti important.

Les centristes, fort chatouilleux sur ce chapitre, font remarquer que l'opposition unanime a pris des positions claires - pas d'accords, national ou locaux, avec le FN - et que M. Longuet paraît s'en moquer. M. Méhaignerie, président du CDS, y est allé, en prenant son temps, d'une remontrance navrée. M. Bernard Stasi, militant de la première heure contre l'extrême droite, aussi. Samedi 30 mars, dans le Figaro, le vicenrésident du CDS a affirmé Nous défendons avec la même intransigeance nos idées au niveau cantonal, départemental ou national. » Les dirigeants de l'UDF, dont le Parti républicain est membre, observent un silence embarrassé. Le RPR, soucieux de ne pas alimenter une chronique nourrie

par ses alliés, ne dit rien, afin, sans doute, de ne pas réduire ses chances de récupération discrète d'un électorat lepéniste déboussolé.

Dire tout haut ce qu'on pense tont bas

On peut, en revanche, compter sur les socialistes pour mettre le doigt là où la droite a le plus mal. Ils ont déjà commencé à appuyer. Leur projet de réforme du mode de scrutin régional - deux tours, à la proportionnelle, avec prime au plus fort - présente à leurs yeux un avantage déterminant.

Outre le souci de dégager des majorités de gestion régionale -version officielle, - ce scrutin, plus favorable aux socialistes que la proportionnelle intégrale à un tour, obligera la droite à dire, avant le premier tour, avec qui elle compte faire alliance au second. Ce projet de scrutin a déjà produit ses pre-miers effets sur M. Longuet.

La déclaration du président du

suelle de la guerre du Goife.

listes chagrins.

Le retour, même timide, des «affaires» - y compris le feuilleton politico-familial lyonnais, - 12 nonvelle slambée des banlieues seront pour lui tout bénéfice, des lors qu'il aura été réinséré dans le jeu politique, et au premier rang. JEAN-YVES LHOMEAU

La mort de Paul Thisse

L'homme d'une flamme

Ancien d'Uriage, Paul Thisse est mort, jeudi 28 mars, dans sa quatre-vingt-quinzième année (le Monde du 30 mars).

Un prof de maths provincial vient de mourir, nonagénaire, à Annecy, homme sans publications, qui n'a occupé aucune charge gloriense. Mais cette modestie n'a nas empêché la vie de Paul Thisse d'être significative, d'évoquer des choses essentialles nour ceux qui ont partagé ses engagements ou justesse de sa parole.

Il a été l'homme d'une flamme, la flamme péguyate, entrevue dans des circonstances étonnantes, fin 1914 à Metz, quand le lycéen de seize ans qu'il est alors entend le nom du poète, tué sur la Marne, de la bouche d'un professeur alle-mand, s'inspirant d'une revue litté-raire berlinoise, Die Aktion, qui vient de consacrer un de ses numé-ros à Péguy, « la plus pure force morale de la littérature française contemporaine».

A ce pressentiment devait succéder, après la guerre, à Strasbourg, une rencontre décisive, celle de La Note conjointe, au moment de sa parution, dont la découverte est partagée – texte lu à haute voix avec tout un milieu de jeunes iuifs alsacions et socialistes. Après les combats, les tueries, le dernier écrit de Péguy - celui où il dépasse ses peurs, ses colères, ses ressentiments - est reçu par beaucoup (c'est le cas, par exemple, de Walter Benjamin) avec une émotion intense, comme un en-decà de la guerre (une œuvre de paix, interrompue par la mobilisation), mais aussi comme un au-delà.

Dans ce dialogue philosophique.

en effet, Péguy montre comment l'admiration (La Note conjointe est une authropologie de l'admiration) nous décentre, nous fait entrer les uns chez les autres, suscite la transfusion des valeurs, rend concevable un universalisme pluriel et internationaliste et un œcuménisme. Ce fut pour Thisse une révélation igurale : il ne cessera d'appeler et de méditer une réconciliation entre nations et entre croyances (chrétiens et juifs au premier chef). dont on poutrait dire qu'elle a pour horizon une religion de l'hu-manité (qui redouble et libère le christianisme) et pour lieu la culture, c'est-à-dire l'édification, le perfectionnement de soi par l'accueil d'autrui. Cela conduira Paul Thisse à Uriage (où l'on cherchait à définir et à inspirer un civisme pluraliste), à Témoignage chrétien, à la propagande contre le STO (service du travail obligatoire) et à soutenir les maquis de Haute-Sa-

A la Libération, il participera à la fondation et à l'animation du Centre des Marquisats, près d'An-necy, puis à celle de la Maison de la culture, deux institutions vouées i l'idée d'une culture qui soit le terrain de rencontre de divers milieux sociaux et de diverses

families d'esprit. C'est sans doute dans les rapports personnels, qu'il savait entretenir et renouveler, que Paul Thisse s'est le mieux exprimé. Il n'a pas écrit de livres, mais il en a inspiré à ses amis; il a poursuivi jusqu'au bout avec Hubert Beuve-Méry un échange commence à Uriage, complicité d'hommes qui mettaient les comportements et les valeurs vécues au-dessus des idées et des idéologies.

Le souvenir de cet homme du commun, qui sut aussi être un repère, incite à réfléchir sur l'ap-pauvrissement des références, le manque d'inspiration dans notre

PAUL THIBAUD Ancien directeur de la revue

> Livres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an Libratrie GUÉNÉGAUD

10, rue de l'Odéon 75006 Paris Tél.: 43-26-07-91

Après les violences et la garde à vue de « casseurs »

M. Delebarre veut ouvrir le dialogue avec les jeunes de Sartrouville

Un calme précaire régnait dans la cité des Indes à

And the second s

Sartrouville (Yvelines), vendredi 29 mars, au lende- Bezons et Argenteuil (Val-d'Oise) qui avaient été main des violents incidents de la nuit qui s'étaient placés en garde à vue, quatre ont été remis en traduits par l'incendie d'un immeuble près de la liberté vendredi soir, dont les trois « agresseurs prégare, et au cours desquels cinq policiers et deux sumés» de M. Laurent Wetzel, maire (UDF-CDS) de jeunes avaient été blessés (le Monde du 29 mars). Sartrouville. Les camarades de Djernel Chettou, tué Le préfet des Yvelines, M. Jean-Pierre Delpont, a mardi 26 mars par un vigile du magasin Euromardénoncé vendredi « les casseurs qui ont affronté les ché, devaient organiser une marche silencieuse, immédiatement un plan Vigi-bantieues au plan Vigi- associations et des jeunes de Sartrouville à se réunir samedi après-midi, de la cité des Indes jusqu'à pirate», M. Pierre Cardo, maire (UDF-PR) de Chan-prochainement avec lui à la préfecture des Yvelines.

Sur les neuf jeunes gens, domiciliés à Sartrouville, l'hôtel de ville. Certains réclament la démission du teloup-les-Vignes (Yvelines), commune proche de maire, dont ils jugent l'attitude a provocatrice ». Les Sartrouville, estime que tous les élus ont a le devoir évènements de Sartrouville ont suscité des réac- de s'impliquer et de trouver, à moyen terme, des tions dans les syndicats policiers et dans les milieux solutions si nous ne voulons pas développer dans politiques. Tandis que M. Robert Pandraud, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, ancien ministre de la M. Michel Delebarre, ministre de la ville, il a invîté sécurité, demande au gouvernement de « substituer les élus, les fonctionnaires, les représentants des

nos cités une population sans foi ni loi ». Quant à

La réhabilitation avait commencé à la cité des Indes

Sartrouville n'est pas un faubourg à l'abandon. Les pouvoirs publics y avaient déjà engagé depuis deux ans de multiples actions pour atténuer ses maux. Certes, on avait tardé à s'intéresser à cette «banlieue rouge» de quarante-six mille babitants, située dans les confins nord-ouest de l'agglomération parisienne. Il y a près d'une vingraine d'années, les urbanistes y avaient élevé, sur un plateau venteux surplombant de vastes ensembles de pavillons individuels déjà anciens, un énorme pâté de tours et de barres, borné, d'un côté, par une zone industrielle et, de l'autre, par des ateliers SNCF: la cité des Indes. Un pari audacieux, qui portait en lui les prémisses de la ségrégation.

Ces mille cinq cents logements sociaux parurent confortables à leurs premiers occupants mais, comme bien d'autres, ces logements ont mal vicilli. L'urgence de leur modernisation sautait aux yeux : elle a été entreprise en 1989, bien tard sans doute mais elle avance. A la fin de 1991, 740 logements HLM auront été réhabilités, soit près de la moitié de ceux qui nécessitaient une intervention. L'Etat, la région et les sociétés d'HLM auront dépensé plus

de 54 millions de francs, soit un cout de 73 000 F par appartement. Les espaces extérieurs n'ont pas été oubliés. Le montant des travaux effectués l'an dernier dépasse 6 millions de francs.

Actions de terrain méconnues

Mais les architectes et les urbanistes de la délégation interministé-rielle à la ville (DIV) se sont vite aperçus que cette politique de réha-bilitation ne suffisait pas. Le minis-tère de l'éducation nationale y a délimité une zone d'éducation prio-ritaire (ZEP). L'an dernier, les associations locales, qui s'emploient à apporter un soutien scolaire aux jeunes immigrés, à organiser des spectacies pour les adolescents, à imaginer des animations pour meu-bler les soirées et les week-ends, ont reçu des subventions d'un montant dépassant 300 000 F.

Tout cela s'est concrétisé le 2 octobre 1990 par la signature, entre l'Etat et la municipalité, d'une convention dite de développement social des quartiers (DSQ) approu-vée seulement quatre mois plus tard par le conseil municipal. Un chef de projet - M™ Laronmets - a été chargé d'en suivre l'application. Elle

prévoit, dans le quartier des Indes, l'ouverture d'une crèche, d'un club de prévention, d'un centre de documentation scolaire et d'un casé qui serait aussi un lieu d'animation réservé aux jeunes. Il est situé précisément sur la dalle où les commerçants ont mis la clé sous la porte.

Enfin, un sous-préfet à la ville, M. Philippe Yvin, l'un des treize missi dominici de M. Michel Delebarre (le Monde du 17 mars), venait d'être envoyé dans les Yvelines. Dès son arrivée, il avait rencontré le maire et le chef de projet DSQ de Sartronville. Parmi la douzaine de quartiers difficiles du département celui-ci n'était pas le plus brûlant. Mais tous ceux qui se préoccupent de la situation des banlieues savent qu'un accident survenant dans n'importe lequel de ces quartiers chauds peut y faire « sauter le couvercle » et, par contagion, enflammer les alen-tours. M. Michel Delebarre luimême le répète depuis qu'il est en charge des quatre cents quartiers défavorisés. «Je sais, dit-il, que des événements comme ceux de Vaulxen-Velin et aujourd'hui de Sartrouville neuvent se reproduire ici ou là et nous n'y échapperons pas. C'est pourquoi, tout en soutenant une polipresse de la faire démarrer pour qu'un moins les gens, sur le terrain, reprennent espoir.»

De fait, M. Philippe Yvin s'est rendu a Sartrouville des le lendemain de la mort de Diemel Chettou pour y rencontrer des jeunes. Il a pu faire deux constatations. D'abord les adolescents lui ont paru parfaitement conscients des risques de la situation et soucieux de calmer le jeu. Mais la plupart ne connais pas les actions déjà amorcées en leur faveur ou bien n'en voyaient pas les effets concrets.

Trop modeste, trop tardive, trop abstraite, telle est la politique de la ville, vue du côté des jennes banlieu sards souvent sans emploi. C'est ce qu'ils diront au ministre, qui a convié les élus locaux, les fonction naires de l'Etat, les associations el les représentants des jeunes de Sartrouville à se réunir avec lui à la préfecture des Yvelines dans les tont prochains jours. Dialoguer, persuader, redonner l'espoir, mais aussi faire patienter ceux « qui veulent tout, tout de suite », tel est le défi permanent auquel se trouve désor-mais confronté M. Delebarre.

MARC AMBROISE-RENDU

Après les violences de Sartrouville, M. Richard Gerbaudi, secrenome des syndicats de police

Les policiers autonomes mettent en cause

les sociétés privées de gardiennage

taire général de la Fédération auto-(FASP), a mis en demeure le gou-vernement, vendredi 29 mars, de mettre en place « une véritable politique de la ville». M. Gerbaudi a par ailleurs gravement mis en cause la société de gardiennage Assistance et Sécurité, employeur du vigile qui a tué le jeune Djemel, mardi 26 mars, d'un coup de fusil à pompe. Déjà, vendredi matin 29 mars, Mª Michèle Salvat, procureur au tribunal de Versailles où une information pour homicide volontaire a été ouverte et confiée à M. Yves Madre, ne cachait pas sa détermination à « examiner de très près les conditions de travail de l'officine Assistance et Sécurité».

L'organisation syndicale des policiers a, elle aussi, commence une enquête. Son secrétaire général a présenté un rapport de police, daté du 9 avril 1990, dans lequel on apprend que, le même jour, un enfant de onze ans, accusé d'un vol à la tire dans l'Euromarché de Rosny-sous-Bois, avait été menacé par un vigile d'Assistance et Sécurité. Selon M. Gerbaudi, l'agent de sécurité armé d'un revolver 9 mm aurait dit à l'enfant : « Je vais te tirer une balle dans la tête ».

«L'avion

Interrogé par la police, « le vigile a déclaré qu'il avait été armé sur ordre de la direction. Le responsable de cette société a lui aussi été interrogé. L'affaire a été transmise au parquet qui l'a classée sans suite. Le vigile a été muté quelques mois dans un supermarché de Bercy, puis il est revenu à l'Euro-marché de Rosny en 1990 », accuse

M. Gerbaudi. La direction d'Assistance et Sécurité se refusait, quant à elle, à répondre, vendredi, aux questions des journalistes. « Aucune autre disposition n'a été prise. Il est scandaleux que cette société n'ait pas fait l'objet d'un plus grand contrôle », s'indigne M. Gerbaudi en demandant au gouvernement de se prononcer au plus vite sur les activités des sociétés de gardiennage.

« Il faut saisir rapidement le Parlement pour débattre des problèmes de la sécurité intérieure, afin de bien déterminer les compétences et le contrôle des polices privées mais aussi des polices municipales.»

Les policiers de la FASP se déclarent par ailleurs e très déçus par l'attitude des élus et des pouvoirs publics » sur le front des banlieues. « Dès le 25 octobre, dit M. Gerbaudi, nous les avions alerles sur les risques qu'encourent les grandes cités. Les discours ne se sont pas traduits par la mise en place de structures et de moyens qu'impliquait l'urgence de la situations .

« Après Vaulx-en-Velin, la manifestation des lycéens le 12 novembre, la Réunion, et aujourd'hui Sartrouville, poursuit le responsable de la FASP, les décideurs répondent à un réflexe : ils composent le 17, ils tout régler, tout contrôler, tout solutionner. Nous sommes la balle de ping-pong des élus et des pouvoirs publics. Mais nous, policiers. avec nos collègues gendarmes et pom piers, nous nous demandons s'il reste un pilote dans l'avion incontrôlé que constituent les ban-

lieues. » **DOMINIQUE LE GUILLEDOUX**

RELIGIONS

- 112 - 12.

. • -

....

. .

1. 30 W

_. :

. •

Dieu en ville nouvelle

A Evry est posée, le jour de Pâques, la première pierre de la première cathédrale construite depuis un siècle. Elle est à quelques mètres de la mosquée encore inachevée

« Nous devions être en plein cen-tre-ville et autour de nous, il n'y avait rien. Rien que des lapins qui couraient à travers champs... ». Quand Mgr Guy Herbulot, évêque d'Evry (Essonne), et le Père Alain Bobière, vicaire général, sont venus s'instal-ler, en 1984, dans leur nouvel évêché de briques aux circonvolutions modernes, on voyait seulement à l'horizon l'agora, le centre commercial et la gare, à 800 mètres. Pour l'évêque, qui quittait sa rési-dence de Saint-Germain-lès-Corbeil - une ancienne école désaffectée, presque à la campagne, - cela ne fai-sait aucun doute : il fallait vivre au cœur de la ville nouvelle, « sentir les choses», au milieu des grues et des chantiers.

Aujourd'hui, les grues s'activent sur la future place des Droits-del'Homme, à deux pas de l'évêché. La mairie, la Chambre de commerce et d'industrie de l'Essonne, l'école de musique, viennent juste d'être achevées. Dimanche 31 mars, jour de Pâques, la première pierre de la cathédrale de la Résurrection aura été posée. Si Dieu et les généreux donateurs prêtent vie au projet de cette première cathédrale construite depuis un siècle, l'édifice s'élèvera à cet endroit, dans quelques années, intégré au cœur de la cité, ni monumental ni gothique, mais cylindri-que couleur de feu (en briques d'Albi), avec à son sommet une sur-prenante couronne d'érables (1).

La création du centre-ville d'Evry-Ville nouvelle ne passe pas inaper-cue. D'abord, parce que la place des Droits-de-l'Homme est la première place piétonne dans la cité à être visible d'une voie routière: ensuite parce qu'elle révèle un changement de conception dans l'aménagement urbain de la ville. Un retour aux sources: « Au village, avec sa mairie, son église, son café du commerce... », explique M. Jacques Guyard, député (PS) de l'Essonne et maire d'Evry depuis 1983, ancien président de la Ville nouvelle de 1977 à 1983. « Avec le temps, ajoute-t-il, nous nous sommes rendu compte que les habitants avaient besoin de repères, de symboles : la mairie et l'administratif, l'église et le spirituel ».

Selon ses concepteurs, la ville nouvelle, créée en 1966, développée an début des années 70, qui compte aujourd'hui 77 000 habitants et 3 500 nouveaux par an, devait s'or-ganiser autour du centre commercial. « C'était une erreur, remarque Mgr Herbulot. On avail fait de la ville, lieu de vie, un simple lieu de consommation. Or, la vie ne peut se

preuve? La création, en plein agora, d'une Maison du silence, pour échapper à l'écho du béton...

Des « catacombes » à la cathédrale

Les catholiques eux-mêmes ont changé leur manière de concevoir la vie chrétienne en ville nouvelle. La fin des années 60 avait marqué une ère des «catacombes», des petites communautés disséminées dans les quartiers, des séances liturgiques et des eucharisties dans les apparte-ments. Alors que les immeubles sortaient de terre, que les mormons, les adventistes, la communauté juive, décidaient de construire des lieux de culte, les projets d'implantation d'églises de l'Établissement public d'aménagement de la ville d'Evry (Epevry) restaient obstinément dans leurs cartons, à la demande du clergé. Délibérément, l'Eglise catho-lique se voulait discrète, souterraine, «enfouie» et se contentait de queloues mètres carrés sociaux d'appartement en guise de salle parois

Les temps out changé. Le presbytère du village a été fermé. Les prêtres se sont installés dans la cité nouvelle. Aujourd'hui encore, le responsable du secteur paroissial, un Britannique d'une trentaine d'années, vit dans le quartier des Pyra-mides, à une passerelle piétonne de l'agora. Des religieuses, les domini-caines du monastère de la Croix, ont même quitte, en 1987, les 4 hectares champetres d'Etiolles, où elles étaient installées depuis la guerre, pour emménager dans les 1 640 m² d'un monastère new look, voisin de l'évêché, au cœur de la ville nou-

Désormais, le besoin d'un lieu permanent se fait sentir. Ne serait-ce que pour des raisons de place : le dernier synode diocésain, qui s'est achevé en octobre 1990, s'est tenn dans les locaux du Syndicat d'agglomération nouvelle (SAN). Les confirmations ont heu dans une salle des fêtes, à Bondoufle, les ordinations sous un vaste chapiteau. Mais la place n'est pas le seul alibi. L'Eglise est en quête d'une meilleure evisibilité», «Il existe une demande manifeste de signe permanent, remarque Mgr Herbulot. Un lieu de beauté, car on a fait trop de choses laides ou insignifiantes. » Une

réduire à la consommation. Les gens ont besoin d'autres lieux que leur Défense et dans la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines, où vont être construites, dans le même esprit, des églises.

A Evry, la communauté musul-mane, elle aussi, se contente encore, pour le moment, d'une modeste salle de prière au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation. « C'est l'islam des caves», dit ironiquement M. Khalil Merroun, son responsa-ble, membre du Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF). Mais elle peut, d'ores et déjà, contempler à loisir la large façade et le minaret beiges, fraîchement crépis, qui jouxtent le lycée Georges-Brassens.

Vaste projet architectural, le Centre culturel islamique d' Evry est bien olus au une simple mosquée qui pourra accueillir mille fidèles. Une bibliothèque, une école libre. un centre de formation d'imams, des chambres d'accueil, un apparte-ment pour l'imam, une grande salle polyvalente et une morgue y trouveront leur place : le projet - social, culturel, éducatif - s'adresse à toute la communauté de l'Essonne.

Pab et parrainage

L'émergence de ces lieux de culte en ville nouvelle pose évidemment la question de leur financement. Si les mormons ont pu se présenter jadis en tandem avec la société Digital Equipment et les adventistes aver Coca-Cola, les catholiques et les musulmans, en revanche, n'ont pas eu la même chance en matière de sponsoring. Sur les 60 millions de francs que devrait coûter la cathé-drale dédiée à saint Corbinien, l'évêché d'Evry estime n'avoir obtenu, pour le moment, que la moitié du financement total de l'opération.

Sur le thème « Qui peut encore bâtir une cathédrale? Vous!», deux larges campagnes de communication ont été lancées (dont l'une en décembre dernier) auprès du public (affiches, messages radio). Des chefs d'entreprise ont été joints personnellement. Un comité de parrainage a été créé, présidé par M. Alain-Dominique Perrin, patron de Cartier international. De leur côté, les Chantiers du cardinal (2) ont apporté 5 millions de francs. Tout comme le ministère de la culture, qui, en tournant autour de la sacro-sainte loi de séparation de

l'Eglise et de l'Etat, participe au financement d'un Centre d'art sacré de 1 200 m² dont les murs mêmes seront communs à l'édifice religieux... Quant au conseil général, il debat actuellement d'un possible complément de l'apport de l'Etat

« sur le décor ». La question est tout autre pour la communauté musulmane, à qui l'on reproche souvent sa mise sous tutelle financière par les pays maghrébins et islamiques. Décidé bien avant l'édification de la cathédrale, le chantier de la mosquée a pu s'ouvrir en 1983 grâce à un prêt de 1,2 million de dollars consenti par la Banque islamique de développement, sur demande expresse de la Ligue islamique mondiale (dont le siège est à La Mecque). La Ligue est aujourd'hui propriétaire de l'édifice. L'aménagement intérieur, ina-

chevé, n'a pas permis d'ouvrir la salle de prière pour le ramadan 1991. La manne des premiers bienfaiteurs saoudiens s'est tarie, et les autorités marocaines, récemment intèressées, n'ont pas encore donné signe de vie pour boucler l'opération, dont le coût total devrait atteindre 35 millions de francs. M. Merroun, qui se dit a l'un des premiers à se féliciter de la construction de la cathédrale», ne peut toutefois s'empêcher d'exprimer son mécontentement envers le ministère de la culture. « Il n'y a pas que du sacrè dans l'église, proteste-t-il en brandissant son projet de centre culturel. Il y a deux poids deux mesures. D'un côté, l'Etat offre à l'Eglise 5 millions - et c'est tant mieux - parce qu'elle abritera un centre d'art. De l'autre, l'Etat prélève 5 à 6 millions de francs de TVA sur la construction de la mosquée, alors qu'elle abritera aussi un centre culturel. Il faudra qu'on me dise ce que laïcité veut dire!»

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) La cathédrale, conque par l'architecte sse Mario Bolta, sera formée d'un double cylindre coupé sur un plan incliné. Ses diamètres intérieur et extérieur seront, respectivement, de 29 mètres et 37 mètres. Elle pourra accueillir douze cents per-

(2) Organisme chargé de récupérer des fonds pour la construction des églises en

MOTS CROISÉS

PROBLÈME № 5488 HORIZONTALEMENT

1. Souris qu'on trouvait à Paris. On a de la peine pour les payer. - II. Peut nous secouer quand elle est forte. Tout fait. - Ill. Exercice auquel on peut se livrer sur une nappe. Quand tout le monde est à la fête. - IV. Un fruit charnu. A chaque

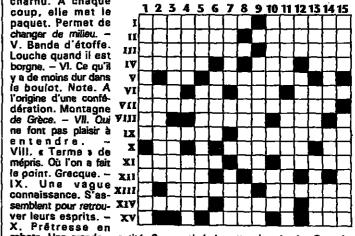
X. Prétresse en

coup, elle met le

sabots. Une grande quantité, Cou-tumes. - XI. Devenir très sombre. Symbole. Pli sur le tapis. - XII. Permet de respirer. Langue étrangère. — XIII. Quand elle éclate, on peut descendre dans la rue. Moment qui précède le départ. - XIV. Qui ne sont donc pas sans ressources. Matière pour boucher. Peut blesser quand il est tranchant. - XV. Vraiment sec. D'un auxiliaire.

VERTICALEMENT 1. Quand on y songe, on ne

mange pas tout. Abattue quand ca presse. - 2. Un calife. En Auvergne. - 3. Quand on est dessus, c'est qu'il y a eu beaucoup de dépenses. Un grand front. - 4. Lieu d'arrêt. En France. - 5. Disciple de saint Paul. On peut les avoir dans la nez. - 6. Pronom. Méprisé par la fourmi. - 7. Nettoya les draps. Participe. Se lancer dans les retranchements. - 8. Peut être ardent dans un parc. Qui a donc compati. -9. Se met dans la poche quand il est petit. Conjonction. - 10, Des



pieds à mettre dans le plat. Bout de bois. Eau. - 11. Crier comme dans un bois. Une étude qui demande une grande élévation. - 12. Pâques, par exemple. Pour maintenir la motte. - 13. Nom donné à une Anglaise. Civil, à la mairie. Criée quand elle est publique. -14. Terres défrichées. Roulée. Terre. ~ 15. Siège épiscopal. Ont un geste violent.

Solution du problème nº 5487

Horizontalement I. Miraitier. - II. Eros. Anse. - III. Godet. - IV. Ane. Orion. - V. Li. Ecot. - VI. Œil. Leto. - VII. Sape. On. - Vill. Amant. Fun. - IX. Net. Taira. - X. Iris. Ni. - XI. Esseulées.

Verticalement

1. Mégalomanie. - 2, Ironie. Mers. - 3. Rode. Isatis. - 4. Osé. Elan. Se. - 5. Toc. PTT. - 6. Ta. Rôle. Ail. - 7. Incite. Al - 8. Es. Tourne. - 9. Réunionnais.

GUY BROUTY

PHOTOGRAPHIE

Les belles folies Bourdin

Le photographe de mode et peintre Guy Bourdin est décédé vendredi 29 mars à Paris des suites d'un cancer. Grand Prix national de la photographie en 1985, il était âgé de cinquantehuit ans.

Que retenir de Bourdin? Dans le désordre, les images sulfureuses. scandaleuses, aux couleurs qui «explosent à la gueule»; les exigences folles d'un photographe imprévisible ; les presque trente années passées au magazine Vogue; les campagnes révolutiondan : l'homme qui a choisi l'ombre. refusant toujours les expositions, rétrospectives, livres, entretiens et autres distinctions honorifiques Le tout donnant, et c'est là l'essentiel, une œuvre incomparable parmi les plus fortes et novatrices de ces cinquante dernières

Né à Paris en 1933, Guy Bourdin découvre la photographie au début des années 50 en vendant des objectifs à la Samaritaine. Il est impressionné par Man Ray, lui rend sept fois visite, sera reçu à la septième et deviendra son ami. Man Ray restera sa seule véritable influence, toujours présente dans ses images bourrées d'énigmes, « où le sexy et la vulgaire sont deux éléments au service d'un jeu surréaliste», affirme le photographe Frank Horvat.

Guy Bourdin a commencé à tra vailler pour Vogue en 1955 et prendra sa pleine mesure au début des années 60. « Qu'est-ce que Bourdin va oser nous sortir ce mois-ci? a devient la question rituelle de chaque amateur d'images de mode pendant vingt ture avec un mannequin de couleur en 1966, couvre des petites filles de caviar, fait placer quatre cents préservatifs usagés sous un lit, plonge des bijoux de plusieurs millions de dollars dans des pots de peinture ou des conserves de petits pois et fait poser Ursula Andress pendant six heures, immobile, allongée sur une table

L'or noir

Suite de la première page

de Chambord

a Il ne s'agit pas de créer un évé-

nement supplémentaire face au

château, indique M. Gérondeau.

Mais de présenter la civilisation de

la Renaissance au grand public à

proximité du domaine. » Une étude

de prédéfinition est donc deman-

dée à la société CAFÉ (elle fut res-

ponsable de la programmation du

Centre Pompidou et du Musée

d'Orsay). Celle-ci s'associe avec le

groupe Argos (gestion, communica-

tion) et deux architectes, MM. Jean-Paul Viguier et Jean-

Accueillir, informer, orienter

sont les trois axes de l'opération.

Le centre devrait s'installer sur un

terrain de 33 hectares acquis par

un syndicat intercommunal, à

2 kilomètres du château. Outre

deux hôtels, des restaurants, des

boutiques et un parking, il est

prévu d'auvrir un espace destiné à

sensibiliser les touristes à la

Des thèmes sont choisis (décou-

vertes, inventions, vie quotidienne,

architecture, imaginaire, pouvoir),

une scénographie est ébauchée, une

architecture élaborée. Un comité

scientifique présidé par M. Jean

Guillaume, directeur du Centre

d'études supérieures de la Renais-

sance de l'université de Tours.

débat longuement - et conflictuel-

□ Mort du violoniste Alfredo Cam-

poli. - Le violoniste Alfredo Campoli

est mon le 27 mars à l'âge de quatre-

vingt-quatre ans, à Princes-Risbo-

rough, près de Londres. Fils d'un pro-

fesseur de musique de l'Académie

Santa Cecilia de Rome, Alfredo Cam-

poli obtenait, à l'âge de treize ans.

une médaille d'or au Festival de

musique de Londres. Dans les

années 30, il avait abandonné la

musique classique pour créer un orchestre de variétés. Quelques

années plus tard, il avait repris ses

tournées dans le monde entier et

enregistré des disques qui n'ont pas

encore fait l'objet de report sur dis-

ques compacts. Il avait complétement

ndonné la musique en 1955.

EN BREF

François Jodry.



Sous le titre « Charades », Guy Bourdin avait publié un portfolio en noir et blanc qui fera date, dans le nº 11 du magazine «Egoïste » en 1989.

de verre, le temps de trouver les roses dont le rouge sera en harmonie avec le corps de l'actrice.

Les demandes de Bourdin sont si folles que la légende s'empare du personnage. On dit qu'il fait acheter des centaines de kilos de peinture bleue pour modifier la couleur de la mer; qu'il amène ses mannequins au bois de Boulogne, les laisse en petite tenue, par un froid glacial, le temps qu'elles deviennent violettes, avant de commencer à photographier.

Fou, Bourdin? a Génial », répon-

lement - du projet. Il est finale-

Celui-ci l'examine, refuse le parti

architectural et retient quelques

éléments conceptuels. Dans son

rapport du 25 février dernier.

M. Roger Goemaere indique que le

programme «artistique» est trop

riche, ses priorités contestables et

ses références trop françaises. Il

indique que la présentation histori-

que pourrait se faire à partir d'un

La tour de Babel

revue par Breughel

quotidienne pouvant faire l'objet

de la « reconstitution » d'un quar-

tier d'une ville de la Renaissance,

il suggère de consulter d'autres

« experts », en particulier M. Jean

Saint-Bris, propriétaire et anima-

teur du Clos-Lucé, une gentilhom-

mière où Léonard de Vinci passa

Mais, surtout, il développe lon-

quement le versant architectural de

l'entreprise, « condition essentielle

du succès du centre ». Il téclame

« un événement assez extraordi-

naire pour forcer l'attention des

médias et du public, un ouvrage

qu'il faut avoir vu à l'instar de la tour Eiffel, de la statue de la

Liberté de New-York ou à un moin-

D Affaire Depardieu, suite. - Le

magazine américain Time affirme,

dans une lettre reçue vendredi

29 mars par M. Barry Haldeman,

avocat de Gérard Depardieu, que

les propos du comédien sur les

viols qu'il aurait commis dans sa

jeunesse n'ont été « ni mai compris

ni mal traduits ». Gérard Depar-

dieu maintient-il son intention de

poursuivre le magazine en justice?

«Timo nous laisse très peu de

choix », a déclaré l'avocat, qui

avait indiqué précédemment que la

demande de rétractation adressée

au magazine ne constituait que « la

première étape » des actions envi-

sagées. – (AFP.)

ses derniers moments.

Les aspects pittoresques de la vie

cinéma Omnimax.

dent certains, comme Jean-Jacques Naudet, du groupe Filipacchi : « On a traité d'enfants gâtés tous les grands des années 60 et 70, alors que c'étaient des créateurs exigeants dans une époque où tout était possible : Penn qui engage Doisneau comme assistant; Avedon qui voulait couper les arbres des Tuileries car ça lui bouchait une perspective; Bourdin qui fait poser des chameaux devant le Palais-Bourbon en plaine guerre d'Algérie et se fait embarquer par la police qui croyait à une

manifestation en faveur du FLN. » Réputé excellent technicien, un des rares à bien maîtriser la couleur, il se lance dans des cadrages audacieux, il passe un temps fou en préparatifs, mais «shoots» vite. Au cours de ses quinze ans de collaboration avec les chaussures Charles Jourdan, il révolutionne la photo de mode. « il y a eu un choc dans la presse, avec des réactions du style : Ça ne veut rien dire; pourquoi la chaussure est-elle si petite?, explique Gerald Tavenas, responsable de Jourdan, dans Zaom en 1983. En feit, on ne montre plus le produit, on suggère des idées; c'est toute la force de ces campagnes. » Guy Bourdin est le premier photographe de mode à «mépriser» le produit pour renforcer l'image de

La chaussure en'est plus le héros», est à peine visible, parfois ridicule comme sur cette fameuse image parue dans Jours de France : un corps dessiné à la craie sur un trottoir (accident? enlèvement?), près d'une voiture, et deux chaussures roses qui trainent dans un coin.

Les années 80 arrivant, les « folies » Bourdin cessent d'être en phase avec l'époque. La fin de l'aventure avec Vogue et Jourdan le plongent dans un oubli relatif dont il s'accommode, tant il recherche l'anonymat. Il ne bronche pas face à un collectionneur américain qui lui déballe une valise pleine de dollars en échange de quelques-unes de ses photos. Il reste muet quand tel musée veut lui consacrer une rétrospective ou un livre. Il s'est joué du luxe, mais se contente de son menu favori : une baquette, une boîte de sardines et une boite de thon. En 1985, dans une situation financière précaire, il refuse les 70 000 F du Grand Prix de la photo et écrit au ministre de la culture Jack Lang : « Merci pour les confiseries, mais i ai du choles-

MICHEL GUERRIN

Et de décrire longuement, dessin à l'appui, une construction pyramidale, haute d'une trentaine de mètres, harmonieux mélange du musée Guggenheim de New-York, du château Saint-Ange de Rou du Tai-Mahal et de la tour de Babel revue par Breughel.

dre degré du Centre Beaubourg, de

la Pyramide du Louvre ou des

ouvrages les plus originaux du Futuroscope de Poitiers».

Bien évidemment ce document est diffusé. Le comité scientifique se transforme immédiatement en Association pour la défense de Chambord (1), qui dénonce « l'im-position au public d'une vision faussée, appauvrie, laide et vulgaire de la Renaissance française et euro-

La polémique s'installe. C'est dans ce climat que le conseil géné-ral du Loir-et-Cher examine les propositions de son président. « La pré-étude, indique ce dernier, aussi intéressante fût-elle, nous a semblé par trop approximative. C'est pourquoi nous avons décidé en juin der-nier d'inscrire 1,5 million de françs pour la conduite d'une véritable étude de faisabilité. Cette étude, il nous faut aujourd'hui la lancer.»

Loin d'nn « Chambordland »

Il reprend l'idée d'un centre dont le concept serait lié à celui de la civilisation européenne de la Renaissance. Il récuse le parti pris architectural de MM. Viguier et Jodry et ne fait qu'one allusion à ses propres propositions dans ce domaine - une hypothèse parmi d'autres. Et de conclure : « Loin d'un Chambordand, d'un parc d'at traction ou d'une fête foraine sur les terrasses du château, un musée vivant et attractif est à créer. » Le conseil général suit M. Roger Goe-maere. Par 25 voix contre 2 et 2 abstentions, il a décidé de lancer l'étude de faisabilité.

Il s'agit de préciser ce que sera ce « musée de la Renaissance » dont les « sections » sont néanmoins évoquées (arts plastiques, architecture, découvertes, littéra-ture, société). La construction fera l'objet d'un concours. La SCET pourra assister le maître d'ouvrage (le département). La décision de realisation sera prise in fine par le conseil général. Rappelons que l'étude (1,5 million de francs) est subventionnée à parts égales par la région, le département et la Caisse des monuments historiques.

M. Patrick O'Byrne, de la société CAFÉ, est sur la réserve. Il affirme qu'il ne peut exister qu'un seul concepteur et un seul responsable de la scénographie. Jack Lang. ministre de la culture, qui est aussi maire de Blois, a une double position de principe. Il est, ici comme ailleurs, le garant de la sauvegarde du patrimoine. Mais il ne faut p non plus décourager une collectivité territoriale qui se préoccupe de mieux accueillir les visiteurs. « Je suis favorable à un tourisme à visage humain respectueux des lieux et des sites, précise-t-il. Dans le cas de Chambord, je n'al été, pour l'instant, saisi d'aucun projet. Je ne peux donc porter un jugement sur cette affaire. Mais je voudrais souligner que le rôle de l'Etat n'est pas de se transformer en amenageur touristique. Ce n'est pas non plus celui de la Caisse.»

L'affaire de Chambord, qui ne fait que commencer, va peut-être accélérer la restructuration de la Caisse nationale des monuments historiques, qui gère une part importante du patrimoine national. Il est fortement question de nommer à la tête de cet établissement le directeur du patrimoine (à l'image du directeur des Musées de France, qui est aussi le patron de la Réunion des musées nationaux). Ainsi M. Christian Gérondeau quitterait l'hôtel de Sully et M. Christian Dupavillon pourrait occuper ces deux fauteuils. Celui de la Caisse et celui de la direction du patrimoine. Mais ce débat pose aussi des questions de fond. Comment faire face à la déferlante touristique qui menace, au sens strict du terme, l'existence de certains monuments fameux. le Pont du Gard ou le Mont-Saint-Michel. Vézelay ou la cathédrale de Char-

Doit-on créer de toutes pièces des complexes d'accueil complets à proximité immédiate des sites visités? Faut-il les disperser dans un environnement pré-existant? Veut-on privilégier les visites individuelles ou le tourisme de masse Peut-on sacrifier le charme de la promenade buissonnière à la pression des tours-opérateurs? Les orientations qui seront prises à Chambord seront un début de

EMMANUEL DE ROUX

Pierre-Leroux,

DANSE

Hervé Jourdet et ses maîtresses

La Biennale du Val-de-Marne à la mi-temps : quelques déceptions et un bonheur

Les biennales se suivent et ne se ressemblent pas par leurs specta-cles d'ouverture. Pour la précédente, en 1989, c'était le choc des Noces, d'Angelin Preljocaj, avec leurs mariées de chiffon violemment mises à mal par leurs époux mêmes. L'actuelle a commencé au Théâtre Romain-Rolland de Villejuif, le 14 mars - par une grosse déception : la création de Lola Montes, de Marcelline Larti-La première pièce de cette jeune

personne, Erzsebet (la comtesse hongroise qui se nourrissait du sang de jeunes filles), avait fait dresser l'oreille; apprenant qu'elle s'attaquait à Lola Montès, on se disait qu'elle n'avait pas froid aux veux et que les mythes féminins pervers étaient peut-être sa spécia-lité. Hélas, elle ne le traite pas, ce

A part une très brève séquence où Marcelline - belle et singulière danseuse, au demeurant - apparaît dans une immense robe d'infante qu'elle retrousse sur une culotte de illettes noires, on ne voit jamais Lola exhibée comme un monstre à la curiosité mauvaise de voyeurs; elle se fond, en collant rose, dans la troupe de ses camarades de cirque et se livre à de gentils exercices à la corde lisse ou aux galipettes, roues, grands écarts, culbutes et roulades qui constituent l'essentiel de la chorégraphie. Ratage d'autant plus regrettable que Lartigue disposait de moyens peu courants dans la danse contemporaine : deux orchestres, un petit et un grand, exécutant une musique à la fois goguenarde et amère de Hugues de Courson.

Erotisme diffus, violence feutrée

A Rungis, Didier Théron et Hervé Jourdet se sont partagé l'affiche du Théstre L'Arc-en-Ciel. Le premier, Montpelliérain formé entre autres chez Duboc, Cunningham, Bagouet, presente une Revue bien tristounette, née d'une « envie de montrer des femmes et peut-être de l'influence de Pedro Almodo-VOS ».

Ses cinq danseuses en collants « fantaisie », comme on dit dans les boutiques de dessous féminins, et bodies bien peu sexy ont bezucoup de mal à évoquer les Folies-Bergère ou les Blue Bell Girls; la danse est très pauvre, à l'exception de oneloues gestes, par-ci, par-là. qui font soupçonner que Théron sera peut-être un chorégraphe s'il travaille comme un forcené.

Hervé Jourdet, en revanche, nous fascine avec sa creation, Portraits de maîtresses ou le Rêre d'un curieux. Superbes images, des le lever de rideau : deux « statues » de femmes nues, comme suspendues dans les airs, vont bouger imperceptiblement sons la caresse de lumières raffinées; à ganche, un couple s'enlace, s'étreint, s'enroule tendrement; à droite, un autre couple, lui prostré sur une chaise, elle disant par fragments un terte qui paraît très beau quand on le comprend (et pour cause, il s'agit du Livre de l'Intranquillité, de Fernando Pessoa : « J'ai grande envie de mourir, tout ou moins temporat-

La diseuse, dangereusement frustrée d'amour, essaiera en vain d'éveiller un désir chez le bel indifférent, tandis que les amants de gauche, désenlacés, poursuivent leur jonte dans une chorégraphic au ralenti, insolite et forte. Erotisme diffus, violence seutrée : voilà une réussite.

A Orly, au Centre culturel Aragon-Triolet, Stéphanie Aubin 2 créé L'Art de se taire ou l'ADST. Bien entendu, on ne se tait pas dans cette œuvre. Aubin mélange sur scène cinq danseurs et quatre comédiens, lesquels jouent une pièce de théâtre de Denise Luccioni - une vague comédie policière. semble-t-il : les dictions laissent à désirer. Ni la danse ni la pièce n'intéressent, rien ne jaillit de leur confrontation, sinon des embarras de circulation. Il faut bien constater cette triste arithmétique : A Créteil, à la Maison des 2115.

s'est installée avec deux programmes Reinhild Hoffmann. l'ane des trois figures de proue de la danse contemporaine allemande avec Pina Bausch et Suzanne Linke, Las! Machandel, inspiré per des contes des frères Grimm et autres bons auteurs, et Ich schenk mein Herz, parodie d'opérette viennoise, souffrest du même mai : une longueur démesurée. L'agressivité, la rage, la violence, l'étrangeté des images, se dissolvent dans cet étirement, et l'on sort écrasé d'ennui de spectacles qui, mieux construits, avaient tout pour nous impressionner.

Attendons, après la pause pascale, la seconde partie de la Bien-nale avec Michel Kelemenis. Virginio Seni, la Compagnie Castafiore et Dominique Bagouet.

SYLVIE DE NUSSAC

▶ La seconde partie de la Bisn-nale a Seu du 6 au 20 avril. Renseignements au 46-87-78-75.

CINÉMA

Une saison au Harrar

Une ballade contemporaine et onirique sur les traces d'Arthur Rimbaud en Afrique

FARENDJ

Il est retrouvé. Qui? Arthur Rimbaud. Il s'appelle aujourd'hui Anton, écrivain anglais, dépressif et mai embouché, qui s'est laissé entraîner par une activiste fran-çaise de Médecins sans frontières, dans l'une de ses missions. En

Ethiopie, évidemment. Pour son premier film la jeune cinéaste Sabine Prenczina convie à un audacieux voyage, sur les traces emporaines du poète, à travers le territoire des origines de l'huma-nité, par les dédales de la magie et du désir. Les ruelles torrides de Harrar menent vers la Rimbo House, superbe bâtisse qui attend les touristes sous la garde hautaine, hostile, de la maléfique et immé-moriale Zeleka.

Anton s'y rendra. Par curiosité un peu, beaucoup par souvenir d'avoir navigué sur le Bateau ivre. Surtout parce que la vieille le veut : Anton est un farendj, une âme perdue, a décrété Zeleka. Il est peut-être la réincarnation du poète planc d'il y a cent ans. Elle a peutêtre été aimée et trahie par lui. Yssa la sublime jeune semme, tendre appât sur la route du visiteur, est peut-être la petite-fille d'Ar-thur. « Petit Poucet réveur ». la réalisatrice égrène dans sa course comme autant de rimes ces « peut-être », et à partir de tous ces

doutes, tisse une fine et changeante

trame jetée entre réalité et onirisme, entre passé et présent, quo-tidien et magie.

Sabine Prenczina maîtrise malheureusement moins bien les autres récits qu'elle a cru devoir y mêler, avec une amorce de documentaire sur la corruption et le dogmatisme du gouvernement d'Addis-Abeba, embryon d'aventure autour d'un archéologue à la recherche du trésor de la reine de Saba. Surtout, le choix de son acteur principal entrave l'adhésion au film. Tim Roth (abonné aux rôles de génie incompris : it fut Van Gogh dans le téléfilm d'Al:man Vincent et Theo) ne fait pas dans la nuance, ses grimaces et ses aphasies rompent le charme au lieu de le servir. Mais il ressemble physiquement à la célèbre photo de Rimbaud en Afrique. Il a ces e tics noirs », ces « traits [semblant] prouver en lui d'àcres hypocrisies » sous iesquels le poète de sept ans se décrivait. Plus encore à la sin de sa vie, il a bien pu être ce vilain

Après un début long à se mettre en place et à trouver ses lignes de force, quelque chose comme une grâce est passée. Et la beauté des deux actrices, Marie Matheron la Française et Hodan D. Siad l'Ethiopienne a brillé clair sur l'écran. Avant qu'au bout de son vertige Anton à son tour ne s'évanouisse dans « la mer allée avec le

JEAN-MICHEL FRODGN

CINEMAS

LA CINÉMATHIQUE PALAIS DE CHARLOT

SAMEDI Un regard par le cindra de Teda ima . les l'ambours de la min (1958, v.o. 11 ampleso). de Tadente Imas. 15 h; Suidente françois du court métrage. de Brest. 17 h. Simbres françois de court entrage de Brest. 18 à , Simbres festival de court rottrage de Brant.

DUMANCHE ORBANCHE

Un regard sur le cinéme de Yadashi
Imai los Nortagnes bleues (1848, 4-6
s.t. anglais - lère pertie). de Tadelle1949, v.c. s.t. anglais - 2-partie), de
7adshis Imai, 17 h ; le Tour du trà
11953, v.o. s.t. anglais, de Tadeshi
Imai, 19 h, Ombres en plem pour
11956, v.c. s.t.t.), de Tadeshi krei

> PALAIS DE TORYO (47-04-24-24) SAMEON

Le Festival condique de Rocen - Char-lotte Lowenskold (1930), de Guerral Molandar. 18 h : la Léganda de Goste Berling (1923-1924), de Meurat Stifer.

Le Festivet nordique de Rouen : 4-Pente fille et les éches (1964, » 6-s.t.f.), de A. Zebranes, 18 in : Paracres. ne voulet moure (1965, v.n. s.1.5), de Kytautas Zalehevichel, 20 fi

CENTRE GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE 142-78-37-29: SAMEDI

Les Cinémes d'Asia centrale souls. Les Cinémes d'Asia contrale accest-que : Turo (1986, v.o. a.f.f.), de Targe Tempnov : Beis embru (1975, v.o. a.f.f.), de Kennes Kamalouis, 14 a 70 les Murmures d'un reassau dans le neige qui fond (1982, v.o. a.f.f.), de Deviat Khoudonázarov, 17 h 30 les jours de l'éclipse (1986, v.o. a.f.f.) d'Aleksandr Sokourov, 20 h 30

DIMANCHE Les Cinémes d'Asia cantrale société que : Roussam et Soukhrab :1972 - e 3.1.f.). de Bension Kimiagaraw. 14 h 30 ; Sans pour (1971, v.o. 1913, d'All Khamraev. 17 h 30 ; Tendraésé (1967, v.o. s.f.), d'Eler Ichanoskherna.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(40-26-34-30)

Gamins de Paris - Révoltes - Bande annonce : Lasse béton (1983) de Sega-Le Péron, le Bête noire (1983) de Patrick Chaput, 14 h 30 - Ecole - C Desse et ses enfante euseurs (1986) de Gérard Poitou. Des enfants desarriers eurs parente (1967) de Mana Clare Patria, in Theatrn & I acom 11960 de Gérard Poitou, la Décasa de cet (1963) de Jacques-Dariel Vernon, les Enfants du musée (1986) d'Asnès Veron, les Printers du XIII (1980) de Perei Gas-baud, 16 h 30 : Révottes : Actuablés Gaumont, Essais (1984), les Caputa verts (1986) de E. Luniz. 18 - 30 Aventures : Banda annonca : Jaux 🕏 🕊 tifices (1987) de Virginis Thévenet au Enlants terribles (1949) de Jean Ferne Melville, 20 h 30.

DIMANCHE Gamins de Paris - Ecole - Erdett des courants d'eir (1959) de E. Luris. Nous les gosses (1941) de Leuis Dequin, 14 h 30 ; Avenusés : Ser Propsec (1982), Paris à hairete de gosse (1975) de Jean Schmidt, les Quetre Centa Coupe (1858) de François Truffaut, 18 h 30 ; Avanturés : Avent le déluge (1963) d'André Céveste. 18 h 30 ; Révoltes . Lipedy Belle (1983) de Pascal Kans. 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

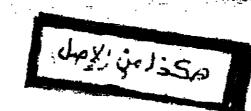
LES AFFRANCHES (**) (A. F 62. Cnoches, & (48-33-10-82): Les Trois Betze, & (46-61-10-60). ALICE (A. v.o.): Ciné Beschourg, & (42-71-52-36); UGC Denter, 6-143-25-10-30); UGC Retend, 6-143-25-10-30); UGC Retende, 7-147-05-12-181; UGC Champs-Elystes, 8-148-42-20-40); UGC Option, 9-145-74-98-40; 14 Juillet Bastille, 71-143-57-90-87); Escurial, 13-147-07-28-04; 14-3-88-

PARIS EN VISITES

« L'Opéra Garrier », 41 hannes et 13 h 30, last d'amrée (M. Poriyer) « L'Hônst-Dieu er la médeure esse-fois », 10 h 30, aontée Hôsel-Dieu, côté parvis de Notre-Derre. e Sopt des plus visites maison Pens s, 14 h 40, métro Hitsi-de-2. nue des Arctites (Pars maretos).
«Le Louvre, du donjon à le Pyramide et les appartements revent, à
1 heures et 14 h 30. 2, plans du
Paint-Royal, devent le Louvre, des
Antiqueires (Connaissance de Paris).

Antiqueires (Conneiesance de Paris, a time haure au Prin-Lachaise).

1 haure, 14 h 30 et 18 h 15, perso principale, boulevard de Ménimble tant (V. de Langlede) e La Concierparie : du perso sur cos capétiens à la prison résolutifié agus La via questienne des presentes sous la Terray. Che deritarious de Marie-Amonette a, 14 h 30, note de l'alestone dans et reseaux jours de Marie-Amonatte s. 14. 1. gas de l'Hortoge (Auts et cas a L'Us Seint-Louis, de Labou Laurum à l'hôtel Chambot en pas de l'Article (Chambot en pas



SAMEDI 30 - DIMANCHE 31 MARS

21 h 30.

*- 24

- 400

- X 3

14.5-2.

: <u>...</u>

.

....

· :===

-

· ~ --

7.703

===

...: <u>/-1</u>4

.

..

. - :: *

.

!! !!!

ئەن

 $q \in \mathcal{C}^{(k)}$

LA CINÉMATHÈQUE PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

SAMED Un regerd sur le cinéma de Tadashi imai : les Tambours de la nuit (1958, v.o. s.t. anglals), de Tadashi imai, 15 h ; Solème festival du court métrage de Brest, 17 h ; Solème festival du court métrage de Brest, 19 h ; Solème festival du court métr

DIMANCHE Un regard sur la cinéma de Tadashi Imai : les Montagnes bieues (1949, v.o. imai : les Montagnes oeues (1949, v.o. s.t. anglais - lère pertie), de Tadahsi Imai, 15 h ; les Montagnes bleues (1949, v.o. s.t. anglais -2-partie), de Tadahsi Imai, 17 h ; la Tour du lys (1953, v.o. s.t. anglais), de Tadashi Imai, 19 h ; Ombres en plein jour (1956, v.o. s.t.f.), de Tadashi Imai,

> PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)

SAMEDI Le resuvei nordique de Rouen : Char-lotte Lowenskold (1930), de Gustaf Molander, 18 h ; la Légende de Gosta Berling (1923-1924), de Meuritz Stiller, 20 h. Le Festival nordique de Rouen : Char

DIMANCHE Le Festival nordique de Rouen ; la Patite fille et les échos (1984, v.o. s.t.f.), de A. Zebriunas, 18 h ; Personne ne voulait mourir (1965, v.o. s.t.f.), de Kytautas Zalakavicius, 20 h.

GEORGES-POMPIDOU SALLE GARANCE (42-78-37-29)

SAMEDI Les Cinémes d'Asie centrale soviétique: Toro (1986, v.o. s.t.f.), de Talgat Temenov; Beie amère (1975, v.o. s.t.f.), de Kamara Kamalova, 14 h 30; les Murmures d'un ruisseau dans la les Murmires à un ruisseau cans la neige qui fond (1982, v.o. s.t.f.), de Daviet Khoudonezerov, 17 h 30 ; les Jours de l'éclipse (1988, v.o. s.t.f.), d'Aleksandr Sokourov, 20 h 30.

DIMANCHE Les Cinémas d'Asle centrale soviétique : Roustam et Soukhrab (1972, v.o. s.t.f.), de Bension Kimiegerov. 14 h 30 : Sans peur (1971, v.o. s.t.f.), d'Ali Khamraev, 17 h 30 : Tendresse (1967, v.o. s.t.f.), d'Elier Ichmoukhame-

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(40-26-34-30) SAMEDI Gamins de Paris : Révoltes : Ber monce : Laisse béton (1983) de Serge Le Péron, le Bête noire (1983) de Patrick Chaput, 14 h 30 ; Ecole : C. Daste et ses enfants auteurs (1985) de

Gérard Poitou, Des enfants dessinent leurs parents (1967) de Marie-Claire Patris, le Théatre à l'école (1968) de Gérard Poitou, la Déesse du ciel (1983) de Jacques-Daniel Vernon, les Enfants du musée (1966) d'Agnès Varde, les Primitifs du Xilie (1960) de Pierre Guilbaud, 16 h 30 ; Révoltes : Actualités Gaumont, Essais (1984), les Coeurs verts (1966) de E. Luntz, 18 h 30 ; ires : Bande annonce : Jeux d'artifices (1987) de Virginie Thévenet, les Enfants terribles (1948) de Jean-Pierre Melville, 20 h 30. DIMANCHE

Gamins de Paris : Ecole : Enfants des courants d'air (1959) de E. Luntz. Nous les gosses (1941) de Louis Daquin, 14 h 30 ; Aventures : Spot Propsac (1982), Paris à hauteur de (1975) de Jean Schmidt, les gosse (1975) de Jean Schmidt, les Quatre Cents Coups (1959) de François Truffaut, 16 h 30 ; Aventures : Avant le déluge (1953) d'André Cayatte, 18 h 30 ; Révoltes : Liberty Belle (1983) de Pascal Kané, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LES AFFRANCHIS (**) (A., v.o.) : Cinoches, 6* (48-33-10-82) ; Les Trois Balzac, 8- (45-61-10-60).

Belzec, 8• (45-51-10-60). AUCE (A., v.o.): Cind Beaubourg, 3• (42-71-52-35); UGC Denton, 6• (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6• (45-74-94-94); La Pagode, 7• (47-05-12-15); UGC Champs-Elysées, 8• (45-62-20-40); UGC Obére, 9• (45-74-95-40); 14 Juillet Bestille, 11• (43-57-90-81); Escurial, 13• (47-07-28-04); 14 Juillet

LES ARNAQUEURS (A., v.o.) : Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

AUJOURD'HUI PEUT-ETRE... (Fr.) Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-92); Sept Parnassiens, 14-

LES AVENTURIERS DU TIMBRE

79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82); Mistral, 14 (45-39-52-43]; Sept Pernessiene, 14-(43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15-(45-75-79-79); v.f.: Saint-lazare-Pas-

LE BRASIER (Fr.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; Studio 28, 18- (46-06-

59-83] ; Gaumont Champa-Elysées, 8 (43-59-04-67) ; La Bastille, 11 (43-07-48-60) ; Gaumont Parnasse, 14- (43-35-30-40) ; v.f. : Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); Las Montparnos, 14-(43-27-52-37); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18-

LE CERCLE DES POÈTES DISPA-RUS (A., v.o.) : Cinoches, 6- (46-33-10-82) ; George V, 8- (45-62-41-46). LE CHATEÂU DE MA MÈRE (Fr.)

Gaumont Opérs, 2 (47-42-60-33); Studio des Ursulines, 5 (43-28-18-09); Gaumont Ambessade, 8 (43-59-19-08); Gaumont Alésis, 14 (43-27-84-50).

Saint-André-des-Arts I, 6º (43-26-

COUPS POUR COUPS (") (A., v.o.) : George V, & (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2- (42-38-83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9-(47-42-56-31); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

CYRANO DE BERGERAC (Fr.) : Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); UGC mount Opéra, 9- (47-42-58-31) : UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59) : UGC Gobelins, 13- (45-61-84-95) ; Mistral, 14- (45-39-52-43) ; Sept Pamassiens 14- (43-20-32-20) ; Pathé Wepler II 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20-

DANCIN' THRU THE DARK (Brit.

DANSE AVEC LES LOUPS (A., v.o.) : Forum Horizon, 1. (45-08-Wepler, 18- (45-22-46-01); Le Gambetts, 20- (48-36-10-96).

Halles, 1. (40-26-12-12); Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33); Pathé Haute-(43-31-56-86); Geremont Pamasse, 14-(43-35-30-40).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.) : Cinoches, 6. (46-33-10-82).

(43-35-30-40).

(L'île Saint-Louis, de l'hôtel de Lauzun à l'hôtel Chenizot en passant par des jardins mystérieux », 14 à 30, métro Pont-Marie (C. Merie).

. .

LUNDI 1" AVRIL

a L'Opéra Garnier», 11 heures et 13 h 30, hall d'entrée (M. Pohyer). a L'Hôtel-Dieu et la médecine eutre-fois», 10 h 30, antrée Hôtel-Dieu, côté parvis de Notre-Dame.

Sept das plus vialles maisons de Paris >, 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois). Le Louvre, du donjon à la Pyra-mide et les appartements royaux 3. 11 haures et 14 h 30, 2, place du Palais-Royal, devent le Louvre des Antiqueires (Connaissance de Paris).

un heure au Père-Lachaise », « Une heure au Père-Lachaise », 11 heures, 14 h 30 et 16 h 15, porte principale, boulevard de Ménilmon-tant (V. de Langlade). tant (v. de Langisce).

« La Conciergerie : du paleis des rois capétiers à la prison révolutionnaire. La vie quotidienne des prisonniers sous la Terreur. Les derniers jours de Mene-Antoinettes, 14 h 30, 1, qual de l'Honoge (Aris et carrera).

« Autour de « Not there-here » : Bernett Newman ici», 19 heures, Musée national d'art moderne (Centre

Beaugrenelle, 15- (45-76-79-79) ; v.f. : Pathé Montpernasse, 14- (43-20-

ATTACHE-MOI I (Esp., v.o.) : Lucer-naire, & (45-44-57-34).

PERDU (Can.) : Letina, 4. (42-78-47-85) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-

BONS BAISERS D'HOLLYWOOD (A., v.o.): Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52); Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); Pathé Hautsfeuille, 6- (48-33-(43-73-73-73); V.T.: Sant-Lazard-ras-quier, 8• (43-87-35-43); Pathé Fran-çais, 9• (47-70-33-88); Les Nation, 12• (43-43-04-67); Fauvette Bis, 13• (43-31-60-74); Pathé Montparrasse, 14• (43-20-12-06); Pathé Wepler B, 18•

(45-22-47-94). BOUGE PAS, MEURS, RESSUS-CITE (Sov., v.o.) : Utopia Champalion, 5- (43-26-84-65).

LE BUCHER DES VANITÉS (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 · (40-26-12-12) : 14 Juillet Odéon, 6 · (43-25-

(45-22-46-01).

COMING UP ROSES (Brit., v.o.) :

v.c.) : Reflet Lagas II, 5- (43-54-42-34) ; Elyaées Lincoln, 8- (43-59-

v.o.) : Forum Horizon, 1° (49-08-57-57) : Geumont Opéra, 2° (47-42-60-33) : Bretagne, 8° (42-22-57-97) : UGC Odéon, 6° (42-25-10-30) : Gau-mont Ambassade, 8° (43-59-18-08) : UGC Normandie, 8° (45-63-16-16) : Gaumont Alésie, 14° (43-27-84-50) : v.f. : Rex, 2° (42-36-83-93) : Fax (8° Grand Rex), 2° (42-36-83-93) : Fau-vette, 13° (43-31-56-86) : Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27) : Pathé Wenter, 18° (45-22-48-01) : Le Gam-

LA DISCRÈTE (Fr.) : Gaumont Les feuille, 6- (48-33-79-38); Gaumont Ambassada, 8- (43-59-19-08); La Basille, 11. (43-07-48-60) ; Fauvette, 13.

EATING (A., v.o.) : 14 Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83).

ETRANGE SEDUCTION (It., v.o.) Forum Orient Express. 1: (42-33-42-26); Publicis Champs-Elysées, 8: (47-20-76-23); Gaumont Pamasse, 14:

L'EVEIL (A., v.o.): Forum Orient Express, 1* (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 5* (43-25-59-83); UGC Rotonds, 8* (45-74-94-94); UGC Nor-mandis, 8* (45-63-16-16); v.f.: Para-

PARIS EN VISITES

Ruelles et jardins du vieux Selie-ville », 14 h 30, sortie métro Télé-graphe (Résurrection du passé). s Saint-Eustache et son Quartier » 15 heures, métro Louvre (Lutèce

«L'Académie française et le Coi-lège des Quatre-Nations. Coupole, chapelle et tombeau de Mazarin. Aca-démiciens célèbres », 15 heures, 23, quai de Conti (I. Hauller).

4 L'Tie Saint-Louis pas à pass, 11 heures, 14 h 30 et 16 h 30, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et «Le petit monde surprenant du jer-

«Le peut monce surprenant du jet-din de Georges Brassens à l'emplace-ment des anciens abartoirs de Vaugi-rard», 15 h 30, angle rue des Morillons-rue Brancion (Monuments

Georges-Pompidou).

mount Opéra, 9- (47-42-58-31) ; Pathé Montpernasse, 14- (43-20-12-06). FENETRE SUR PACIFIQUE (A. v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50) ; Studio 28, 18 (46-06-36-07). LA FRACTURE DU MYOCARDE

(Fr.): Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-38); 14 Juillet Pamasse, 8° (43-26-58-00); Les Trois Luxembourg, 8° (45-53-97-77); George V, 8° (45-62-41-48); 14 Juillet Bestille, 11° (43-57-90-81); Gaumorn Convention, 15° (48-GÉNIAL, MES PARENTS DIVOR-CENT (Fr.) : George V, 8. (45-62-

GHOST (A., v.f.) : UGC Montparnasas, 6: (45-74-94-94).

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-08) : Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27).

28-42-27.
GREEN CARD (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36); UGC Denton, 6- (42-25-10-30); Gaumont Ambasade, 8- (43-59-19-08); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); UGC Gobelins, 13-45-62-20-40/); buc docerns, 13-(45-61-94-95); Geumont Alásia, 14-(43-27-84-50); 14 Juillet Besugrenelle, 15- (45-75-79-78); Blanvande Mont-parnasse, 15- (45-44-25-02); UGC Meillot, 17- (40-68-00-16); v.1.: UGC Montparnasse, 6: (45-74-94-94) : Peramount Opéra, 9: (47-42-56-31) : UGC Convention, 15: (45-74-93-40) : Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

94-95); Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-89-52); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); Gaumont Convention, 15 (48-88-42-27); UGC Mailot, 17 (40-68-00-16); Pathé Wepler II, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-86)

Forum Horizon, 1: (45-08-57-57) Pathé Hautefaulle, 6: (46-33-79-38) Elysées Lincoln, 8: (43-59-36-14) Sent Parnassions 14 (43-20-32-20).

MISTER JOHNSON (A., V.

MO' BETTER BLUES (A., v.o.) Images d'aileurs, 5- (45-87-18-09). MR AND MRS BRIDGE (A., v.o.) : LE MYSTÈRE VON BULOW (A. v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (1 (A., y.o.) : Studio Galande, 5: (43-54-72-71) : Grand Pavois, 15: (45-54-NIKITA (Fr.) : Geumont Les Halles, 1-(40-26-12-12) : Geumont Opéra, 2-(47-42-60-33) ; Epée de Bois, 5- (43-

LES FILMS NOUVEAUX

END OF THE NIGHT. Film américain de Keith McNally, v.a. : George V, 8 (45-82-41-48).

FARENDJ. Film franco-italo-britannique de Sabine Prenczina, v.o. : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) : Les Trois Balzac, 8- (45-61-

LE PARRAIN, 3. PARTIE. Film LE PARRAIN, 3º PARTIE. Film américain de Francis Ford Coppola, v.o.: Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Gaumont Les Heiles, 1º (40-28-12-12); Pathé Hautefeuille, 6º (48-33-79-38); USC Odéon, 6º (42-25-10-30); Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Publicia Character, 20, 41-30. cis Champs-Elysées, 8. (47-20-76-23); UGC Biarritz, 8. (45-62-20-40) : Max Under Panorama, 9-(48-24-88-88) ; La Bastille, 11- (43-07-48-60) : Escurial, 13- (47-07-28-04); 14 Julier Baaugranelle, 15-(45-75-79-79); Bienvende Montper-nasse, 15- (45-44-25-02); Kinopanorama, 15. (43-06-50-50); UGC

HALFACUINE (Fr.-Tun., v.c.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); L'Entrepôt, 14- (45-43-41-63). AVANA (A. v. Odéon, 6- (43-25-59-83) ; UGC Biarritz,

HENRY & JUNE (*) (Fr., v.o.) : Cinochas, 6 (46-33-10-82). HENRY V (Brit., v.o.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Panthéon, 5- (43-54-15-04); Elysées Lincoln, 8-(43-59-36-14); Sept Permassiens, 14-43-20-32-201. HENRY, PORTRAIT OF A SERIAL

KILLER (**) (A., v.o.) : Les Trois Luxen-bourg, 6- (46-33-97-77). L'HISTOIRE SANS FIN II (A., v.f.) : Rex, 2: (42-36-83-93); UGC Lyon Bas-tile, 12: (43-43-01-59); Grand Pavols, 15: (45-54-46-85).

HOT SPOT (*) (A., v.o.) : Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÉTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-

J'AI ENGAGÉ UN TUEUR (Fin., v.o.) : Las Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) ; Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) : Studio 28, 18 (46-06-

36-07). LE JOUR DES ROIS (Fr.) : Forum LE JUUN DES NOIS (Fr.): Forum Orient Express, 1- (42-33-42-26); Saint-André-des-Arts 1, 8- (43-26-48-18): George V, 8- (45-62-41-46); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); 14 Juiller Bastille, 11- (43-57-90-81); Sept Permassiene, 14- (43-20-32-20).

KORCZAK (Pol.-All.-Fr., v.o.) :

sade, 8: (43-59-19-08); 14 Juillet Bas-tille, 11: (43-57-90-81); Gaumont Par-nasse, 14: (43-35-30-40); Gaumont Aldeis, 14: (43-27-94-50). LES LIAISONS DANGEREUSES (A.,

v.o.) : Cinoches, 6: (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15: (45-54-46-85). Grand Pavois, 15- (45-54-48-85).

LA MAISON RUSSIE (A., v.o.):
Forum Horizon, 1- (45-08-57-57): 14
Juillet Odéon, 6- (43-25-59-83);
George V, 8- (45-62-44-46); UGC Biarritz, 8- (45-62-20-40); Sept Pamassians, 14- (43-20-32-20); 14 Juillet
Beaugrenalle, 15- (45-75-79-79); v.f.:
Rex., 2- (42-36-83-93); Saint-LazarePascujiet, 8- (43-87-35-43); Pathé Rex, 2- (42-36-83-93); Saint-Lazare-Pasquier, 8- (43-87-35-43); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Les Nation, 12- (43-43-04-87); UGC Lyon Bastile, 12- (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13-(43-31-60-74); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14- (43-20-12-06); UGC Convention, 15- (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18- (45-22-46-01).

46-011. MAMAN, J'AJ RATÉ L'AVION (A., v.f.): George V, 8- (45-62-41-48); Seint-Embert, 15- (45-32-91-68).

MERCI LA VIE (Fr.) : Gaumont La MERCI LA VIE (Fr.): Gaumont Les Halles, 1* (40-26-12-12); Rex. 2* (42-38-83-93); UGC Denton, 6* (42-25-10-30); UGC Montpamesse, 6* (45-74-94-94); La Pagode, 7* (47-05-12-15); Pathé Marignan-Concorde, 8* (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8* (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9* (47-42-56-31); Les Nation, 12* (43-43-04-67); UGC Lyon Bestille, 12* (43-43-01-59); UGC Gobalins, 13* (45-61-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61MILLER'S CROSSING (*) (A., v.o.)

MISERY (*) (A., v.o.): UGC Triomphe, 8 (45-74-93-50); v.f.: Rex, 2 (42-38-83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94).

Forum Oriem Express, 1- (42-33-42-26); Images d'ailleurs, 5- (45-87-18-09); Pathé Marignan-Concorde, 8-

(43-59-92-82).

Maillot, 17- (40-68-00-16); v.f. : Rex. 2- (42-35-83-93); UGC Montparnasse, 6- (45-74-94-94); Paramount Opéra, 9- (47-42-56-31) : Les Nation, 12- (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95) Gaumont Alésia, 14º 143-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14. (43-20-12-06); UGC Convent

15- (45-74-93-40) : Pathé Wepler.

18- (45-22-48-01) ; Le Gambetta, 20- (46-36-10-96). LA TRIBU. Film français d'Yves Boisset : Ciné Beaubourg, 3: (42-71-52-36) ; UGC Normandie, 8: (45-63-16-16); UGC Opéra, 9- (45-74-95-40); UGC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13- (45-61-94-95); Miramar, 14- (43-20-89-52); Mistral, 14- (45-39-52-43); Gaumont Convention, 15- (48-28-42-27); Pathé Wepler II, 18- (45-22-47-94); Le Gambetta, 20- (46-

37-57-47) : Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14-(43-27-52-37).

LES NUITS AVEC MON ENNEMI [A., v.o.] : Forum Horizon, 1- (45-08-57-67] : Pathé Impérial, 2- (47-42-72-52) : UGC Odéon, 6- (42-25-10-30) : UGC Rotonde, 8- (45-74-94-94) : Pathé Marignan-Concorde, 8 (43-59-92-82) : UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); UGC Meillot, 17- (40-68-00-16); v.f.; Rex, 2- (42-36-83-93); UGC Opera, 9 (45-74-95-40); UGC Lyon Bastile, 12 (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01); Le Gam-

betta, 20- (46-36-10-96). ON PEUT TOUJOURS RÈVER (Fr.) George V, 8- (45-62-41-48); Pathé Français, 9- (47-70-33-88); Fauvette, 13- (43-31-56-86).

L'OPÉRATION CORNED-BEEF (Fr.) : Gaumont Opéra, 2. (47-42-60-33) : Gaumont Ambassade, 8: (43 59-19-08); Gaumont Alésia, 14- (43-27-84-50); Miramar, 14 (43-20-

89-52). LE PETIT CRIMINEL (Fr.): Epée de Bois, 5- (43-37-57-47); George V, 8-(45-82-41-45); Gaumont Pernasse, 14-(43-35-30-40)

LA PETITE SIRÈNE (A., v.f.) : Rénublic Cinémas, 11 (48-05-51-33); Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavols, 15- (45-54-46-85) ; Saint-Lambert, 15-145-32-91-68).

POUSSIÈRES DANS LE VENT (Chin., v.o.): Utopia Champoliion, 5. 143-26-84-651. PRETTY WOMAN (A., v.o.) : UGC

Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Danton, 6* (42-25-10-30); UGC Triomphe, 8* (45-74-93-50); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); Seint-Lam-bert, 15* (45-32-91-68); v.f. : Bretagne, 6 (42-22-57-97). REZ-DE-CHAUSSÉE (Sov., v.o.) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34).

ROSENCRANTZ & GUILDENS TERN SONT MORTS (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1* (42-33-42-261. RUE DU BAC (Fr.) : Les Trois Babac, 8- (45-61-10-60).

SAILOR ET LULA (*) (Brit., v.o.) : Studio Galande, j. (43-54-72-71) : Lucemaire, 6 (45-44-57-34). SOUVENIRS DE LA MAISON JAUNE (Por., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Saint-André-das-Arts II, 6-

STAYING TOGETHER (A., y.o.) Epés de Bois, 5- (43-37-57-47). TELS PERES TELLE FILLE (A v.o.) : UGC Normandle, 8- (45-63-16-16) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6-(45-74-94-94) ; Pathé Français, 9- (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (43-31-56-86) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-

THELONIOUS MONK (A., v.o.) mages d'ailleurs, 5• (45-87-18-09). TILAI (burkinabé, v.o.) : Imagas d'ailleurs, 5- (45-87-18-09). TOMBÉS DU CIEL (Esp.-páruvien, v.o.): Latina, 4- (42-78-47-86): 14 Juillet Pamasse, 6- (43-26-58-00).

Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-35) ; Le Berry Zèbre, 11- (43-57-51-55). LE TRIOMPHE DE BABAR (Fr.-Cen.): Club Gaumont (Publicis Man-gnori), 8- (43-59-31-97); George V. 8-(45-62-41-46); Fauvette, 13- (43-31-56-86): Les Momparnos, 14- (43-27-52-37); Saint-Lambert, 15- (45-32-

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.):

UN COMPAGNON DE LONGUE DATE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3-(42-71-52-36) : Studio des Ursulines,

F. (47-28-19-09) UN FLIC A LA MATERNELLE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.t. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Fauverte, 13 (43-31-56-86).

13° (43-31-30-80).

UN THÉ AU SAHARA (Brit., v.o.):
Lucerneire, 5° (45-44-57-34).

URANUS (Fr.): George V, 8° (45-62-41-46): Pathé Français, 3° (47-70-33-88); Les Montparnos, 14° (43-27-

52-37). LES SÉANCES SPÉCIALES

ACCATTONE (lt., v.o.) : Accetone, 5- (46-33-86-86) 13 h 30. ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A. v.o.): Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 21 h 40; Saim-Lambert, 15-(45-32-91-88) 21 h. LES AVENTURES DE ROBIN DES

BOIS (A.) : Escurisl, 13+ (47-07-28-04) 10 h. BIRDY (A., v.o.) : Studio Galanda, 5-43-54-72-71) 14 h. BLANCHE-NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ (A., v.f.) : Le Berry Zèbre, 11.

(43-57-51-55) 15 h. BLUE VELVET (7) (A., v.o.) : Ciné-Planète magique, 3 (42-76-00-18) CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Ciné-Planate magique, 3- (42-76-00-18)

21 h 05. CHARLOTTE FOR EVER (*) (Fr.): Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h. LE CHATEAU DU DRAGON (A.) v.o.) : Mac-Mahon, 17- (43-29-79-89) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. LE DÉCALOGUE 7. TU NE VOLE-

RAS PAS (Pol., v.o.) : Reflet Logos II. 5- (43-54-42-34) . LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTI-RAS PAS (Pol., v.o.): Reflet Logos II, 5- (43-54-42-34) 12 h 05. LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRI-

CAIN (Can.); Cine Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 30. L'ECHELLE DE JACOB (*) (A., v.o.) : Grand Pavols, 15. (45-54-46-85) LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) :

Ranelagh, 16- (42-88-64-44) 15 h. ENTRE CIEL ET TERRE (Eg.) : La , 19 (40-05-80-00) 10 h, 21 h. EXCALIBUR (A., v.o.): Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88) 21 h 15.
L'EXPÉRIENCE INTERDITE (*) (A., v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85)

FANTASIA (A.): Denfert, 14- (43-21-41-01) 17 h; Saint-Lambert, 15-(45-32-91-68) 19 h. FASTER PUSSY CAT, KILL ! KILL! (**) (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36) O h 45.

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Grand Pavois, 15- (48-54-46-85) 16 h 40. LA FILLE AUX ALLUMETTES (Fin. v.o.) : Denfert, 14- (43-21-41-01) 12 h. FLESH (**) (A., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3* (42-71-52-36) 11 h 20. LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-91-88) 17 h.

HAIRSPRAY (A., v.o.) : La Bastille, 11- (43-07-48-60) O h. L'HISTOIRE SANS FIN (All., v.f.) Saint-Lambert, 15. (45-32-91-68) L'INCINÉRATEUR DE CADAVRES

ièque, v.o.) : Accatona, 5• (46-33-86-861 20 h 50. JU DOU (Chin., v.o.) : Utopia Champolilon, 5- (43-26-84-65) 16 h 10.

CINZANO. Atalante (46-08-11-90) (dim., lun.) 20 h 30 (27). COMMENT SÉDUIRE UNE FEMME. La Vieille Grille (47-07-22-11) (dim., lun.) 20 h 30 (27). LA PASSION SELON G. H. Saint Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17) (dim. soir, tun.) 20 h 30 : dim. 17 h. (27).

LE PRINCE DU PAVE. Batsau Théâtre (face au 3, quai Malaquals) (40-51-84-53) dim. soir, lun.)

AKTÉON-THÉATRE (43-38-74-82). On n'en meurt pas : 21 h 45. AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-17). Temps de chien : 20 h 30. ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). En conduisant miss Dalsy : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30. ARCANE (43-38-19-70). Setia rie jeune : 20 h 30, dim. (demière) 17 h. ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). La Fille de Rimbaud : 16 h et 20 h 30, dim. 16 h.

ATALANTE (48-08-11-90). Sextuor banquet : 20 h 30, (fim. (demière) 17 h. Cinzano : 20 h 30. ATELIER (46-06-49-24). Le Maître de go : 21 h, dim. 15 h 30. ATHÈNÈE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Selle C. Bérard. Les Apparences sont trompeuses : 20 h 30, mer.

18 h 30. Salie Louis Jouvet. Phèdre :

20 h 30.

BLES. Café de la Gara (42-78-52-51) 22 h (2). BATEAU-THÉATRE (FACE AU 3, QUAI MALAQUAIS) (40-51-84-53). Exercicas de style: 16 h, dim. 16 h. Le Prince du pavé: 20 h 30, dim. 17 h. Le To Folo ou les Félés d'amour: 22 h.

60-24). La Facture : 17 h 30 et 20 h 45, dim. 15 h 30. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS

Andromaque : 20 h 30, dim. 16 h.

BEAUNORD-CENTRE WALLONIE-BRUXELLES (42-71-26-18). En sour-dine... les serdinesi : 20 h 30.

BERRY (43-57-51-55). Brouitlons de vie : 20 h 30, dim. (demière) 17 h.

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24). Le Section 17 h 30 et

Ce soir, c'est gratuit : 20 h 30. Les Femmes des gens : 22 h. (48-08-39-74). La Marchand de Vanise : 20 h 30, dim. 16 h. CARTOUCHERIE THEATRE DE LA TEMPÈTE (43-28-36-36). Salle I.

LE KID (A.): 14 Juillet Parnasse, 6

(43-26-58-00) 13 h 50. KILL ME AGAIN (*1 (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 11 h 20. LUNG TA (Fr.) : Epée de Bois, 5- (43-37-57-47) 14 h. MARY POPPINS (A., v.f.) : Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 17 h 10.

Cinémes, 11. (48.05-51-33) 17 h 10.

MEMPHIS BELLE (A., v.o.): Grand
Pavois, 15. (45-54-46-85) 20 h 15.

METAL HURLANT (A., v.o.): Grand
Pavois, 15. (45-54-46-85) 0 h 30.

MONTY PYTHON, LA VIE DE
BRIAN (Brit., v.o.): Ciné Beaubourg, 3.
(42-71-52-36) 0 h.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3- (42-71-52-36) 0 h 30. MYSTERY TRAIN (A., v.o.): Républic Cinémas, 11- (48-05-51-33) 12 h. NÉS DES ÉTOILES (Jap.): La

Géode, 19- (40-05-80-00) .

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5- (43-26-19-09) L'OURS (Fr.-All.) : Grand Pavois, 15-(45-54-46-85) 17 h. OUTREMER (Fr.) : Studio des Ursuines, 5- (43-26-19-09) 18 h.

PÉCHÉ MORTEL (A., v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30) 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h. 18 h, 20 h, 22 h.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A.,

v.o.): Grand Pavois, 15- (45-54-46-85)

12 h, 18 h 05, 0 h 30.

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tch.):

Grand Pavois, 15- (46-54-46-85) 11 h 45.

LA PREMIÈRE FOLIE DES MONTY PYTHON (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3. (42-71-52-36) O h 15. PRINCESS BRIDE (A., v.f.) : Grand Pavols, 15 (45-54-46-85) 17 h 15.

PURPLE RAIN (A., v.o.) : La Bastille, 11- (43-07-48-60) 0 h. LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6- (46-33-97-77) 12 h. QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5-(43-26-19-09) 22 h.

LE RENDEZ-VOUS DES QUAIS (Fr.) : L'Entrepôt, 14. (45-43-41-63) LA RICOTTA (it., v.o.) : Accatone, 5-(46-33-86-86) 18 h 30.

LE ROI ET L'OISEAU (Fr.) : Lucernaire, 6- (45-44-57-34) 14 h, 15 h 45, 17 h 30. SALO, OU LES 120 JOURNÉES DE SODOME (**) (lt., v.o.) : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-38) 0 h 10.

SIDEWALK STORIES (A.): Studio des Ursufines, 5- (43-26-19-09) O h 15. THE LAST OF ENGLAND (Brit. v.c.) : Accatone, 5• (46-33-86-86) THE ROCKY HORROR PICTURE

SHOW (*) (A., v.o.) : Studio Galanda, 5-(43-54-72-71) 22 h 30. TOM, JERRY, AVERY (A., v.o.) : Le Berry Zèbre, 11-(43-57-51-55) 16 h 15. LES TORTUES NINJA (A., v.f.) Saint-Lambert, 15- (45-32-91-68)

13 h 30. 37-2 LE MATIN (*) (Fr.) : Ciné-Pla nète magique, 3- (42-76-00-18) 19 h ; Studio Galande, 5- (43-54-72-71) 16 h. UCCELLACCI E UCCELLINI (h. .o.) : Accatone, 5- (46-33-86-86)

UN APRÈS-MIDI DE CHIEN (A. v.o.) : Action Rive Gauche, 5- (43-29-44-40) 11 h 50. UN MONDE SANS PITIÉ (Fr.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8- (43-59-31-97) 19 h 45, 22 h.

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5. (43-54-42-34) 20,000 LIEUES SOUS LES MERS . v.f.) : Saint-Lambert, 15- (45-32-

(A., v.f.) : Saint-91-68) 16 h 45. ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Den-fert, 14- (43-21-41-01) 19 h 10.

SUMMER. Théâtre national de la Colline (43-66-43-60) ; (dim. soir,

VOLTAIRE-ROUSSEAU. La

LES BACCHANTES. Saint-Denis.

Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17). (dim. soir, km.) 20 h 30 ;

dim. 17 h (28). LES CHANTS DE L'AUBE. Cergy-

Pontoise (30-38-11-99) ; 21 h (2). THÉATRE. Théatre de la Main d'or Belle de Mai (48-05-67-89)

(dim. soir, jeu.) 20 h 30 ; dim. 17 h

LE VENT DU GOUFFRE, Ranais-

sence (42-08-18-50) 20 h 30 (2). FESTIVAL DES REMARQUA-

Bruyère (48-74-76-99) (dim. soir, km.) 21 h; dim. 15 h (28).

20 h 30; dim. 17 h (27).

Jun.) 21 h ; dim. 16 h (27).

THEATRES

SPECTACLES NOUVEAUX

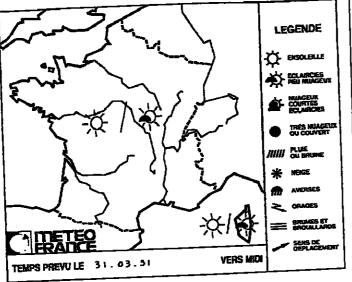
(Les jours de première et de relêche sont indique entre parenthèses.) LA FILLE DE RIMBAUD. Theams Artistic Athévains (lun.) 20 h 30 : jeu. à 19 h ; sam., clim. à 16 h. (26). LES AVENTURES DE TARTARIN DE TARASCON, Tourtour (48-87-82-48) (dim., lun.) 19 h 27).

AGENDA

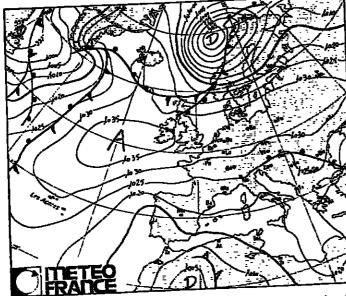
MÉTÉOROLOGIE

1 12 1

Prévisions pour le dimanche 31 mars 1991 Peu nuageux et ensoleillé



SITUATION LE 30 MARS 1991 A 0 HEURE TU



En début de semaine prochaine, le temps bien ensoleillé se poursuivra. Mais des mardi le ciel se couvrira sur les côtes de la Manche puis sur le Nord et le Nord-Ouest. Ces nuages annonceront une nouvelle offensive du mauvais temps qui gagnera marcredi toute la

Lundi 1= avril : toujours ensolaillé.

Certe fin de week-end sera encore se fera parfois un peu attendre sur l'intérieur du pays où des brumes et des . brouillards se seront formés dans la

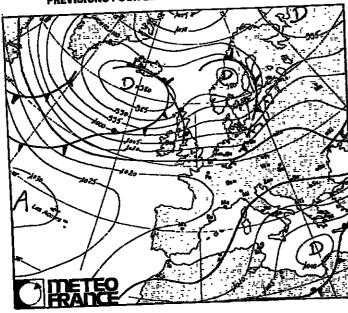
Les températures matinales seront encore assez fraiches avec toujours des gelées, de - 2 à 3 degrés sur la moitié nord, de 2 à 6 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, les températures bien qu'encore inférieures aux températures de saison seront plutôt agréables, de 12 à 17 degrés du nord au sud.

conséquence majeure.

sera belle et agréable.

Les passages mageux seront un peu plus nombraux près des côtes de la Manche et de la Méditerranée mais sans

PRÉVISIONS POUR LE 1"Avril 1991 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé Valeurs axtrêmes relevées entre le 30-03-91 le 29-03-1991 à 18 heures TU et le 30-03-1991 à 6 heures TU LUXEMBOURG 8 - 2 D					
FRANCE AJACCIO 15 6 D BIARBITZ 13 6 D BORDGAUX 15 3 D BORDGESS 11 0 D BREST 11 3 D BREST 11 3 D CAER 11 1 D CHERROURG 16 3 D CHERROURG 15 9 D CHERROURG 17 12 P CHERROURG 11 - 1 D CHERROURG 11 - 1 D CHERROURG 15 9 D CHEROURG 15 9 D CHERROURG 16 3 D CHERROURG 16 15 D CHERROURG 16 3 D CHERROURG 16 15 D CHEROURG 16 15 D CHERROURG 16 15 D CHEROURG 16 15 D CHEROURG 16 15 D CHEROURG 16					
A B C D N O P T # tempête neige					

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; II Film à éviter ; symboles : > manuelé dans « le Monde radio-télévision » ; II Film à éviter ; a On peut voir ; ma Ne pas manquer ; man Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 30 mars

L'amour maudit

22.00 Les Nuls... l'émission.

22.50 Flash d'informations.

23.00 Cinéma : Shocker.

La fille des collines. E

2.20 Cinéma : Démoniaque présence. s

20.50 Téléfilm : Acte d'amour.

0.45 Cinéma :

LA 5

22.25 Série : Kojak.

M6

20.35 Téléfilm : Choisir sa mort.

22.15 Soirée spéciale : Les Piars 91.

tions. 23.55 Musique : Rapline.

LA SEPT

Cinéma de poche

2.00 Rediffusions.

21.00 ▶ Magazine :

22.50 Documentaire

22.30 Soir 3.

23.50 Six minutes d'informa

0.00 Journal de minuit. 0.10 Magazine : Intégral.

	MANALE.
	TF 1
	20.35 Sport : Football. Champion do quelific
	(match de qualific France-Albanie, en d Parc des princes.
	21,30 Tirage du Loto.
	21.45 Sport : Football (su
	22.40 Magazine : Ushuai
	23.40 Magazine : Formule sport
l	0.35 Journal et Météo.
l	A2
	20.45 Téléfilm : Le vol du siècle.
١	22.15 Magazine : Bouillon de cultur

23.50 Journal et Météo. 0.10 Série : Médecins de nuit. 2.00 Magnétosport : Athlétisme. FR 3

De 20.00 à 0.05 La Sept ---0.05 Série rose : L'épreuve d'amour. 0.35 Magazine : L'heure du golf.

CANAL PLUS

20.30 Téléfilm :

18.55 Loto sportif.

20.00 Journal, Météo

et Tapis vert. 20.50 Cinéma :

22.30 Magazine : Ciné dimanche.

La rivière. ■■

0.45 Journal et Météo.

1.10 Musique : Soirée

13.20 Dimanche Martin

(et à 16.00). 15.00 Série : Mac Gyver. 16.45 Série : Euroflics.

du monde.

FR 3

L'équipe Cousteau à la redécouverte

17.40 Documentaire :

22.35 Cinéma :

Les professionnels.

Les aventures de Rabbi Jacob.

Beethoven-Landowski.

19.05 Série :

Dimanche 31 mars

22 22 22 22 22 22 22 22 22 22 22 22 22	
TF 1	22.05 Magazine : L'équipe du dima
13.20 Série : Hooker. 14.15 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.	0.50 Cinéma : Le champignon des Carpates.
15.10 Série : Agence tous risques.	LA 5
16.05 Divertissement : Vidéo gag.	13.20 Divertissement : André Lamy.
16.30 Disney Parade. 17.55 Magazine : Téléfoot.	14.25 Série : Riptide.

14.25 Série : Riptide. 15.25 Tiercé à Auteuil. 15.50 Dessin animé : Denis la malice (et à 16.55). 16.00 Série : Lou Grant.

17.05 Série : Soko, brigade des stups. 18.05 Série : La Loi de Los Angeles. 19.00 Série : L'Enfer du devoir. 20.00 Journal. 20.40 Journal des courses. 20.50 Cinéma

Parole d'homme. 22_45 Cinéma : Rue des prairies. # 0.15 Journal de minuit.

M6

13.25 Série : Madame est servie. 13.55 Série : La Famille Ramdam. 14.20 Téléfilm : Le Clown et l'Assassin.

0.25 Six minutes d'informa-

LA SEPT

15.20 Téléfilm : Moi, Antoine de Tounens,

20.00 lci bat la vie.

20.30 Cinéma : Omar Gatlato. ■■

22.30 Cinéma : Divine enfant.

Digest

13.30 Histoire paralièle. 14.25 Danse : L'Oiseau de feu.

roi de Patagonie. 17.00 Opéra : Echo et Narcisse

18.40 Concert : James Galway. 19.00 Réflexions faites.

22.00 Court métrage : La Vago.

Film français de Jean-Pierre Mocky (1988). 23.50 Court métrage : Chicago

Du kındi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER

«ZAPPINGE»

Une émission de GILBERT DENOYAN

avec ANNICK COJEAN et le collaboration du « Monde »

tions. 0.30 Megazine : Sport 6. 2.00 Rediffusions.

18.30 Magazine : Stade 2. 19.30 Série : Maguy. 20.00 Journal et Météo. 16.00 Série : L'ami des bêtes. 16.45 Série : Roseanne. 17.10 Série : L'Aventurier. 20.45 Série : SOS Disparus. 17.40 Série : L'Homme de fer.

22.20 Magazine : L'Œil en coulisses. 18.30 Série : Les Routes du paradis. 23.20 Journal et Météo. 19.25 Magazine : Culture pub. 23.40 Courts métrages : 19.54 Six minutes d'informa-Histoires courtes.

0.10 Série : Le Saint (rediff.). 20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Magazine : Sport 6. 13.30 Magazine : Musicales. 14.30 Magazine : 20.35 Téléfilm : Commando sur Singapour. Sports 3 images. 22.45 Capital. 17.30 Magazine : Montagne. 18.30 Amuse 3. 19.00 Le 19-20 de l'informa 22.50 Cinéma : L'oiseau au plumage de cristal.

tion. De 19.12 à 19.30, Mag-Cité. 20.05 Série : Benny Hill. La classe sonne les cloches.

22.00 > Magazine : Le divan.

22.20 Journal et Météo.

22.45 Cinéma : Le tigre du Bengale. 0.20 Magazine :
Belles et bielles.
0.50 Musique :
Carnet de notes.

CANAL PLUS 14.00 Téléfilm : Le mur du silence. 15.30 Magazine : 24 heures.

16.20 Magazine : Dontact. 16.40 Dessin animé : Les Simpson. 17.05 Les Nuls... l'émission. 18.00 Cinéma : Pacific palisades. □

En clair jusqu'à 20.35 -19.35 Ca cartoon. 20.30 Dis Jérôme...? 20.35 Magazine:

L'Equipe du dimanche. Cinéma : 20.40 Line autre femme. 21.55 Flash d'informations.

CARNET DU Monde <u>Décès</u>

· On nous prie d'annoncer le décès

Mª Yvonne AMBRUNN. Suite à sa volonté, l'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, le ven-dredi 29 mars 1991.

On rappelle le souvenir de sa sœur, Lucie AMBRUNN,

décédée le 27 avril 1976, aux person qui l'ont connue et estimée.

Cet avis tient lieu de faire-part. 103, avenue de Villiers, 75017 Paris.

Michel Saudrais,

Ses amis, ont le chagrin d'annoncer la mort de Jean-Paul BAGGIONL

survenue à Paris, le 29 mars 1991. Cet avis tient lieu de faire-part. 75, rue des Morillons, 75015 Paris.

(Né en 1943, ancien président d'AIDES lle-de-France, Jean-Paul Bag-gioni a été chargé de mission au cabi-net de Bernard Kouchner, jusqu'en 30fit 1988.)

— M[∞] Pierre Bally, Ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre BALLY, ancien HEC.

survenu dans sa quatre-vingt-sizième amée, à son domicile, le 27 mars 1991. Une messe sera célébrée le mardi 2 avril, à 14 heures, en la chapelle Saint-Martin-la-Forèt, 4, chemin du Figuier, à Angers.

L'inhumation suivra au cimetière de PESL à Angers (Maine-et-Loire).

Cet avis tient lieu de faire-part.

70, rue de l'Amiral-Mouchez. 75014 Paris. Elisabeth Chaumier.

Etienne Chaumier,
Etienne Chaumier,
prêtre de Saint-Sulpice,
Jean et Jacqueline Chaumier,
Louis et Anne-Marie Chaumier,
Ernstein et Anne-Marie Chaumier, François et Marie Chaumier, Anne-Marie et Jacques Ménétrier, Ses petits-enfants Et arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Madeleine, Valentine, Marie née Billioque,

survenu le 29 mars 1991, à l'hôpital Saint-Calais, dans sa quatre-vingt-quin-zième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 2 avril, à 14 h 30, en l'église de

Cet avis tient lien de faire-part.

42, rue Jean-Jaurès. 72310 Besse-sur-Braye.

M= Ime Chotteau, - m= ume Chotteau,
 Ses enfants, Axel et Karen,
 M. Georges Chotteau,
 Et leurs familles,
 ont la douleur de faire part du décès de

Michel CHOTTEAU, survenu le 28 mars 1991, à l'âge de

quarante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mercredi 3 avril, à 11 h 30, au cimetière de

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Tarif: la ligne H.T.

Communicat, diverses 95 F Thèses étudients 50 F Les lignes en capitales grasses

sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

- Les docteurs Pierre et Olwen

Lortholar, et leurs enfants, Les docteurs Drystan et Paule Leth et leurs enfants, M= Annwer Loth
et ses enfants,

Son arrière-petit-fils. ont la tristesse de faire part du décès du

Doctour Suzanne W. LOTH, ancienne interne des Höpitaux de Paris. licenciée ès sciences,

survenu dans sa quatre-vingt-quator-zième annéo, le 19 mars 1991.

La cérémonie religieuse et l'inhuma-tion ont eu lieu à Guéméné-sur-Scorff (Morbihan), dans la plus stricte inti-

« Je suis le Chemin, la Vérité et la (Jean, XIV, c.)

7. rue Marie-Bonaparte. 92210 Saint-Cloud. 3. rue Molitor. 75016 Paris. 20. rue Caudy.

M= Jean Renon.
 M. et M= Alain Monnier.
 M. et M= Jean-Christophe Renon,
 ont la douleur de faire part du décès de

colonel (er.) Jean RENON.

survenu le 28 mars 1991, à Touion.

Cet avis tient lieu de faire-part. - Maiz Wentland-Rezentuit. sa fille, Alexandre et Caroline,

ses petits-enfants. Et Eddy Forte, es cony rone.

ont la grande tristerse d'annoncer à
tous ceux qu'il avait su faire rare du
rèver la mort, survenue le 28 mars
1991, de

Joseph WENTLAND. Il sera inhamé dans l'ignimité à Las-

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin de Sorueis, 10. CH-1009 Pully (Soisse).

Remerciements - Lucie Soboul.

Denis Pavier Et Maxime, et otaxime. Ainsi que leur famille, très touches par toutes les marques d'affection et d'amitié reçues à l'occa-

Irène SOBOUL

tiennent à expenser sei l'expression de leur profonde reconnaissance, et à remercier tous ceux qui se seru associés à leur peinc.

Anniversaires - Paris, Athènes, Strasbeurg

l= avril (990-l= avril 1991.

Yves BEQUIGNON.

- En souvenir de notre char fils, frère et ami

Joshua Lew MEYERS, qui nous a quittés, il y a trois ans, pour

continuer son voyage. e Heureux qui comme Ulpise... 🛎

 A l'occasion du ciaquième anni-versaire du triste décès du docteur Leon PEREL (31 mars 1986).

sa famille prie tous ses proches, 965 amis et tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée profonde pour

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal official do jeudi 28 mars : UN DÉCRET

- Nº 91-318 du 26 mars 1991 portant création d'un traitement automatisé nécessaire à la tenue du fichier général des électeurs inscrits sur les listes électorales de territoire de la Nouvelle-Calédo-

LE BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1990

200 pages - 47 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les sou

Avant d'être c est écrit par les 2.

ORSE organisation territoriale de la Republique, cooperation source communale, réforme de la dota-tion globale de fonctionsement (DGF), suidante entre les communes, louveau statul des fonctionnaires les ses (DGF), suidante entre les constitutes lecaet venu statul des fonctionnaures lecaet comme celm des professeurs de conservatione de musique, Avant de desenir develutione de musique, avant de desenir develutiones administratives et des entent develutions à batailles politiques tous ces super product de la forme de textes, avant product de loi, projets de décret, arrêtés, exceptiones adressés aux prefets pour expliques de sencevoir, à fabriquer, et la machane à concevoir, à fabriquer, il remettre à jonit la prose compliquée qui forme l'entrepoir de des régions, de leurs agents, et des régions des régions, de leurs agents, et des régions des communes, des departements de des collectivités locales (DGCL). Conseque deux cent trente soutiers du druit local et de la décentralisation y travaillent tesse les jouis dans un immemble bourgeoix de la pièce des Saussanes.

Saussaies.

Au sein du ministère de l'intérsent des pour la plupant des Français, est d'about le ministère des préfets et de la police. Il DGCL peut apparaître cumme une anomalité, voire un anachronisme. Ne servicie des publices qu'elle fusionne avec le décention judicieux qu'elle fusionne avec le décention. i l'amenagement du terratoire i DATARI quand on sait le rôle grandinant que les collectivités locales dans le desergia-ment économique et l'equipement du propier Et, depuis que la décentralitation propier Et, depuis que la décentralitation proposité à pas de géant, nombreus sunt arait que s'étonnent de tent encore, à Paris, une sour le ministérielle que, august et 1980-1981 n'avait qu'une philosophie et tête : la tutelle uniforme de l'Etat pindit que le désordre à parlum autonompue de llers. Perpignan.

Le souvenir de Guizat

La DGCL est la plus ancienne des grandes directions du ministère de l'interior. Elle est créée en 1802 par la conventionne Esteest créée en 1802 par le consentiment éma-cois de Nantes sous l'appellation Dérremon départementale et communate. La puisce, les préfets, seront organises plus tard de l'appelle léon, Elle traite non scuicnein ses afficient communales proprement difes, mais aussi les hôpitaux, les enfant aussieux, les étés tions locales. C'est elle, notamment, de parera la toi fondamentale de servi san que defina les fondements de l'organisme des communes tout en maintenant le print cipe d'une tuteile vigitante de ? Es

La DGCL a toujours cie carracter in ministre de l'intérieut, soit derectiones comme aujourd'hui, soit par le faist d'at secrétaire d'Etat ou d'un ministre destant Marc Becam avec Christian Bounet & 1978-1980. Eves Galland course 1986 et 198

Les « mira M. Roger Fauroux annonce

Du coup, la pape SAINT-GIRONS

de notre anvoyée spáciale

ALGRÉ la pluie, le fitté Tava et la boue, plusients familles se sont renducti sur la zone industrielle de Saint-Girons, samedi 23 mars.

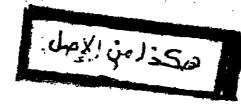
de Saint-Girons, sanierii 21 manii.

pour voir le ministre-maire,
M. Roger Famoux (pronomer « Famouxe»), poser la première pierre
d'une usine de charpenes métaliques. Elles ont eu la bonne surprise
d'apprendre la création de quairevingi-dix emplois qui s'ajouterent
aux quatre-vingi-dix déjà annoncés,
en septembre dernier.

Surprise? Our et non. Ces emplois,
on les attendais depais longremps. Si
fon avait placé un ministre à la sête
de la commune, en mars 1986,
c'était bien « pour avoir sa bender »,
et vite. On s'est même étamité de ut
nea voir venir tout de saine. Au boni
de quelques mois, on a'est impatienté. On la diffucilement era la
maite lorsqu'il à reniè de personné.
Saint-Girons que sa casquorte de
ministre ne faisant pas de ministre ne faisant pas de ministre
maite lorsqu'il à reniè de personné.
Mais lorsque la bonne pouvelle su
tombee, on s'est précipité à l'ablet de
ville pour applatueir le personné.

M. Roger Fauronne, la lesse possuire
magistrat comme s'il s'étant au du
Père Noël en personne.

M. Roger Fauroux lauss pointies une légéte émotion en évoquant este roursée. Manifestement, le grand-technocrate, ministre de l'industrie et technocrate, inmistre de l'indimistre de l'amenagement du territoire, ancien PDC, de Saunt-Cabbin, successive de l'ENA, 2 spé touché par le grâce de le démonstrate locale. Il ser entiré en politique voici deux san. Il la demande, diston, du président de la République, un souhaitair son les la République, qui sonhaitair soir le ministres d'apperture posséder su mandat électif, il a choisi Saint Ch



Les soutiers de la décentralisation

Avant d'être débattu au Parlement, puis appliqué sur le terrain, le droit local est écrit par les 230 fonctionnaires de la direction générale des collectivités locales

ORSE, organisation territoriale de la République, coopération inter-communale, réforme de la dotation globale de fonctionnement (DGF), solidarité entre les communes, nouveau statut des fonctionnaires locaux comme celui des professeurs de conserva-toire de musique. Avant de devenir des réatoire de musique. Avant de devenir des réa-lités administratives et des enjeux de batailles politiques, tous ces sujets prennent d'abord la forme de textes, avant-projets de loi, projets de décret, arrêtés, circulaires adressés aux préfets pour expliquer le B.A.-Ba. d'une procédure. Et la machine à concevoir, à fabriquer, à remettre à jour la prose compliquée qui forme l'ensemble du droit des communes, des départements et des régions, de leurs agents, et des relations droit des communes, des départements et des régions, de leurs agents, et des relations avec l'Etat, s'appelle la direction générale des collectivités locales (DGCL). Quelque deux cent trente soutiers du droit local et de la décentralisation y travaillent tous les jours dans un immeuble bourgeois de la place des

HTO1 -# start

ं । विशेष्ट्रेस वि

-- XIV. 61

en RENON

and the second second

AND.

្នាធារាធា

= emerciements

 $IJ000\sim m_{\rm p}$

: . ;: cssi30 de 25.0, 4,3

27.3305

... THE IGNON.

HEVERS.

and Juni

on consu

arrid efficiel du

inais logi

Taitement

a tenue du

s'ectionales du

ecteurs ins

DATE OF LEVEL PEREL

Anniversaires

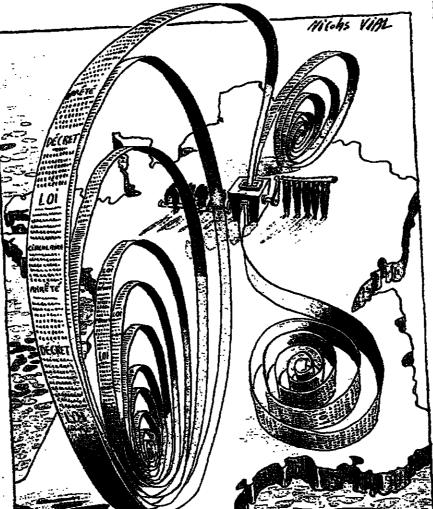
111.11 1 2020ECT 1

Au sein du ministère de l'intérieur, qui, pour la plupart des Français, est d'abord le ministère des préfets et de la police, la DGCL peut apparaître comme une anoma-lie, voire un anachronisme. Ne serait-il pas judicieux qu'elle fusionne avec la délégation à l'amémagement du territoire (DATAR) à l'aménagement du territoire (DATAR) quand on sait le rôle grandissant que jouent les collectivités locales dans le développement économique et l'équipement du pays? Et, depuis que la décentralisation progresse à pas de géant, nombreux sont ceux qui s'étonnent de voir encore, à Paris, une administration ministérielle qui, jusqu'en 1980-1981 n'avait qu'une philosophie en tête : la tutelle uniforme de l'Etat plutôt que le désordre à parfum autonomiste de Brest à Perpisnan.

Le souvenir de Guizot

La DGCL est la plus ancienne des grandes directions du ministère de l'intérieur. Elle est créée en 1802 par le conventionnel Francois de Nantes sons l'appellation Direction départementale et communale. La police, les préfets, seront organisés plus tard par Napoléon, Elle traite nou seulement les affaires. es proprement dites, mais aussi les hôpitaux, les enfants assistés, les élec-tions locales. C'est elle, notamment, qui pré-parera la loi fondamentale du 5 avril 1884 qui définit les fondements de l'organisation des communes tout en maintenant le prin-

cipe d'une tutelle vigilante de l'Etat. La DGCL a toujours été rattachée au ministre de l'intérieur, soit directement comme aujourd'hui, soit par le biais d'un secrétaire d'Etat ou d'un ministre délégué : Marc Bécam avec Christian Bonnet en 1978-1980, ves Galland entre 1986 et 1988



avec Charles Pasqua. Mais Gaston Defferre - qui racontait volontiers que, s'il n'en avait nu qu'à lui, il aurait souhaité s'appeler ministre de la décentralisation et de l'intérieur, et non pas l'inverse - voulait travailler en direct avec la DGCL. A tel point qu'il fit nommer, en novembre 1982, son conseiller technique chargé de la décentralisation à son cabinet, Eric Giuily, à la tête de la prestigieuse direction, ce qui provoqua un tollé dans le petit monde des hauts fonctionnaires : il n'avait que trente ans et n'appartenait pas à la préfectorale. Pierre-René

Lemas, quarante ans, administrateur civil au ministère de l'intérieur, sorti de l'ENA il y a dix aus, successeur d'une longue lignée de commis tel Guizot, l'ancien ministre du général de Gaulle, Bernard Cornut-Gentille ou Pierre Richard, ingénieur des Ponts et Chaussées devenu banquier, occupe la fonction depuis fevrier 1989. « Contrairement à de grosses directions, comme les impôts ou la police nationale, je dirige un assez petit nombre de fonctionnaires. Mais la majorité sont des cadres A de haut niveau. A ce titre, cette direction ressemble un peu à la

DATAR ou au Commissariat du Plan. v Pierre-René Lemas s'appuie sur un directeur adjoint (depuis quelques jours), sur trois sous-directeurs (finances, élus et fonction publique, compétences et institutions) et sur deux chess de service (études et techniques, publications et documentation). Comme un ministre – c'est la tradition, – il s'est entouré d'un cabinet de cinq ou six personnes qui s'occupe de la gestion interne de la direction, de la distribution des primes aux agents et du suivi d'affaires qui « prennent du temps : par exemple, les questions d'harmonisation européenne, le statut de la Corse, les affaires internationales telles que la coopération avec les collectivités locales des pays de l'Est ».

La « mise en musique » des vœux et des propositions

Dans le cadre de la politique de modernisation de l'administration, la DGCL s'est lancée depuis plusieurs mois dans un « pro-jet de service» : cent trente fonctionnaires ont participé le 11 janvier à Marne-la-Vallée à un séminaire pour définir les objectifs et les programmes d'action à appliquer de manière déconcentrée, sous-direction par sous-direction. « Nous n'hesitons pas, lors de nos réunions, explique Pierre-René Lemas, à nos reunions, explique rierre-kene Lemas, a nous poser des questions existentielles Faut-il encore qu'une administration centrale s'occupe de décentralisation? Ne vaudrait-il pas mieux solder les comptes?»

A propos de comptes, la DGCL gère des fortunes. La DGF, dont on parle beaucoup, atteint 85 milliards de francs et l'ensemble des concours de l'Etat aux collectivités. 230 milliards. Les fonctionnaires de la DGCL doivent être aguerris à toutes les subtilités des procédures interministérielles : financières d'abord, mais aussi sociales lorsqu'il s'agit d'organiser les transferts de com-pétences de l'Etat aux départements à pro-pos de l'aide aux moins fortunés ou scolaires lorsque l'Etat se décharge sur les régions de la construction des lycées. Michel Delebarre ou Philippe Marchand acceptent, pour arracher les voix des centristes, d'introduire un système de péréquation plus volontaire entre départements riches et pauvres? il faut en quelques heures évaluer les conséquences juridiques, politiques et bien sur financières de l'amendement. Bref, « mettre en musique», point par point, un vœu gouvernemental ou une proposition parleme

Musique? C'est le mot idoine. En sortant de l'immeuble de la place des Saussaies, retournez-vous et levez la tête vers la plaque apposée sur la façade : «Le compositeur Francis Poulenc est ne dans cette maison le 7 janvier 1899. »

FRANÇOIS GROSRICHARD

Conseils municipaux fantômes à Roscoff

BREST de notre correspondant

UNE affaire de conseils municipaux fantômes à Roscoff, commune côtière de 3 700 habitants du Finistère nord, fait grand bruit dans le département. Deux réunions du conseil municipal ont été enregistrées en dates du 23 juillet 1990 et du 16 jan-vier 1991. Les élus sont censés y avoir pris dix-huit délibérations, portant notamment sur des passations de marchés (peu importants), le rééchelonnement de la dette communale, l'octroi de primes

au personnel communal. Seulement voilà : ces deux réunions n'ont jamais eu lieu, mais les délibérations ont été transmises à la sous-préfecture a pour aller vite ». La commune allait devoir payer des agios, plaident le secrétaire général, M. Patrick Nicodème, et le premier adjoint, M. Victor Guivarch, afin d'expliquer la «réunion» du 16 janvier, d'autant que le maire, M. Morvan (PR), conseiller régional, était en convalescence suite à un accident de voiture. Un même désir d'urgence aurait présidé à celle de juillet. A cette époque, le maire était là, mais il dit tout ignorer du procédé.

Depuis que l'affaire a éclaté, le premier adjoint a remis sa démission et le secrétaire général a demandé sa mutation. Le préfet, M. Maurice Saborin, consulte pour sa part le président du tribunal administratif avant de prendre une décision. Le procureur de la République de Morlaix s'est, lui aussi, saisi de ce dossier. «S'ils se révélaient établis, ces faits pourraient constituer des faux en écritures publiques, tels que prévus par les articles 145, 146 et 147 du code pénal », a-t-il déclaré en annonçant l'ouverture d'une enquête judiciaire.

GABRIEL SIMON

Les « miracles » d'un ministre-maire

M. Roger Fauroux annonce la création de 180 emplois dans sa commune de Saint-Girons (Ariège). Du coup, la population semble rassurée sur l'influence de son premier magistrat

SAINT-GIRONS

de notre envoyée spéciale

ALGRÉ la pluie, le froid ALGRÉ la pluie, le froid et la boue, plusieurs familles se sont rendues sur la zone industrielle de Saint-Girons, samedi 23 mars, pour voir le ministre-maire, M. Roger Fauroux (prononcer «Fauroux»), poser la première pierre d'une usine de charpentes métalliques. Elles ont eu la bonne surprise d'apprendre la création de quatrevingt-dix emplois qui s'ajouteront aux quatre-vingt-dix déjà annoncés en septembre demier.

Surprise? Qui et non. Ces emplois,

Surprise? Oui et non. Ces emplois, on les attendait depuis longtemps. Si l'on avait placé un ministre à la tête de la commune de la commune, en mars 1989, c'était bien « pour avoir du boulot », et vite. On s'est même étonné de ne rien voir venir tout de suite. Au bout de quelques mois, on s'est impa-tienté. On a difficilement cru le maire lorsqu'il a tenté de persuader Saint-Girons que sa casquette de ministre ne faisait pas de miracles. Mais lorsque la bonne nouvelle est Mais lorsque la bonne nouvelle est tombée, on s'est précipité à l'hôtel de ville pour applaudir le premier magistrat comme s'il s'était agi du Père Noël en personne.

M. Roger Fauroux laisse poindre une légère émotion en évoquant cette journée. Manifestement, le grand technocrate, ministre de l'industrie et de l'aménagement du territoire, ancien PDG de Saint-Gobain, ancien directeur de l'ENA, a été touché par la grâce de la démocratie locale. Il est entré en politique voici deux ans, à la demande, dit-on, du président de la République, qui souhaitait voir les ministres d'ouverture posséder un mandat électif. Il a choisi Saint-Gi-

l'avait en effet prié de prendre sa succession, estimant que esi un ministre n'arrivait pas à enrayer le déclin de la commune, touchée par la chute de la papeterie et l'hémorragie de la jeunesse, personne ne pourrait le

C'est donc sur la place du marché de cette jolie ville commerçante, entre les vendeurs de croustades et les fromagers de Bethmale, que M. Roger Fauroux a appris la technique du toco manetos, ou serrement de mains électoral, en gascon. Les électeurs ont fait confrance à ce monsieur d'allure sobre et intimidante, portant costume brun et lunettes carrées, dont la grande simplicité, pour-tant, a le généreux pouvoir de mettre à l'aise. Ils l'ont magistralement étu,

plus, desservi le maire de Saint-Girons, qui s'est employé à tisser une véritable toile d'araignée régionale pour attirer des emplois dans sa

Un sous-préfet développeur

M. Roger Fauroux a, bien sûr, placé dans son arrondissement l'un des soixante-neuf «sous-préfets développeurs», dont il a créé la fonction en 1988, pour coordonner les actions locales d'expansion industrielle. A la direction régionale de la recherche et de l'industrie, un ingénieur a été spécialement affecté au développement... du Couserans (partie ouest de

LIRE ÉGALEMENT Les grands ensembles et la qualité de la vie

La réhabilitation des cités ne peut se limiter à la réparation des cages d'escalier et des boites aux lettres. Des artistes lyonnais, réunis en cooperative au sein de la « Cité de la création », travaillent depuis près de quinze ans en collaboration avec les collectivités locales pour aider les habitants des grands ensembles à mieux vivre leurs murs. Les fresques qu'ils y peignent, comme dans le quartier des Etats-Unis à Lyon, ne sont pas seulement un décor, mais l'aboutissement d'une démarche sociologique avec la population. L'art au service de la politique de la ville?

■ Des athlètes américains à Narbonne ■ La Bretagne compte ses bretonnants
Les Hauts-Pyrénéens contre le colonialisme administratif
A Camembert, les «fromages» d'un bicentenaire

rons, terre de ses grands-parents paysans, où il possédait déjà une ancienne ferme. Son homonyme, ancienne ferme. Son homonyme, Maurice Fauroux, maire PS sortant, l'avait en effet prié de prendre sa pu faire des propositions à temps, trouver des marchés pour les indus-triels intéressés et marier des partenaires financiers ou commerciaux. Les industriels «ferrés» étaient envoyés à Saint-Girons où les attendaient un adjoint spécialement charge du développement économi-que ainsi que le chef de cabinet du ministre, qui remontait l'information

> «Si nous avons obtenu cent quatre vingts créations d'emplois au bout de deux ans, c'est grâce à la mobilisa-tion de ce réseau industriel et à une tion de ce réseau industriel et à une prospection très professionnelle, remarquent les collaborateurs de M. Fauroux. On ne peut pas forcer des entrepreneurs à s'installer dans un lieu qui ne leur conviendrait pas, même si le maire est ministre. Mais lorsqu'ils hésiten. entre deux sites comparables, la rapidité de réaction est essentielle. Il est important aussi est essentielle. Il est important aussi de parler la même langue. C'est le cas avec M. Fauroux, qui est très respecté pour son passé d'industriel.»

Pour mener à bien ce projet, le maire de Saint-Girons a créé, non sans mal, un district réunissant six communes (soit douze mille habitants) et devant gérer la zone indus-trielle. Aujourd'hui, le Couserans peut se vanter d'avoir des terrains disponibles à une heure du marché toulousain et à trois heures de Barcelone. Il lui reste encore à former de la main d'œuvre, d'où la nécessité de créer des sections de techniciens supérieurs et de BTS. D'ici trois ans, la terre d'émigration ariégeoise pourrait retrouver une nouvelle jeunesse.

RAFAĔLE RIVAIS

Guerre des pierres à Vingrau

Un petit village des Pyrénées-Orientales se mobilise face à un projet de carrière

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

EST un cirque grandiose. Sur plus de six kilomètres de diamètre, des falaises enchâssent 650 hectares de vignes sagement alignées autour du village catalan de Vingrau. Quelques dizaines de vignerons y produisent d'excellents AOC. Aux beaux jours, des dizaines d'adeptes de l'escalade empruntent quelques-unes des trois cents voies tracées dans le grès. La population quasi unanime de ce village de quatre cent trente habitants s'oppose depuis un an à l'ouverture d'une carrière. Et certains se disent « prêts à tout » pour l'empêcher.

La société Omya, une des deux entreprises déjà présentes dans la com-mune voisine de Tautavel, voudrait en effet poursuivre l'extraction de calcaire blanc entamé sur plus de 100 hectares blanc entamé sur pius de 100 nectates à l'est et au sud du cirque de Vingrau. Pour Jean Crespon, son président, les réserves de Tautavel seront épuisées dans moins d'une dizaine d'années : « Ce carbonate de calcium très pur, que nous vendons aux industries du papier, des plastiques et de la peinture, ne se trouve en qualité et en quanité suffi-santes que dans cette zone.»

A la suite d'une demande de cette société déposée en juillet 1989, une enquête publique est ouverte fin 1989. Le commissaire enquêteur remet un avis défavorable le 15 janvier suivant Un comité de défense est créé le 30 mars 1990 à l'initiative du maire. Alors que le premier projet est retiré, une manifestation réunit plus de trois cents personnes le 28 avril 1990. Les adhérents du Club alpin français his-

sent une gigantesque banderole « Non aux currières» sur les falaises qui font

face au site. L'agitation atteint son apogée le 22 novembre dernier. Une reunion publique, organisce à l'instigation du maire, au cours de laquelle la société Omya présente un nouvel aménage. ment devant les élus de la région et l'ensemble de la population, manque de dégénérer. Le député Pierre Estève (PS), qui s'est fait huer en annonçant que «les carrières se seroni de toute façon», réplique en accusant le comité de défense d'être « manœuvré par la droites. Le président et le vice-président, Henri Castany et Roland Chastaguni, rienn Casiany et Koland Chasia-gnol, ne décolèrent pas : « Dire cela dans un village qui a voie à 81 % pour François Mitterrand.»

Le comité de défense de Vingrau regroupe en effet la quasi-totalité de la population. Les viticulteurs d'abord. Autour de Louis Raynaud, le président de la cave coopérative, ils dénoucent les conséquences qu'aurait l'exploitation d'une carrière à 200 mètres des premiers vignobles : « Les pous sières qui se déposeront vont fragiliser la vigne. Il faudra traiter contre des tu rigne. Il jusqu'à présent maladies dont elle était jusqu'à présent préservée. Cela coûtera plus cher et nos mi vins perdront le caractère naturel qui assure une partie de leur réputation. Les vignerons de Vingrau ont à l'espril l'expérience de leurs collègue du vil-lage voisin de Cases-de-Pène, qui se battent contre l'exploitation des carrières. Mais les représentants de la société Omya répliquent que les vigno-bles situés à proximité du site de Tau-

tavel produisent un vin de qualité. CHRISTOPHE DE CHENAY Lire la suite page 12

ie Monde LE BILAN ECONOMIQUE ET SOCIAL 1990

Andreas de la companya de la company

. تا ساند<u> و</u>

18-----

and the second

(<u>1888)</u>

31.25

g\$\$ − \$

M. T. C. L. T. L. T.

나를 누구하다

DÉBAT

Lycées : un test pour un véritable partenariat Etat-régions

par Patrice Martin-Lalande

NTRE les années 70 et l'an 2000, la proportion de jeunes poursuivant leurs études jusqu'au niveau d'un bac aura été multipliée par trois. Cette vertigineuse démocratisation du secondaire constitue un véritable défi.

Grâce à la décentralisation, les conseils régionaux se sont montrés des partenaires efficaces pour relever le « défi immobilier ». Aujourd'hui, pour éviter la crise du « lycée de masse », et réussir la mutation du système éducatif qui s'impose, l'Etat doit trouver un noutequilibre grâce à un partenariat élargi avec les régions.

Il est facile de constater la rénssite des régions dans leurs réponses aux nouveaux besoins éducatifs. Réussite immobilière : partout les régions ont su construire, dans des temps records, les milliers de places nécessaires pour accueillir à chaque rentrée le flux de nouveaux lycéens. Réussite architecturale : une fois mis un terme au carcan des normes nationales, qualité et diversité sont devenues la règle. Réussite financière : en respectant à la lettre les lois de décentralisation, les régions auraient pu se contenter de répartir la pénurie en distribuant les maigres dotations transérées par l'Etat. La décentralisation aurait échoué, et surtout les lycées auraient connu une explosion autrement plus ravageuse que le mal-vivre de l'automne deraier. Les conseils régionaux ont décidé un lourd effort fiscal permettant d'investir cinq fois plus

Au-delà du défi immobilier, les régions ont pris en charge l'« aménagement du territoire éducatif». Les investissements sont désormais prévus en tenant compte du « schéma régional des formations » défini par le conseil régional en fonction, notamment, des besoins de l'économie et de l'aménagement du terri-

En introduisant pour la première fois dans le champ clos de l'éducation un partenaire ayant la compétence, la volonté et les moyens de décider, la décentralisation a démontré l'efficacité d'un nouveau dialogne. Ce partenariat doit être élargi dans trois directions pour contribuer à rendre le système éducatif apte à accueilir et à former 80 % des jeunes, et non plus seulement une petite «élite».

 Certaines décisions stratégiques relevant de la compétence de l'Etat ont des conséquences lourdes, directes et immédiates pour les régions.

Ne serait-il pas légitime que les présidents de conseils régionaux soient, officiellement et préalablement, associés à la réflexion et à la décision sur les objectifs stratégiques du système éducatif qu'îls auront, eux aussi, la charge de mettre en œuvre? Les conseils régionaux ne peuvent accepter d'être réduits au rôle de « tiroir-caisse ».

Ce nouveau partenariat stratégique ne peut se réduire au travail réalisé par le Conseil supérieur de l'éducation. Entre les régions et l'Etat, il est urgent de créer un lieu national de dialogue, d'échange, de l'éducation.

construction - enfin concertée - de l'éducation lycéenne de demain.

2) Autre manière de créer un nouveau partenariat : compléter la décentralisation en transférant aux régions de nouveaux domaines de compétence pour lesquels il serait plus efficace de rapprocher le centre de décision de l'usager. Les lycées sont actuellement très pénalisés par le manque de postes en personnel chargé de l'entretien des bâtiments et de la restauration ; pourquoi ne pas confier aux régions leur gestion ? Pourquoi aussi ne pas élargir les compétences régionales en matière de formations reliées aux besoins locaux, d'enseignement par alternance, d'échances européens ?

3) L'égalité était le fondement de la centralisation, dans le mythe français d'un même enseignement partout. La diversité extrême des nouveaux publics scolaires impose la « décentralisation » à l'intérieur et à l'extérieur de l'éducation nationale. La complexité du système scolaire doit être gérée non plus par le centre mais par la périphérie, c'est-à-dire les établissements explaires.

Un volet de la redistribution des responsabilités

Le « projet d'établissement » va dans le sens d'une mobilisation des ressources locales pour mieux répondre aux besoins. Il est évident que les régions vont développer de nouvelles relations contractuelles avec les lycées dotés d'un tel projet. A condition que soient reconnues à ces lycées des marges suffisantes de liberté et que soit renforcée la position du chef d'établissement

Le nouveau partenariat des régions pour les lycées ne constitue bien évidemment qu'un des volets de la redistribution des responsabilités éducatives. L'effort financier à réaliser d'ici quinze ans exige aussi un vrai partenariat avec les autres collectivités : communes et départements, et avec le monde des entreprises ; et un partenariat couvrant, au-delà des lycées, l'ensemble du système de formation initiale et continue. Le partenariat de demain suppose que l'éducation nationale reconnaisse – sans restriction – qu'elle n'est pas détentrice de la seule légitimité pour traiter des questions éducatives. Un partenariat élargi appelle aussi la transparence des enjeux et des résultats : l'évaluation des politiques éducatives devient une exigence fondamentale à tous les niveaux : lycée, commune, département, région...

► Patrice Martin-Lalande (RPR) est président de la commission éducation du conseil régional du Centre et membre du Conseil supérieur de l'éducation,

L'INDICATEUR DE LA SEMAINE

«LE MONDE »/POLITIQUE/OIP

L'Observatoire interrégional du politique (OIP) a été créé en 1985 par le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP), en partenariat avec les conseils régionaux, pour recueillir et diffuser les données nécessaires à l'analyse des phénomènes politiques à l'échelon régional. L'OIP offre à ses régions partenaires un tableau

de bord annuel de la politique sociale et économique dans chaque région ; un baromètre de l'image de la région et des attentes de l'opinion à son égard ; des analyses sur des problèmes spécifiques. Toutes les quatre semaines, nous publierons ici un indicateur politique, fruit des travaux de l'OIP.

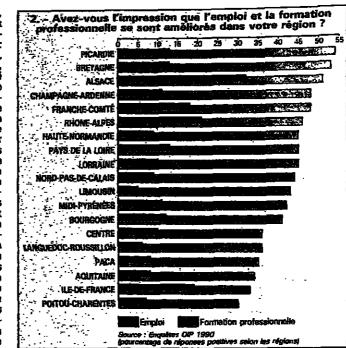
Oui à un surcroît d'impôts pour l'emploi et la formation

ES Français, en règle générale, sont hostiles à tout surcroft d'imposition. Les impôts régio naux n'echappent pas à la règle 42 % d'entre eux, seulement, d'après l'enquête de l'OIP (1), acceptent une telle éventualité pour assurer le développement de leur région. Pourtant, les préoccu-pations en matière d'emploi et de formation sont si fortes qu'un effort pour les améliorer constitue une motivation suffisante pour renverser la tendance. Dans tous les groupes sociaux, une nette majorité de l'opinion (de 53 % à 70 %) accepte l'éventualité d'une augmentation d'impôts pour déveopper emploi et formation dans leur région. En regard, le lycée fait un peu figure de parent pauvre (34 % à 53 % d'opinions favorables). La relation entre insertion professionnelle et amélioration des conditions matérielles des lycées n'est pas toujours perçue par une opinion qui raisonne sur le court terme, malgré la diffusion dans les milieux populaires (employés, ouvriers) de la nécessité, pour tous les enfants, d'un passage par le lycée (graphique 1).

L'investissement que les régionaux sont prêts à faire en matière d'emploi et de formation risque, à terme, de créer des difficultés.

1. - Acceptez-vous un surcroît d'imposition régionale

pour les lycées, la formation professionnelle et l'emploi ?



Une proportion notable de régionaux (entre 30 % at 54 % selon les cas) sont prêts à reconnaître une amélioration de la situation de

la formation professionnelle dans leur région. Sauf exception, bien peu d'entre eux (5 % à 32 %) portent le même jugement sur l'emploi (graphique 2). Les attentes de l'opinion, dont le chômage reste le premier sujet d'inquiétude, na seront satisfaites que lorsqu'elle comprendra mieux que l'effort pour la formation professionnelle est une des conditions de l'amélioration de la situation de l'emploi

(1) Enquêtes régionales réalisées en 1990 auprès d'échantillons représentatifs de 700 personnes ûgées de dix-huit ans et plus par région. Méthode des quotas. Les régions partenaires de l'OIP en 1990 étaient : Alsace : Aquitaine : Bourgogne : Bretagne : Centre : Champagne-Ardenne : Languedoc-Roussillan ; Limousin : Lotraine : Midi-Pyrénées : Nord-Pas-de-Calais ; Haute-Normandic ; Pays-de-Loire : Picardie ; Poitou-Charentes ; Provence-Alpes-Côte d'Azur ; Rhône-Alpes.

BLOC-NOTES

AGENDA

□ Nouvelles règles pour les marchés publics. — Les règles applicables en matière de marchés publics ont été ou vont être profondément modifiées par des directives communautaires, des lois et des décrets.
Elles seront présentées, avec toutes leurs conséquences en matière de procédure, d'efficacité et de concurrence, au cours d'une journée d'études organisée par la Fondation najurale pour la gestion des villes, le 10 avril prochain à la Maison de la chimie, à Paris.

▶ Fondation pour la gestion des villes. 59, rus La Bodéle, 75008 Paris. Tél.: 42-56-39-70.

D Villes et entreprises. -- Les troisièmes Journées nationales d'études villes-entreprises, organisées par la municipalité et le groupe de l'école supérieure de commerce de Clemont-Ferrand, porteront cette année sur la communication, « levier du développement local ». Elles auront lieu les 11 et 12 avril et feront intervenir des directeurs de la communication, des élus, des hauts fonctionnaires ainsi que des responsables d'agences de communication.

Renseignements au (16-1) 73-42-63-63.

a S'implanter. – Le deuxième Salon international de l'implantation d'entreprise et du développement local, « S'implanter », se tiendra à Paris les 10, 11 et 12 avril. Cette manifestation veut mettre en rapport les collectivités territoriales souhaitant développer leur économie et les entrepreneurs à la recherche d'un terrain d'accueil. Près de 250 collectivités ont loué un stand pour mettre en valeur leurs atouts : infrastructure, services, environnement, main-d'œuvre... Les organisateurs ont, pour leur part, làncé 500 000 invitations auprès de décideurs français et étrangers. Ils proposeront par

43

ailleurs des conférences sur les stratégies d'implantation (choix immobiliers, outils juridiques et financiers, fiscalité...). > Renseignements au (16-1) 40-76-45-00.

C SEM et montagne. – La Fédération nationale des sociétés d'économie mixte ouvrira le septième « Rendez-vous des SEM et des élus de montagne » le 12 avril à Grenoble. Il portera sur le dysfonctionnement des stations et sur les solutions que peut apporter l'économie mixte. Les participants feront aussi le point sur la question du calendrier scolaire.

► Renseignements au (16-1) 47-42-81-19.

Publications

D Guide économique de la Normandie. — Le Crédit industriel de Normandie et les éditions du P'tit Normand viennent de publier la seconde édition du Guide économique de la Normandie. L'ouvrage, de 640 pages, présente les secteurs économiques et sociaux ainsi que les structures administratives et territoriales de la région. En vue des élections cantonales, il passe au peigne fin les 253 cantons et les 3 235 communes.

▶ 120 F. Renselgnements au (16) 35-72-75-25.

35-72-75-25.

O Un bilan officiel de l'activité des collectivités locales. – La direction générale des collectivités locales. – La direction générale des collectivités locales publie pour la huitième année consécutive le Rapport du gouvernement au Parlement sur le contrôle a posteriori des actes des collectivités locales et des établissements publics locaux. Ce rapport présente les mesures prises par le ministre de l'intérieur, en liaison avec les autres ministères, pour faciliter ce contrôle ainsi qu'un rappel des règles applicables, tant pour le contrôle de légalité que pour le contrôle budgétaire.

► SPID, 2, place des Saussaies, 75008 Paris. □ Toulouse, autrement... – La collection « France » des éditions Autrement vient de s'enrichir d'un nouvel ouvrage, consacré cette fois à Toulouse, « épicurienne, subtile et tolérante ». Du catharisme à l'aéronautique, l'histoire de cette ville est racontée par des spécialistes : universitaires, romanciers, journalistes...

▶ 185 p., 95 F.

☐ Un guide des musées et collections en France. — Présenté par départements et par ordre alphabétique des lieux, ce guide, récigé par Alain Moreley et Guy Le Vavasseur, répertorie 6 000 musées et collections en France. Il signale évidemment leurs horaires d'ouverture et les conditions d'accès, mais aussi leur intérêt spécifique.

► Guide Seat des 6 000 musées et collections en France. Le Cherche-midi éditeur, 496 p., 98 F.

TEXTES

□ Le statut des fonctionnaires territoriaux à temps non complet. — Le Journal officiel du 22 mars a publié le décret sur les dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet: conditions de création et de recrutement, position et avancement, intégration à le fonction publique territoriale, etc.

Comment appliquer la CSG? - Le ministre de l'intérieur et le ministre délégué au budget viennent d'adresser aux préfets de département une circulaire relative à la mise en œuvre de la contribution sociale généralisée par les collectivités et les établissements publics locaux. Ce texte indique le champ d'application, l'assiette et le taux à prendre en compte, ainsi que les méthodes de recouvrement.

Guerre des pierres à Vingrau

Emploi

Suite de la page 1.

Les commerçants s'inquiètent eux aussi des conséquences sur l'image de la commune. L'engagement de la société Omya de financer en partie la construction d'une route pour permettre le passage des dizaines de camions qui devront transporter jusqu'à Salses 450 000 tonnes de minerai par an ne rassure qu'à moitié Francis Caparros. L'épicier du village voit déjà fuir les touristes qui remplissent gîtes et chambres d'hôte: « Les locations rapportent près de 600 000 francs par an au village. C'est plus que la taxe professionnelle si un concasseur était installé sur la commune.»

tallé sur la commune.»

Francis Caparros fait ainsi allusion aux rumeurs qui courent depuis quelques semaines sur l'attritude du maire. Bien qu'il soit « en tant qu'élu et en tant que citoyen hostile au projet», le socialiste militant Marcel Torredemer ne cache plus que Vingrau doit profiter d'une décision qui lui paraît inéluctable. A la taxe professionnelle pourraient en effet s'ajouter des taxes d'exploitation de 700 000 francs par an retro-édées par l'Office national des forêts, auquel appartiennent les terrains concernés.

M. le maire, qui caresse de grands projets pour Vingrau (aérodrome de vol à voile, centre enhurel polyvalent), se heurte depuis treize ans qu'il est à la mairie à la modestie (2 millions de francs) du budget de la commune. Mais son conseil municipal ayant adopté avec lui à l'umanimité, le 2 janvier dernier, un avis défavorable au projet. Marcel Torredemer se retrouve aujonrd'hui dans une situation inconfortable.

Lorsqu'il déclare, en faisant allusion aux difficultés de la viticulture dans la région : « Ce n'est pas de la carrière que Vingrau risque aujourd'hui de mourir », ses adversaires lui répondent qu'il ne tient pas compte de l'effet désastreux qu'elle produitat sur tout projet d'aménagement touristique.

Emu Jusqu'aux larmes

Les adeptes de l'escalade ont déjà annoncé qu'ils fuiraient un site défiguré. Les résidents du Pas-de-l'Echelle, dont le lotissement s'élève assez inesthétiquement sur le platean, assurent que leurs maisons vont perdre la moitié de leur valeur, ou même qu'elles deviendront invendables si une carrière s'ouvre à moins de 1 kilomètre de leurs fenêtres. Les dirigeants d'Omya répondent que leur deuxième projet prévoit des dispositions pour dissimuler l'exploitation. Depuis queiques semaines, des expériences sont menées sur le site de Tautavel pour colorer les entailles dans les parois rocheuses.

Monique Balayer, une habitante du Pas-de-l'Echelle, présidente de la Société catalane de botanique et d'écologie végétale, remarque que ces mesures risquent d'être inefficaces: « La carrière s'étendra sur la moitié des 200 hectares de forèts qui ont survécu aux incendies en 1985 et 1986. Chênes veris, oliviers, pistachiers, ainsi que des plantes rares comme les orchidées sauvages vont disparaître. »

L'ampieur des atteintes portées au paysage autour de Tautavel et le peu de précautions prises par Omya pour les premiers forages sur le site

. ;

de Vingrau ne sont en effet guère

A la suite d'une deuxième enquête publique qui s'est poursuivie iusqu'au 4 janvier dernier, c'est un avis favorable au projet qui a été déposé sur le bureau du préfet des Pyrénées-Orientales. Celui-ci, Jean-René Garnier, rendra avant l'été une décision qu'il affirme aujourd'hui ne pas avoir encore prise. Il a déjà repoussé par deux fois le POS présenté par Vingrau : « l'ai considéré dans l'intéret national de garder la possibilité d'y exploiter une carrière. » Même s'il ne cache pas avoir été « èmu jusqu'aux larmes » par le désespoir des habitants de Vingrau, le préfet démonte cependant un par un leurs arguments: « L'exploitation du gise-ment sur Opoul et Salses, avec l'accord de ces communes voisines de Vingrau, ne sera pas économiquement viable en raison de la moindre qualité du minerai. La beauté du cirque de Vingrau est déjà gâchée par le ntissement du Pas-de-l'Echelle, n

Confiant dans l'efficacité des mesures réglementaires qui seraient imposées pour limiter les nuisances, Jean-René Garnier estime qu'il est primordial de permettre à la société Omya de poursuivre son activité dans la région. « Elle emploie directement une centaine de personnes et près de cent cinquante sous-traitants dans un département qui détient, avec 18,4 % de la population sans emploi, le triste record métropolitain du chômage. »

CHRISTOPHE DE CHENAY

The second secon

Des athlètes américains à Narbonne

Le Languedoc-Roussillon souhaite valoriser son image en devenant un « lieu de répétition générale » pour les participants aux J.O. de Barcelone

INDIANAPOLIS

Femplose: a formation

erre des piélies à Vingral

and the second

¥**a**rtin E

ភ្នំពុស

2.70

11-4

المستعدد منهوري

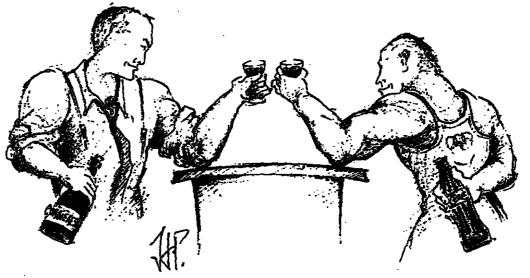
3------

t. ...

de notre envoyé spécial VEC plaisir, M. Jacques Blanc, président du conseil régional Languedoc-Roussillon, savoure l'instant. Dans le salon de cet hôtel d'Indianapolis, à deux pas du tem-ple du basket américain, il s'apprête à concrétiser un rêve. Cette idée, légèrement préten-tieuse, de transformer son pays d'Oc en base avancée des pro-chains Jeux olympiques de Barce-lone devient enfin réalité, Sa signa-ture et celle du directeur général du TAC, la Fédération américaine d'athlétisme, au bas d'une conven-tion de partenariat matérialisent la éassite de l'entreprise.

e Je souhaitais montrer qu'une région est capable de lancer un grand projet sportif qui valorise son image », explique M. Jacques Blanc. Dès son élection à la présidence de la région, en 1986, l'ancien secrétaire général du Parti républicain s'efforce d'obtenir l'organisation des Jeux méditerranéens au pays du rugby. La tâche est rude pour une manifestation aux Etats riverains de la Grande Bleue. Un premier échec face à Athènes, pour l'édition 1991, ne le décourage pas. Devenu président du comité de candidature, il multiplie les démarches et mobilise les énergies locales pour « vendre la région Languedoc-Roussillon ».

Cette nouvelle aventure se transforme en succès à la fin de l'année 1988. « A la majorité des voix, notre candidature est enfin retenue pour les XII Jeux méditerranéens en 1993 », raconte-t-il avec un brin d'émotion. Mais ces années de démarches, de « lobbying sportif », selon son expression, tui permet-



tent de découvrir que la région a une carte à jouer auprès des Jeux des a grands ». « Les infrastructures que nous prévoyons pour accueillir les athlètes méditerranéens peuvent aussi intéresser des sédérations sportives qui préparent les Jeux de Barcelone, comme lieu de répétition générale avant le mois de juil-let 1992.»

L'idée d'un Espace olympique Languedoc-Roussillon est née. M. Jacques Blanc, homme d'action, ne se contente pas d'agiter son nonveau drapeau qui fait sou-rire les habitants du Sud. Il crée une structure, confiée à M. André Cazenave-Vergez, un ancien colo-nel commandant du bataillon de Joinville, chargée de présenter les atouts d'une région proche de la Catalogne. Démarches auprès des fédérations et visites des sites se multiplient pendant l'année 1990. L'équipe de football des Emirats arabes unis passe un mois près de Nîmes pour préparer le Mondial italien, alors que les demoiselles de la gympastique américaine s'entraînent dans la même ville avant les Championnats du monde

Le « paquet-cadeau » de la ville

La signature de la convention avec le TAC est le résultat de ces contacts, de ces déplacements, de ces heures de discussions avec des sables américains aussi soucieux des conditions de sécurité que de la qualité des breakfasts

servis à leurs athlètes. « Narbonne est le meilleur endroit pour l'entraînement de nos athlètes, au terme d'une étude des diverses possibilités proposées », affirme M. Ollan C. Cassel, directeur du TAC. Les candidatures de villes italiennes on de cités de la Costa-Brava n'ont pas pesé lourd face au « calme de la ville de Narbonne ».

Movement le versement de 130 000 dollars, l'équipe US d'athlétisme bénéficiera du 7 juillet au 4 août 1992 d'un stade de l'Egassiairal rénové, d'un hôtel trois étoiles directement relié aux pistes d'entraînement et d'une salle de musculation. Un « paquetcadeau » offert par une municipalité de Narbonne quelque peu poussée par M. Jacques Blanc. Ce

premier contrat rend crédible un dossier qu'il porte avec constance lusieurs années. Il a aussi valeur d'exemple pour d'autres équipes tentées de suivre les traces de la bande à Carl Lewis dans les

villes aux toits de tuile rouge. Au cours de leur séjour aux Etats-Unis, au début du mois de mars, les responsables du Comité d'organisation des Jeux méditerranéens ont rencontré les dirigeants des fédérations américaines de natation, de lutte, de volley-ball, de cyclisme et de gymnastique. Les visiteurs à l'anglais déformé par le chewing-gum vont hanter les sites sportifs de Nimes à Montpellier en passant par Carcassonne et la Lozère, dans les mois qui viennent. « Nous avons aussi des contacts avec des sédérations canadiennes. australiennes et corèennes, qui vont être favorablement impressionnées par la signature du premier contrat », remarque M. Jacques

Le président du conseil régional est persuadé que son Espace olympique va rapidement convaincre de nouveaux clients. « Grace au sport, nous allons faire rayonner l'image du Languedoc-Roussillon», assuret-il, en imaginant les journalistes et les caméras de télévision en embuscade dans les rues de Narbonne pour guetter les sorties des stars du sprint.

L'objectif de M. Blanc est de vendre, grâce à ces visiteurs de marque, les « qualités économiques et agricoles » de sa région en espérant séduire quelques industriels à la recherche de nouveaux lieux d'implantation en Europe.

SERGE BOLLOCH

REPÈRES

AUVERGNE Le Puy voit grand

Le département de la Haute-Loire ayant pris pour slogan «Dévelop pons nos richesses», les autorités civiles et religieuses ont décidé de montrer l'exemple en mettant à l'étude un programme ambitieux d'adaptation d'un vaste ensemble hospitalier. Le Puy-en-Velay est en effet riche d'un hôtel-Dieu et d'un hôpital général, des bâtiments char-gés d'histoire, mais inadaptés à la vie

L'hôtel-Dieu a été fondé en 596 pour accueillir les pèlerins qui venaient au Puy par dévotion à la Vierge noire ou qui faisaient étape sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle. Au treizième siècle les sèlerins étant moins nombreux, l'hôtel-Dieu fut essentiellement ouvert aux pauvres. Enfin, au seizième siècle, le pouvoir royal se substitua aux autorités religieuses pour l'accueil des malades et construisit des hôpitaux généraux. Celui du Puy fut inauguré en 1687.

Cet énorme ensemble intéresse «vise» l'hôpital général pour y éta-blir le futur hôtel du département et y regrouper tous ses services. D'autre part. l'évêché et la ville du Puv envisagent de mener une opération conjointe dans l'hôtel-Dieu, qui pourrait abriter une cité épiscopale une cité d'étudiants et des locaux à vocation socio-culturelle.

Les chiffres avancés pour le moment donnent une idée de l'importance du projet : plus de 100 milfions de francs pour chacune des deux opérations. Le seul concours d'architectes, lancé pour donner des éléments d'appréciation aux différents décideurs, est doté de 1 million de francs. Des chiffres qui prennent toute leur signification quand on sait que la Haute-Loire, avec ses quelque 200 000 habitants, figure parmi les vingt-cina départements les plus pauvres de France. Son budget est de 600 millions de francs et celui du chef-licu de 150 millions.

A Camembert: les « fromagés » d'un bicentenaire

Les manifestations commerciales pour célébrer l'invention de Marie Harel aiguisent les appétits et la concurrence en pays d'Auge

ALENÇON

de notre correspondent EST injuste,

renommée du vil-lage de Camembert a été occultée par son fromage », explique Marie Yver-nat, maire adjoint, présidente du syndicat d'initiative de cette petite commune de 185 habitants, accrochée sur le versant ornais d'une colline herbue du pays d'Auge. On s'apprête à fêter le bicente-

naire de l'ainvention» de Marie Harel. En 1791, la belle fermière trouva, grâce aux conseils du prêtre réfractaire, qu'elle avait recueilli durant la tourmente révolutionnaire, ie secret de l'affinage d'un fromage fermier fabriqué dans les fermes alentour. En 1813, son gendre, Thomas Paynel, offrit ce fromage à Napoléon III, inaugurant alors le Paris-Granville. L'empereur, séduit par son goût, demanda le nom du village d'origine et... décida de le donner au fromage. Ainsi, Camem-bert allait connaître une réputation

« Réputation qui nous est quelque peu usurpée par Vinoutiers », rous-pète le maire du village, Jean Gau-bert. En effet, ce chef-lieu de canton possède deux statues de la fromagère. L'une, décapitée par le bom-bardement des Anglo-Américains, le 14 juin 1944, qui fit 144 mosts alors on'il n'y avait aucun Allemand à Vimoutiers. L'autre, offerte grâce à une souscription par les Américains, pour se faire - un peu - pardonner cette erreur stratégique.

Une boîte de 4 mètres de haut à Paris

De nombreuses manifestations De nombreuses manifestations vont débuter en même temps que la Foire de Pâques, dont le point d'orgue est la traditionnelle course cycliste Paris-Camembert. a Qui ne fait pas étape au villagé d'ailleurs », remarque Marie Yvernat. Alors que faire pour marquer le coup, pour que Camembert ne soit pas tout à fait occulté? Avec un budget global de 500 000 france la commune est de 500 000 francs, la commune est

explique-t-elle. Ces représentations émaillées de Marie Harel en coiffe remportent un beau succès. On se les arrache, on passe commande par téléphone. Bref, Camembert se porte à la boutonnière. Il aura aussi les honneurs de la capitale : Jacques Chirac va faire ériger une boîte de fromage de 4 mètres de haut devant l'Hôtel de Ville de Paris. On parle même d'une exposition à la tour Eiffel. « Mon mari est conseiller municipal d'un petit village corrézien, Margerides. Nous avons rencontré Jacques Chirac. Nous lui avons parlé de notre village normand. L'histoire de Camembert l'a beaucoup amusé et il nous a promis son appui dans le

cadre des festivités », précise la prési-dente du syndicat d'initiative. Début juin, le maire de Paris devrait être intronisé par la Confrérie du

Pour l'heure, le petit village observe avec un neu d'amertume le chef-lieu de canton s'agiter pour « récupérer » ce bicentenaire. Pugnaces, toutefois, les Camembertois ne désespèrent pas de retenir les voyageurs en autocars qui viennent en cortège se faire immortaliser sur pellicule devant la pancarte routière du village. Ils se prennent à rêver tout haut : « Et si on créait une maison du fromage?v

MICHEL LORET | 250 000 le parlent. L'enquête, effec-

La Bretagne compte ses bretonnants

Les collectivités locales s'ettorcent de sauvegarder la langue dont la pratique est en diminution

de notre correspondant OMBIEN de Bretons savent encore leur langue? Une question qui fait épisodiquement l'actualité en Bretagne, notamment quand les collectivités débattent du soutien à apporter à la culture régionale. Un sondage réalisé par un journaliste de FR 3, Fanch Broudic, par ailleurs chercheur à l'université de Brest, donne une appréciation chiffrée du nombre des bretonnants. Sur une population estimée à 1 200 000 personnes de plus de quinze ans, 665 000 comprennent le breton et tuée selon la méthode des quotas, par la société TMO de Nantes, avec le concours des conseils généraux du Finistère et des Côtes-d'Armor, sur un échantillon de 1 000 personnes. ne considère que ce qu'on appelle la base bretonne, c'est-à-dire un quadrilatère Vannes-Quimper-Brest-Paimpol, qui est historiquement la Bretagne bretonnante.

Le sondage dessine les caractéristiques de cette population. Elle est plutôt âgée, d'origine agricole, peu diplômée. C'est dans les Côtes-d'Armor (devant le Finistère) et dans les petites villes que le breton demeure le plus usité (24,5 % des habitants des communes de moins de 1 000 habitants le savent contre

habitants). C'est la première fois qu'un tel sondage est mené. Au moment du recensement général, plusieurs voix s'étaient élevées pour regretter que l'on n'en profite pas pour compter les bretonnants. Une occasion manquée, faute de relais politique suffisamment fort pour faire pression auprès de Jacques Chirac, premier ministre à l'époque de la préparation de cette opération, et président du comité national des langues de France. L'INSEE doit cependant se pencher sur la ques-tion. Il a commence à constituer un échantillon de l 300 ménages, qui servira de base à une enquête sur la pratique du breton - difficile à cerner - dont l'intérêt sera d'affiner le sondage de M. Broudic.

10.5 % pour celles de plus de 50 000

Mort lente

Mais les craintes d'une mort lente du breton se font sentir, même si d'après cette étude, 81 % des Bretons restent attachés à leur langue. Un chiffre donne la mesure de l'avenir : seulement 8 % des 20-39 ans parlent le breton. Combien d'en-fants le sauront plus tard? Fanch Broudic estime que le nombre de pratiquants a baissé de 12,6 % en

Un contexte qui amène les collec-tivités à redoubler d'efforts pour le breton. Le conseil général du Finistère, qui a nommé un M. Langue bretonne, le chanteur Yann Fanch Kemeneur, a débloqué 1 million de francs pour les panneaux bilingues à l'entrée des communes et 2,5 millions de francs pour le soutien à l'enseignement du breton dans les écoles privées et les collèges publics. Il participe aussi pour 6 millions de francs à l'apurement de la dette des écoles en breton (diwans) auxquelles il a offert un collège au Relecq-Ker-huon, près de Brest.

Les élus ne rechignent pas euxmêmes à pratiquer le breton. Loiez Laurent, directeur de l'INSEE en Bretagne, a établi que, dans le Finistère, 144 maires utilisent le breton dans leurs relations avec leurs administres, 107 dans les Côtes-d'Armor. et 24 dans le Morbihan. 30 conseillers généraux du Finistère ont, pour leur part, créé un groupe de Langues et cultures régionales. Un département qui a aussi un ministre bretonnant, Louis Le Pensec.

GABRIEL SIMON

Les Haut-Pyrénéens contre « le colonialisme administratif »

Malgré la décentralisation, l'intransigeance de l'administration peut-elle s'opposer à un consensus politique local ? Trois exemples

TARBES

de notre correspondant ES Haut-Pyrénéens sont en

colère. Ils reprochent à l'administration de bloques des projets de développe ment touristique quand ça l'ar-range, et d'imposer a contrario ses décisions dans d'autres dossiers portant atteinte à l'environnement. Deux poids, deux mesures, mal acceptés dans un département très affecté par la crise économique et dont la seule échappatoire est liée à l'exploitation de ses richesses naturelles.

Vice-président du conseil régio-nal de Midi-Pyrénées, conseiller général de Lourdes-Onest. M. José Marthe (RPR) ne cache plus son désappointement devant une situation inextricable provoquée par les interférences successives écartelant le pouvoir centralisateur et la imitée dans ses ambitions.

«Nous avons réalisé, grâce à l'appui financier (90 000 francs) des fromageries Lepetit, à Saint-Pierre-sur-Dives, grâce aussi à ma fille et une collègue préparant à Caen un BTS action commerciale et tourisme, un montage audiovisuel sur la fabrication du fromage, des affiches, un logo, des porte-clès et des pin's », logo, des porte-clès et des pin's », le pouvoir centralisateur et la classe politique locale toutes éti-classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et la classe politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie haut et fort : « Malgré la décentralisateur et les classes politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie disse politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie disse politique locale toutes éti-quettes confondues. Il le crie disse pour et étatique et les locaux seuls représentatifs de l'in-

pour eux ou ne l'est pas. Il ne faut pas se laisser impressionner par l'impérialisme des administrations», lui répond en écho le député MRG Claude Gaits. « Il faut respecter la volonté démocratique des communes », surenchérit M. Philippe Douste-Blazy (CDS), député européen, maire de Lourdes. On retrouve la même analyse dans les propos de M= Durieu (PS), conseiller général de Saint-Laurent-de-Neste.

Trois raisons de mécontentement

Si l'on excepte tous les projets concernant des sites riverains du Parc national des Pyrénées, comme celui du Pont-d'Espagne, à Cauterets, ou du Grand Site, à Gavarnie véritable sanctuaire naturel où toute initiative d'expansion se doit d'être domestiquée conscienciense-ment, les élus haut-pyrénéens ont actuellement au moins trois bonnes raisons de mécontente-

Primo: la ligne à très haute tension qui doit traverset la vallée du Louron. Autour du président du conseil général des Hautes-Pyré-nées, M. Hubert Peyou (MRG), les elus font bloc pour forcer EDF à

accepter une contre-proposition afin d'éviter de défigurer un site essentiellement touristique. Ils entendent, aujourd'hui, non plus s'opposer à ce projet énergétique, mais mieux le maîtriser en remplacant le projet initial de ligne à courant alternatif (400 000 volts) par une ligne à courant continu. Moins de câbles, moins de pylônes, davantage de possibilités d'enterrer la ligne. Après avoir levé leurs bou-cliers contre le projet, les écologistes semblent pencher eux aussi pour une solution de consensus.

Secundo: le projet de viaduc à la

sortie de la cité mariale en direction d'Argelès-Gazost. Cet ouvrage, appelé à voir le jour en 1992, suscite un désaccord entre élus et habitants des cantons concernés, et la direction départementale de l'équipement. A ce viaduc enjambant 13 hectares de terres agricoles, la trentaine de villages intéressés présèrent la solution proposée, là encore de concert, par les élus : le dédoublement de la voie existante. Non seulement ce viaduc va défigurer le site du gave de Pau mais, en plus, il risque de provoquer une mort lente des communes riveraines, isolées sur le plan économique par cet ouvrage.

Tout le monde est d'accord pour changer le tracé, sauf l'administration concernée Tertio : le lac des gaves d'Arge-

lès-Gazost. Là encore, l'unanimité politique s'est faite pour appuyer ce projet de création d'une zone de loisirs à 10 kilomètres de Lourdes. Cette fois, c'est le conseiller géné-ral, maire de la station thermale, Robert Coll (divers droite), qui peste contre le blocage de l'administration, obtenant au passage l'assentiment des autres partenaires locaux et départementaux, dont celui du sénateur maire, François Abadie (MRG).

Ce lac artificiel avait sensibilisé la préfecture des Hautes-Pyrénées par le biais de la direction départementale de l'agriculture, qui y était favorable. Mais un directeur s'en va, un autre arrive, et voilà que le projet est remis en cause.

Dans ces trois dossiers litigieux de développement économique, le préfet des Hautes-Pyrénées, M. Jacques Coeffé, se retranche derrière la stricte règle du droit dont il est le mandataire.

JEAN-JACQUES ROLLAT

HEURES LOCALES

LES GRANDS ENSEMBLES ET LA QUALITÉ DE LA VIE

Les sapeurs-artistes de la Cité de la création

Une bande d'anciens des Beaux-Arts de Lyon a choisi d'aider les habitants des cités lépreuses à mieux vivre leurs murs

de notre envoyée spéciale

N nous appelle les Red Adair des cités difficiles. » A l'image du célèbre pompier américain spécialiste des incendies nétroliers, la bande de la Cité de la création s'est attaquée à un autre foyer, non moins violent : celui du mal de vivre qui couve sous le béton hostile des grands ensembles. A grands coups de pinceaux et de fresques géantes en guise de lances, la quinzaine de «sapeurs-artistes» de cette entreprise lyonnaise ont, en effet, choisi depuis cinq ans de redonner vie aux cités lépreuses et aux murs aveugles des quartiers et banlieues dits « difficiles ».

Dans leur sillage, plusieurs pignons borgnes de Lyon ont ainsi recouvré la mémoire : à la Croix-Rousse, Guignol apostrophe désor-

du «mur des canuts»; dans le quartier des Etats-Unis, les plans futuristes de Tony Garnier sont mis en perspective à même les façades de la célèbre cité réalisée par l'architecte. Parallèlement, les bâtiments se réconcilient avec leurs occupants, comme ces écoliers d'Oullins qui ont l'impression d'entrer dans leur cahier en pénétrant dans l'école peinte en papier quadrillé, tandis qu'à l'extérieur, l'abribus symbolise un immense avion

« Les murs des maisons constituent la seconde peau de leurs habitants, estime Gilbert, l'un des sapeurs de la Cité de la création; s'ils arrivent à se sentir bien dedans, ils n'auront plus envie de se mutiler. » Histoire de lui donner raison, les taggers vengeurs de la cité Jean-

l'équipe de la Cité. Mieux encore, ce sont les gamins eux-mêmes qui protègent ce qu'ils considèrent comme « leurs » fresques. « La réhabilitation des grands ensembles ne peut pas, selon Gilbert, se limiter à la réparation des boîtes aux lettres ni au blindage des portes parce que cette réhabilitation-là ne prend pas en compte la dimension humaine »

Des fresaves mais pas l'essentiel

Inversement, reconnaissent-ils, la création artistique tombe à plat si elle ne s'accompagne pas d'une politique générale de réhabilitation traditionnelle. Et faute d'une bonne synchronisation, les élus se retrouvent devoir gérer les frustrations des habitants qui voient les fresques se réaliser alors même qu'il Mermoz de Lyon se sont arrêtés là leur manque toujours « l'essenoù commencent les panneaux tiel » : du chauffage central à l'in-

mais Gnafron par-delà la traboule peints sur chaque bâtiment, par sertion professionnelle en passant par les foyers d'accueil d'adolescents, les commerces, les espaces

> Pour faire leurs classes. Gilbert. Patrick, Pomme, Alim et les autres, pour la plupart anciens « gones des Beaux-Arts» de Lyon, ont sillonné le monde à la découverte des gens de toutes sensibilités, de Bamako à Mexico. « Où qu'ils soient, les hommes et leur environnement expriment une culture. à charge pour nous de savoir l'écouter, de la traduire et de la respecter, explique Gilbert, même si cela ne correspond pas forcèment à ce que nous souhaiterions. » Dans la cité Jean-Mermoz, par exemple, l'équipe de la Cité a demandé aux habitants quels mots étaient, pour eux, chargés de sens. Et c'est ainsi qu'une marelle est représentée sur l'immeuble M. un safari sur l'immeuble S et un... téléviseur sur l'immeuble T. « De

quel droit les jugerions-nous, s'insurge Gilbert, ce sont eux qui y vivent, non?»

Pour la bande de la Cité de la création, la réussite de cette approche sociologique préliminaire qui peut durer de quelques semaines à quelques mois, conditionne le succès de tout projet de réhabilitation artistique *a Nous* nous contentons ensuite d'utiliser l'art comme un outil, vecteur de tolérance, pour transcrire les attentes de la population que nous avons cernées.»

Le caractère novateur d'une telle démarche – « révéler leur identité aux habitants tout en les initiant à l'art contemporain » - n'a, au départ, suscité qu'un enthousiasme limité de la part des milieux artistico-cultureis. M∞ Marie-Claude Jeune, conseillère artistique à la direction régionale de l'action culturelle en Rhône-Alpes, dénonce, par exemple, le caractère « ininté*ressant »* du travail réalisé par la Cité de la création sur l'œuvre de Tony Garnier, dans la mesure où ce travail a, sur le plan esthétique, «trahi», affirme-t-elle, le sens de l'ouvrage de l'architecte. Une prévention qui ne l'empêche pas, toutefois, de reconnaître la qualité de la communication menée auprès des locataires.

Une aventure collective »

Depuis quelques mois, Gilbert et ses camarades ont ressenti que le comportement des élus avaient changé et que la réhabilitation des quartiers difficiles n'apparaissait olus comme « une démarche d'intellectuels». «Les élus viennent de plus en plus souvent nous chercher, constatent-ils, car s'ils savent analy ser le malaise des cités, ils se rendent compte qu'ils ne savent pas comment le traiter. » De fait, les dossiers s'accumulent sur les bureaux de la Cité de la création en Mulhouse, Paris, Nogent-sur-Marne et même bientôt Barcelone où la préparation des Jeux olympiques hat son plein Parallèlement leur projet de « Musée urbain Tony-Garnier» vient de se voir décerner le label de la Décennie mondiale du développement culturel, une distinction remise par l'ONU et et l'UNESCO et qui n'a consacré, cette fois-ci, qu'un seul ouvrage français parmi les cent récompen-

La bande de la Cité de la création souhaite toutefois garder la tête froide face à ces succès. L'organisation même de l'équipe ne résisterait pas à l'accumulation des chantiers. a Nous sommes quinze et entendons le rester pour que chacun d'entre nous continue de toucher le ballon de la création artistique», affirment-ils. Organisés en société coopérative de production – «la seule formule crédible à l'extérieur et conforme avec notre éthique », précise Patrick – ils souhaitent continuer de vivre avant tout l'« aventure artistique collective » qu'ils se sont tracée depuis 1977. « A l'époque, nous étions déjà les immigrés des milieux culturels. C'est peut-être pour cela que nous les comprenons mieux aujour-

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

▶ Cité de la création, 44, Grande-Rue, 69600 Oul-lins. Tél : (16) 78-50-44-57.

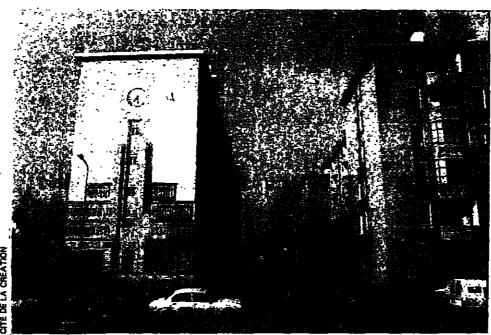
Le réveil des « Etats-Unis »

plus que c'était comme cele», s'exclame la petite grandmère en s'extasiant devant les poignées de porte en porcelaine de l'appartement témoin, verlocataires du quartier HLM des Etats-Unis, à Lyon. L'illusion est bleu et blanc abandonnée dans l'évier en pierre, les murs recou-verts de papier paint bicolore moucheté, les photos de famille iaunies, les lourds maubles d'avant-guerre... Et tous les dienne de l'époque jusqu'aux interrupteurs électriques et aux missels élimés ont été rassemblés là, comme dans un musée.

« Avec la réhabilitation en cours, le quartier des Etats est en plaine révolution et nous avons eu peur d'y perdre notre mémoire », explique l'une des membres de l'association des locataires de ce quartier qui rassemble 90 % des habitants. Le vent de la rénovation qui souffle d'habitations « à bon marché » - les premières construites à Lyon dans les années 30 par l'architecte Tony Garnier – a, en effet, chamboulé la vie de ces locataires, dont certains vivent là depuis quatre générations.

Les logements restaurés (460 sur 1 567) sont méconnaissables et les fresques du futur Musée urbain Tony Garnier mettant en scène les projets de Cité industrielle de l'architecte, habillent déjà six des seize pignons de ces immeubles. Les unes après les autres, les boutiques font peau neuve alors que certains commerces de proximité s'éteignent. Parallèlement, la liste des demandes s'allonge à l'Office HLM de la communauté urbaine de Lyon (COURLY), propriétaire des logements, pour venir vivre dans ce quartier de tradition ouvrière qui, jusqu'à maintenant, vivait replié sur

Les touristes font le détour pour venir admirer les fresques et notamment l'horloge à vingt-



Une des seize peintures murales du Musée urbain Tony Gamiei

quatre chiffres qui a été intégrée à l'un des murs et dont pas un des habitants n'ignore le fonc-tionnement grâce à un bulletin publié par la Cité de la création. Ouvert deux jours par semaine depuis novembre dernier, l'appartement témoin a, pour sa part, déjà accueilli près de cinq cents visiteurs, «On a même eu un groupe d'architectes indonésiens ! », s'exclame une autre locataire. Une association devrait d'ailleurs être créée pour s'occuper des visites, assurées jusqu'ici bénévolement par les

« En créant ce musée, nous avons voulu recréer l'atmosphère de l'époque où nous avons pris possession de ces appartements », explique Eddie Gilles, président de l'association. « Tous les locataires nous ont donné quelque chose pour l'aménager », poursuit-il et même parfois des objets de

valeur : lampe Gallé, collection de bijoux en or arts déco... L'Of-fice HLM de la COURLY a, pour sa part, mis gracieusement à disposition l'appartement, dont il prend en charge l'électricité et le chauffage, ce qui n'a pas manqué de susciter une certaine amertume dans la liste des

Un exemple de « tissu urbain intelligent »

L'Office, qui a injecté 23 millions de francs dans la réhabilitation de ces immeubles (dont 5,3 millions consacrés à la réalisation des fresques), en a aussi profité pour se décentraliser et se rapprocher de ses locataires. Pour la première fois, son agence locale a hérité de réels pouvoirs dans l'administration des immeubles et la gestion des

Reste que cet éveil du quartier ne s'est pas fait sens jalousies ni grincements de dents. «On a donné de l'argent pour peindre des fresques alors que les immeubles n'ont toujours pas d'ascenseurs », regrette toujours M. Henri Vianay, maire du huitième arrondissement de Lyon. « Je ne peux être que favorable à cette valorisation, ajoute-t-il, mais sur le fond, elle me dérange... » Cette valorisation sociale et culturelle doit faire figure d'exemple d'un stissu urbain intelligent », estime au contraire M. Philippe Valode, vice-président délégué de l'office HLM de la COURLY. Le débat n'est pas clos, mais c'est dire si la route est encore longue pour faire accepter la combinaison « valorisation sociale et

cadre de vie esthétique».

REPÈRES

ALSACE

Des parcmètres trop intelligents à Ŝtrasbourg

Strasbourg renonce aux horoda teurs « intelligents » installés dans le centre-ville en septembre 1989. Ces appareils de marque Radioparc acceptaient indifféremment des pièces de monnaie ou une carte de paiement spéciale Transparc. Ils encaissaient ainsi la durée exacte du stationnement, remboursaient éventuellement le trop-perçu et évitaient d'avoir à poser une attestation derrière le pare-brise. A l'expérience, les automobilistes stras-bourgeois et les visiteurs étaient désemparés par ces machines complexes sur lesquelles il fallait pianoter son numéro d'immatriculation; d'après la mairie, clles ont connu également de sérieuses défaillances techniques.

La ville de Strasbourg en a donc tiré la leçon et renonce aux quinze appareils déjà posés pour contrôler 270 places de stationnement. Ces horodateurs ont été démontés il y a quelques mois, mais le conseil municipal a dû délibérer officiellement pour avaliser le remboursement des cartes magnétiques encore inutilisées.

POITOU-CHARENTES Un observatoire atlantique des formations

L'arc atlantique s'organise, en particulier dix de ses vingt-deux régions regroupées au sein du Sud-Europe-Atlantique. Réunies pendant deux jours au Futuroscope, près de Poitiers, pour échanger leurs vues sur la coopération et la formation, celles-ci ont décidé la création d'un observatoire atlantique des formations : il aura notamment pour mission d'assurer le suivi et la gestion des opérations engagées et de faciliter les échanges de programmes pédagogiques. Sa première réunion de travail aura lieu le 23 avril à Madrid.

La formation constitue un axe majeur des politiques régionales : le Poitou-Charentes en fait sa priorité, le Centre y consacre 56 % de son budget et le gouvernement b que de José Antonio Ardanza fait également de la formation son leitmotiv: « Nous voulons ajouter notre marque à la construction européenne, souligne-t-il. Les pré-sidents des dix régions du Sud-Europe-Atlantique ont profité de leur rencontre pour plaider en faveur d'un TGV Atlantique qui se prolongerait jusqu'à Madrid et à Séville avec des connexions vers Santiago. Porto et Lisbonne.

ن نيخ ايت

1

4

RECRUTEMENT

Vers un consensus sur la formation territoriale

Le groupe de travail sur la fonc-tion publique territoriale, invité en décembre dernier par Philippe Marchand à étudier le problème crucial de la formation, s'est à nouveau réuni le 21 mars. Pour inciter les élus à embaucher les recrues des concours (plutôt que des contractuels ou des agents détachés, immédiatement disponibles). il s'est montré largement favorable une réforme du dispositif

La pinpart des participants se sont prononcés pour un découpage de la formation en un tronc commun de courte durée et une période d'adaptation à l'emploi plus tardive et plus étirée dans le temps. Ils ont rejeté l'hypothèse la plus avantageuse pour les agents, qui consistait à les former et à les rétribuer dès leur succès au concours. Ce dispositif déplaisait concours. Ce dispositif depiaisant fortement aux élus, puisqu'il exigeait une hausse de la cotisation versée au CNFPT. De plus, il ne permettait pas de mettre fin à la pratique des «reçus-collés», les collectivités ayant toujours la liberté de choisir leurs collabora-

Le groupe de travail a demandé la nomination d'un rapporteur, chargé d'élaborer un aménagement des statuts. Il a également réclamé un élargissement de ses compé-tences à l'ensemble des problèmes de la fonction publique territoriale : rémunérations, primes, seuils démographiques. Le prochain rendez-vous aura lieu après les grandes vacances.

Ce supplément a été réalisé avec la collaboration de nos correspondants : Jean-Pierre Foron (Le Pay), Michel Lérêque (Poitiers) et Jacques Fortier (Strası,

Le skate-board : une nouvelle pratique de la ville par Michel Fize

Pour réconcilier les adolescents avec la ville, le sociologue Michel Fize prè-conise que les municipalités réhabilitent la fonction ludique de l'espace urbain, notamment par l'aménagement d'équipements pour la pratique

N connaît le mauvais ajustement entre les jeunes et la ville. Combien sont-elles les communes où la place du jeu est prévue? L'univers de la ville moderne est fonctionnel. Il répond d'abord aux principes d'utilité sociale. Résultat : la fonction ludique est souvent négligée au profit des fonctions commerciales et administratives. Il en résulte une rareté d'espaces pour les ennes, improductifs par nature. Cette situation est d'autant plus grave

and the second s

qu'ont aujourd'hui disparu ces ter-rains vagues où les enfants pouvaient se livrer à des jeux improvisés. Il s'ensuit des phénomènes d'appropriation ou de réappropriation de territoires interdits, des réaménagements d'espaces publics et collectifs à des fins ludiques. Et cela d'autant plus que l'espace apparaît aux adolescents comme la seule ressource dont ils disposent encore pour se forger une identité, donner un sens à leur

Investissement illégitime? Non, si l'on vent bien considérer que « l'espace public est un espace accessible n'importe quand... par n'importe qui. sans aucune discrimination, pour des activités qui ne sont pas nécessaire-ment explicitement déterminées » (1). Qui, répond l'autorité publique, qui

en perd le contrôle. En effet, ces territoires occupés deviennent des espaces privés, sur lesquels s'affirme une maîtrise exclusive. Ils traduisent le reiet par les ieunes des lieux assignés. désignés, non transformables. D'où le relatif échec des maisons des jeunes et de la culture, mais aussi des mouvements sportifs traditionnels. L'adolescent a besoin de construire et d'organiser lui-même son espace. Ainsi à propos du skate-board : la ville devient « le lieu de tous les affronte-

Les adolescents-skaters opèrent, aux yeux du pouvoir, un véritable détournement des lieux et biens publics. Trottoirs, places et autres parkings perdent leur destination première pour devenir des objets ludiques. Un sont peu fréquents et rarement graves. En revanche, le skate est bruyant.

un obstacle à franchir, la rue redevient un vaste terrain d'aventures et s'affirme avec ses normes, ses cadres spécifiques, sa musique, son langage.

Régulation de la violence

Désordre urbain, viol de la sécurité publique, crie la collectivité. Jugée ingereuse, pour les biens (elle dégraderait le mobilier urbain) et les personnes (elle agresserait les usagers des voies publiques), la pratique du skate-board est alors condamnée, et parfois sanctionnée, de peines d'amendes. Or, si la dégradation des biens ne paraît guère contestable, quoique légère, les accidents causés aux tiers

An lieu de sévir, certaines municipalités préférent prévenir : elles aménagent des espaces avec implantation de rampes et création de clubs. Autrement dit, on éponge la violence adolescente, et on garde la maîtrise de l'espace. On sait, en effet, depuis longtemps que le sport organisé est un instrument discret de régulation sociale de la violence physique, qu'il permet de pacifier les corps et de tempérer l'usage illégitime de la force.

(i) J. Rémy, L. Voye, Ordre et violence, PUF, 1981, 93p.

▶ Michel Fize est sociologue au CNRS, auteur de la Démocratie familiale, aux Presses de la Renaissance, 1991.

Ouverture sociale en Europe

La proposition de la Commission de Bruxelles visant à favoriser, chaque fois que cela sera possible, un accord cadre interprofessionnel au niveau européen est accueillie avec intérêt par les partenaires sociaux (le Monde du 30 mars). Le secrétaire général de la CFDT, M. Jean Kaspar, juge un tel engagement « positif », même s'il est entouré encore de bien d'ambiguités et d'incertitudes, tant il est vrai que l'esquisse de l'Europa sociale tarde à se

Mais le fait le plus nouveau est qu'au sein du patronat européen, traditionnellement opposé à des négociations européennes centralisatrices et contraignantes, les positions évoluent. Dans l'entourage du CNPF, on juge ainsi que « l'approche envisagée apporte plus d'avantages que d'inconvénients », dès lors que certaines conditions sont réunies. L'idée est de définir plus clairement les domaines d'intervention sociale, l'articulation entre les niveaux de négociation et surtout la notion de *e subsidiarité* », afin de faire le trì entre ce qui est de la

est de la compétence européenne, contractuelle ou Pour l'heure, ni l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE) ni la Confédération européenne des syndicats (CES), qui sujets au sein d'un groupe ad hoc avec le Comité européen des entreprises publiques, n'ont officiellement pris position. Un gentleman's agreement entre des partenaires sociaux

reconnus et la Commission n'est pourtant pas hors de portée. Encore faut il que l'UNICE et la CES aient un mandat pour aussi une liste de négociateurs habilités, la Confédération européenne des cadres n'étant pas reconnue, la CGT n'étant pas à la CES, les PME à l'UNICE,

Une autre question est de savoir quel sort sera réservé à ces accords-cadres. Le projet de la Commission prévoit qu'une décision du conseil pourre les rendre obligatoires. Mais ces textes contractuels se suffiront-ils à eux-mêmes ou seront-ils traduits en Instruments communautaires? Ces interrogations nourrissent le débat au sein de l'UNICE, où les patronats britannique et allemand paraissent les plus réticents. Pourtant, l'idée d'un coup de frein à la réglementation bruxelloise, les règles sociales communautaires étant négociées par les praticiens du social, séduit une partie du patronat. Comme le confie M. Zygmunt Tyszkiewicz, secrétaire général de l'UNICE, ≰si l'autre branche de l'alternative, c'est une avalanche de directives, alors l'accord cadra serait un moindre mal ». Un réalisme prometteur.

- E3

. - :15

منتشن والم

SE CHERAY

MICHEL NOBLECOURT

Suppression du monopole de douze entreprises publiques

Relance de la révolution néolibérale au Pérou

En supprimant le monopole de douze entreprises publiques péruviennes, M. Carlos Bolonia, nommé ministre de l'économie et des finances il y a quarante jours, a porté un nouveau coup au capitalisme d'Etat qu'il veut démanteler pour implanter un modèle néolibéral.

correspondance

Ces douze entreprises publiques avaient été créées il y a une ving-taine d'années, pendant le régime militaire du général Velasco : certaines étaient censées assurer la commercialisation de produits de première nécessité, d'autres orien-taient le crédit vers les mines et l'agriculture; d'autres, enfin, étaient responsables de l'information offiresponsantes de l'information car-cielle. Désormais, ces entreprises seront soumises au jeu de la libre concurrence, et l'abolition des privi-lèges touchers prochainement un nouveau lot d'entreprises.

La privatisation du secteur public est pourtant loin de marcher aussi vite que le voudrait M. Bolonia. Il reconnaît avoir du céder aux pressions présidentielles pour réduire de 80 à 8 les premières entreprises dont l'Etat a commencé à se défaire début mars. Les réformes structurelles vont pourtant bon train. En quarante jours, cet économiste thatchérien s'est attaqué à la fois à la diminution de l'activité productive de l'Etat, à la libéralisation du commerce extérieur en abaissant brus-quement les barrières douanières de 50 % à 15 % et à la législation du

Il reconnaît des lacunes parce que, dit-il, « nous n'avons encore rien foit de significatif en agriculture et nous avons trop négligé le coût social ». En effet, trois jours de grève générale, décrétée par les syndicats paysans dons les reproductes et une compine dans les campagnes, et une semaine d'affrontements dans la capitale entre forces de l'ordre et grévistes (entre autres des infirmières, des centre autres des infrimeres, des salariés de l'Entreprise générale des eaux - cela en pleine épidémie de choléra - et aussi des épouses de policiers et de subalternes de l'armée) mettent en relief le coût des mesures adoptées par le régime Fuji-mori. Tout d'abord avec l'ajuste-ment draconien du 8 août 1990 pour juguler l'hyper-inflation, puis avec le nouveau train de mesures lancé la veille de Noël; enfin, avec les réformes structurelles du minis-

Un « trou » de 800 millions de dollars

Le schéma néolibéral est bien connu : le Pérou de M. Bolonia ne connu : le Pérou de M. Bolonia ne fait que suivre le sentier abrupt emprunté par son voisin bolivien. Mais le « miracle bolivien » est à démontrer et il reste à prouver que l'expérience bolivienne puisse s'appliquer mécaniquement au Pérou. Tout d'abord parce que le poids de la cocaîne pèse davantage dans l'économie bolivienne; ensuite parce que l'industrie péruvienne, même si que l'industrie péruvienne, même si elle est souvent obsolète, est une importante source d'emplois urbains. Enfin, et surtout, parce que la violence subversive fait toujours de nouveaux adeptes et que les mesures néolibérales risquent de jeter dans le désespoir ou la révolte un nombre croissant de laissés-pour-compte. M. Bolonia ne veut pas céder aux pressions sociales parce qu'il reconnaît que « le talon

d'Achille du programme, c'est le défi-cit fiscal ». En effet, il doit couvrir un «trou» de 800 millions de dol-lars (4,56 milliards de francs) dans son budget 1991. Une partie impor-tante de ce montant correspond au remboursement des créances vis-à-vis des organismes multilatéraux de financement et au coût de la réinser-tion au sein de la communauté monétaire internationale.

M. Camdessus, directeur du FMl, s'est personaellement engagé à débusquer ce crédit-relais de 800 millions de dollars, mais, jusqu'à présent, l'opération sauvetage a été un êchec que les autorités mettent sur le compte de la guerre du Golfe. Aujourd'hui, M. Bolonia entreprend une tournée aux Elais-linis et au Laron, afin de relancer Unis et au Japon, afin de relancer personnellement cette proposition, octroi du crédit-relais étant vital pour épauler le précaire processus d'ajustement économique et de réformes structurelles. Il ne part pas les mains vides, puisque, depuis août dernier, le Pérou a applique à la lettre les recommandations du FMI et de la Banque mon-

Les premiers résultats sont posi-tifs : le taux moyen d'inflation men-suelle est tombé de 40 à 10 %; le déficit budeétaire s'est conside ment réduit. L'envers de la médaille, ce sont les 300 000 à 500 000 nouveaux chômeurs qui viendront disputer aux millions de travailleurs informels la place sur le marché et, surtout, les 12 à 15 millions de Péruviens qui luttent quotidiennement pour leur survie, le choléra - un des derniers fléaux à s'être abattu sur le Pérou - n'étant qu'un des multiples stigmates de l'extrême

NICOLE BONNET

Dixième plan économique en vingt mois

Le gouvernement argentin tente de stabiliser le taux de change entre le dollar et l'austral

lancement d'un nouveau plan économique, le dixième en vingt mois de gouvernement péroniste, qui sera appliqué à partir du 1° avril. Annoncé depuis plusieurs jours par le ministre de l'économie, M. Domingo Cavallo, ce plan, qui s'engage résolument sur la voie de l'économie de marché choisie par le président Carlos Menem dès son antvée au pouvoir en juillet 1989, a valeur de loi. Après avoir recu l'avai du Sénat, il a été approuvé. mercredi 27 mars, par la Chambre des députés, après plus de douze heures de débats et l'opposition des radicaux et des partis de

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

Le dixième plan économique du gouvernement péroniste garantit la convertibilité entre le dollar et l'ausreal une baisse des taux d'intérêt. l'ouverture de l'économie argentine aux importations étrangères. L'objec-tif est audacieux puisqu'il s'agit d'obtenir la stabilité des prix, d'enrayer l'inflation, de combler le déficit des finances publiques et de relancer l'activité économique. Il vient, en fait, renforcer les mesures prises par M. Cavallo des sa prise de lonctions

la politique de rigneur et de réforme de l'Etat entreprise par M. Menem.

« Dollarisation » ou monnaie forte

Alors que la presse locale parle une « dollarisation » de l'économie d'une «doi argentine, M. Cavallo préfère évoquer ala création de conditions en faveur d'une monnaie forte». C'est avec l'appui des milieux financiers que le gouvernement, qui se réserve le droit de modifier le nom de l'austral ou de le dévaluer, espère atteindre une stabilité des prix, soumis jusqu'à présent aux variations du taux de change du dollar et aux aléas de l'inflation. A présent, le cours du dollar devrait être garanti à 10 000 australs. Le flambant ministre de l'économie s'apprête à court terme à livrer une bataille cruciale puisque, dès le mois d'avril, il souhaite faire tomber le taux d'infla-tion annuel à moins de 15 % (contre 27 % pour le seul mois de février).

Avant même l'application du «plan Cavallo 2», les tarifs publics ont été augmentés de 5 à 29 %, et le ministre de l'économie a promis qu'il n'y aurait pas d'autre augmentation. Il a aussi menacé de sévères sanctions les entreprises privées, qui se sont ssées de faire monter les prix : 20 % pour certains produits laitiers.

Plutôt qu'un plan, les détracteurs de M. Cavallo estiment qu'il s'agit d'une série de réajustements qui ne

Le début de l'automne austral en février (le Monde du 5 février), appliquées sans succès en Argentine est marqué par le dictature militaire. Au rang des mécontents : les industriels, déjà affectés par la récession, qui criti quent l'ouverture pratiquement totale du marché aux importations étrangères. « C'est la carte de la dernière chance du président Menem. » Ce commentaire d'un banquier argentin résume le ressentiment qui prévaut à Buenos-Aires à six mois d'élections partielles (gouverneurs des provinces, renouvellement d'une partie de la Chambre des députés, maires) qui s'annoncent difficiles pour le parti péroniste. Certains observateurs comparent ces mesures au «plan austral» de l'ancien président Raul Alfonsi (radical), lancé avant les élections de 1985. Malgré les déclarations du pré-sident Menem, qui se défend de toute manœuvre électoraliste, la volonté de M. Cavalio de s'assurer l'approbation du Congrès est interprétée comme la recherche d'un appui politique en

> Sur le plan social, la politique de rigueur imposée par le président péroniste entraîne un malaise croissant. Le produit intérieur brut par habitant en 1990 a baissé de 6 %, et plus de 42 % de la population du grand Buenos-Aires vit dans une pauvreté extreme, ce qui explique sans aucur doute la chute de la cote de popula rité du chef de l'Etat : 68 % de mécontents selon un dernier sondage

pleine année électorale.

Hausse de 1,1 % de l'indice composite en février

Des signes encourageants pour la conjoncture américaine

pour la première fois depuis plu-sieurs mois, un indicateur économique global indiquant une reprise de l'activité. Selon les statistiques publiées vendredi 29 mars par le département du commerce, l'indice composite a augmenté de 1,1 % en février, après avoir cluté de 0.5 % le mois précédent. Il s'agit de la première hausse de cet indice -reflet de résultats enregistrés dans la plupart des secteurs de l'économie – depuis le mois de juin 1990. Sur les onze criteres pris en compte dans l'indice, seules les statistiques de l'emploi et celles relatives aux carnets de commandes étaient négatives en février. La pro-gression de l'indice est surtout liée à la forte hausse des cours de la Bourse et à la reprise de la confignce des consommateurs.

La publication de l'indice composite survient qualques jours après les déclarations du secrétaire au Trésor, M. Nicholas Brady, indiquant que l'éco-nomie américaine montrait

Les Etats-Unis ont enregistré, désormais des signes « tangibles > de reprise. Mardi 26 mars, le Conference Board, organisation patronale américeine, a fair savoir que, selon ses calcuis, la confiance des Américains dans leur économie avait fortement progressé en mars. Vendredi, le département du commerce a également annoncé que les ventes de logements neufs avaient progressé de 16,2 % en février.

Après le fort recul du PNB enregistré au quatrième trimestre de 1990, l'indice composite, de la conjoncture économique à court terme (de six à neuf mois), pourrait signaler que les Etats-Unis sont sur le point de retrouver le chemin de la croissance. Compte tenu du climat très particulier prévalant en février, en raison du conflit dans le Golfe et de l'euphorie boursière, la prudence s'impose

L'OCDE satisfaite de la croissance de l'aide française au développement

d'aide au développement (CAD) de quatre pays membres de l'OCDE POCDE, tenue vendredì 29 mars à Paris et consacrée à la France, les experts de l'Organisation internatio-nale se sont «félicités de la progression continue de l'aide française». En 1989, le montant de l'aide francaise au développement (qui n'inclut pas celle aux départements et territoires d'outre-mer) a progressé de 11,9 %, s'élevant à 5,2 milliards de dollars (33,2 milliards de francs au taux de change de 1989), soit 0,54 % du PNB, contre 0,50 % l'an-

En moyenne pondérée, les vingtont consacré, en 1989, 0,33 % de leur PNB à l'aide au développement. Le CAD estime que les versements français ont « encore augmenté en 1990, tant en volume qu'en pourcentage du PNB», et a appouvé a l'assouplissement continu des conditions financières de l'aide fran-çaise». Malgré cette évolution, la France n'a pas encore atteint le pourcentage de 0,7 % du PIB que les Nations unies considèrent comme référence pour l'aide au développement des pays industrialisés.

L'inflation au Japon a atteint 3.1 % pour l'année budgétaire 1990

s'apaisent pas au Japon. La hausse des prix à la consommation au mois de mars aura été de 3.7 % par rapport à mars 1990, selon l'agence économique gouvernementale qui vient de publier les indices. En février, la hausse annuelle avait été de 3,9 %. Sur l'année budgétaire nippone, qui s'est achevée fin mars, l'inflation aura été de

D Les Japonais achètent moins d'immenbles anx Etats-Unis. - Les achats japonais d'immeubles et de bâtiments aux Etats-Unis ont baissé en 1990 de 20 %, selon le cabinet Kenneth Leventhal, pour atteindre 13 milliards de dollars (65 milliards de francs). Déjà, avec 14,8 miliards de dollars, 1989 avait marqué une réduction sur 1988, année record avec 16,5 milliards de dollars. Les grands investisseurs que sont les banques nipponnes semblent se tourner vers d'autres investissements et la décroissance devrait se poursuivre. En six ans, les Japonais auront tout de même acheté pour 70 milliards de dollars aux Etats-unis dont des immeubles de prestige comme le CHRISTINE LEGRAND | Rockfeller Center de New-York.

Les pressions inflationnistes ne La menace est prise au sérieux par la Banque du Japon qui a resserre la politique monétaire depuis deux ans et qui estime nécessaire. au vu des indices, de maintenir le corset serré. Les analystes financiers ne partagent toutefois pas cette opinion et ils pensent en général que l'institut d'émission nippon devra abaisser légèrement ses taux d'intérêt pour contrecarrer le ralentissement de l'activité.

> Sud a atteint 9 % en 1990. - Selon un rapport de la Banque de Corée. publié vendredi 29 mars, le taux de croissance du produit national brut de la Corée du Sud s'est élevé à 9 % l'an dernier, contre 6,8 % l'année précédente. Cette augmentation très rapide de l'activité s'explique principalement, selon les autorités, par la forte hausse de la demande intérieure, et non par le dynamisme des exportations. Au cours des deux premiers mois de 1991, le déficit commercial coréen s'est élevé à 3,3 milliards de dollars (16,5 milliards de francs), contre 1.2 milliard seulement au cours de la période correspondante

Avec France SCAPI ou Immoption

Les financiers veulent appliquer les techniques boursières à l'immobilier

L'immobilier intéresse les financiers qui envisagent d'y appliquer leurs techniques pour rendre plus aisées les transactions. France SCAPI, firme rassemblant les grands de l'assurance, se propose de coter directement les immeubles en Bourse. De son côté, Finacor, premier courtier sur le MATIF, crée immoption, une structure d'intermédiation permettant de traiter de e gré à gré » des options d'achets ou de ventes d'immeubles

Depuis les premiers jours de mars, la Société des Bourses françaises (SBF), organisme charge du fonctionnement du marché, étudie le principe d'une cotation des immeubles à la suite du dépôt

d'un dossier par France SCAPI. Cette jeune firme créée en octobre 1990 à l'initiative de M. Roger Papaz, ancien directeur général des AGF, a développé une nouvelle notion, la SCAPI (société en commandite par actions de propriété d'immeuble), pour permettre de négocier en Bourse des immeubles aussi facilement que des titres mobiliers. Le principe est le sui-vant : se rapprocher le plus possi-ble d'une détention directe d'une part d'actif immobilier prestigieux situé dans les grandes avenues parisiennes. Chaque SCAPI sera constituée d'un immeuble déterminé, et sera divisée en un nombre d'actions correspondant au nombre de mètres carrés (ou fraction de mètres carrés selon les quartiers) du bâtiment. Le dividende verse sera composé des loyers après déductions des charges.

Pour les institutionnels, les SCAPI leur permettront de vendre en tranches une partie de leur natrimoine pour réaliser ainsi des plus-values de cession. Ce marché pourra être accessible aux particuliers, désireux de s'offrir des mètres carrès au cœur de Paris et d'acheter des valeurs dont la décote, théoriquement, devrait être inférieure à celles des autres titres fonciers actuellement négociés en Bourse. La SCAPI pourra-t-elle être opéable? Oui, en principe affirment ses initiateurs, mais il faudra lancer une offre d'achat sur l'intégralité du capital pour ne pas léser les minoritaires. Toutefois, le changement de gérance ne se fera pas par une simple prise de contrôle de l'affaire. D'autres conditions vont être définies par France SCAPI qui sera alors chargée de veiller à leur application.

Ce projet, toujours à l'étude, intéresse en particulier les assu-reurs, d'ailleurs très présents dans capital de France SCAPI. Les AGF, le GAN, l'UAP et AXA détiennent chacun 12,5 % des parts, les 50 % restants étant entre les mains d'Acofi (Actions com-merciales en Finance), un holding de participations où figurent parmi les premiers actionnaires le Crédit national, GFF, Altus, La Mondiale et le groupe Harwanne.

Si les négociations d'actions de SCAPI seront effectuées sur le marché officiel, Immoption, la structure d'intermédiation créée par Finacor, a choisi le gré à gré pour lancer son marché d'options. Le principe est, pour un investisseur, de a gérer le temps » et de se soustraire en partie aux fluctuations des cycles immobiliers. Pour cela l'intervenant effectue un

plement en achetant ou en vendant une option à un prix fixé d'avance concernant un immeuble bien défini, option qui sera abandonnée ou encaissée par l'acheteur ou par le vendeur s'il choisit de ne pas effectuer l'achat ou la vente de son

En effet, les promoteurs ont besoin d'assurer leur marge contre les aléas de la conjoncture et de protéger leurs programmes dont l'échec peut, le cas échéant, les faire disparaître. Dans ce cas, ils achèteront les options de vente, c'est-à-dire le droit de céder leurs programmes plus tard à un prix fixé d'avance. Inversement, les banques ou compagnies d'assurances, propriétaires d'un immeuble, pourront, si elles veulent ceder, vendre une option d'achat, toujours à un prix fixé d'avance, à

seur par exemple, qui, lui aussi, veut se garantir contre un éventuelle chute des prix, notamment en abandonnant son option d'achat. Quant au propriétaire actuel, même s'il ne vend pas, le lancement de l'option d'achat améliorera la rentabilité de son immeuble. Autre cible d'immoption, le crédit-bail immobilier avec, là aussi, des possibilités de négoce d'option, d'achat ou de vente, qui se feront de gré à gré avec la garantie mumelle de Finacor. Présidée par M. Michel Roche, directeur général de Finacor et dirigée par M. François Touper avec comme conseiller M. Jean-Loup Telinge, Immoption a déjà trouvé l'appui de deux banques, Sofal et Worms. D. G. et F. R.

un candidat acheteur, un investis

ECONOMIE

Encouragé par les services du premier ministre

Un accord est en vue entre Angoulême et ses créanciers

Un accord est en vue entre la ville d'Angoulême et le Crédit local de France (CLF), son plus important créancier, à l'issue d'une négociation qui a réuni, vendredi 29 mars, à l'hôtel Matignon, M. Georges Chavanes, maire (CDS) de la ville et M. Pierre Richard, président du CLF. Vivement encouragees par les services du premier ministre, les deux parties ont rapproché leurs points de vue sur le plan à mettre en œuvre pour rétablir la situation financière catastrophique de la cité charentaise (le Monde du 5 février).

Le groupe Caisse des dépôts-Crédit local de France accepte le principe d'un abandon d'une partie de ses intérêts, l'autre partie étant différée pendant cinq ans. Pour sa part, le maire d'Angoulème, après avoir dra-matisé la situation en menaçant les

prêteurs et les services de l'État de poursuites en contentieux, admet un étalement du plan de restructuration sur dix ans au lieu de cinq. Afin d'accélérer le remboursement des petits prêteurs - essentiellement des mutuelles et des compagnies d'assurances - le CLF consentira à la ville un prêt à intérêts réduits d'environ 120 millions. L'effort de l'Etat portera sur une aide de trésorerie. D'accord sur la démarche amiable voulue par M. Michel Rocard, les deux parties sont convenues de se revoir une dernière fois le 9 avril pour concrétiser l'accord. Entre-temps, une commission d'experts indépendants sera chargée de mettre au point « les chifjies prévisionnels de recettes et de dépenses de gestion de la ville pour les

Au tribunal de Paris

Les demandes d'interdiction de la publicité comparative des centres Leclerc ont été rejetées

Le tribunal des référés de Paris a rejeté, vendredi 29 mars, les demandes formulées par la Confédération nationale de la boulangerie française, la Fédération nationale des chambres syndicales des horlogers-bijoutiers et le Conseil national de l'ordre des pharmaciens, qui souhaitaient obtenir la condamnation des centres Edouard Leclerc et de l'agence RSCG pour une campagne de publicité comparative diffusée les 18 et 19 mars.

En constatant que la campagne est terminée, le tribunal note dans son jugement que les demandes d'interdiction apparaissent désormais sans objet. Cependant, les bijoutiers et les boulangers avaient sollicité une indemnité provisionnelle à valoir sur les dommages et intérêts qui pourraient leur être accordés ultérieurement par les juges civils. Mais les magistrats relèvent que le litige ne présente pas le caractère de l'« évidence ». indispensable pour assurer la compétence d'une juridiction de réfé-

O Grèves à Air France : peu de perturbations. - Les arrêts de travail de trois heures quarante organisés, du vendredi 29 au dimanche 31 mars, parmi le personnel au sol d'Air France de l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle par les syndicats CGT. CFDT, FO et SNMSAC n'ont pas provoqué, le 29 mars, de retards significatifs pour les passagers. Afin de poursuivre leur action contre le plan d'économies décidé par la direction pour limiter le déficit consécutif à la guerre du Golfe, les syndicats essaient d'étendre le mouvement à l'aéroport d'Orly, où des mots d'ordre de grève de vingt quatre-heures ont été lancés, le samedi 30 et le

 La Générale des eaux prend le (Compagnie générale d'entreprises automobiles), filiale de la Générale des eaux, dont l'activité est pour 40 % environ consacrée aux transports routiers de voyageurs, urbains ou interurbains (avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 1,8 milliard de francs en 1990), va se renforcer dans le transport interurbain en prenant le contrôle de Gagneraud. Cette société régionale forte de quatre cents salaries, possède notam-ment les Rapides de Lorraine et les Rapides de la Côte d'Azur. Le montant de la transaction n'est pas

COMMUNICATION

Télévision et protection de l'enfance

Le CSA assouplit sa position sur la censure des films

Le Conseil supérieur de l'audiovi-suel assouplit sa position sur la diffusion à la télévision des films pouvant heurter la sensibilité des enfants. Dans une lettre adressée le 25 mars aux chaînes, M. Jacques Boutet substitue un contrôle a posteriori à une censure a priori pour les films interdits aux moins de douze ans. Les télévisions seront libres « d'apprécier si l'évolution des mæurs et des mentalités et l'effet sur la perception du film de sa transposition à la télévision rendent la diffusion de ces œuvres compatibles avec la présence de jeunes téléspectateurs devant le petit écran ».

En revanche, les longs métrages interdits au moins de seize ans restent exclus du petit écran avant 22 h 30. De même, le CSA « recommande avec insistance » aux télévisions de faire le mardi et pendant les congés scolaires des soirées tout

C'est en juillet 1989 que - réagissant à la programmation en pre-mière partie de soirée de nombreux films érotiques par la Cinq et de Portier de nuit par FR 3 - le CSA avait décidé d'appliquer dans toute sa rigueur l'article 15 de la loi sur l'audiovisuel (le Monde, nos éditions des 7 et 8 juillet 1989). Un article qui confère au Conseil le devoir de protéger l'enfance contre les agresprotega l'image, et en vertu duquel les «sages» avaient proscrit, sur le petit écran avant 22 h 30 tous les films interdits aux moins de douze ans. La décision avait soulevé de nombreuses protestations dans les milieux du cinéma et une certaine irritation chez M. Jack Lang, soucieux des conséquences d'une telle mesure sur le septième art.

Les chaînes, premiers partenaires économiques de la production cinématographique française, ont en effet immédiatement réagi. « Nous n'allons pas continuer à investir dans des films de cinema sans être certains de pouvoir les dissuser aux heures de grande écoute», décla-

rait alors M. Etienne Mougeotte, vice-président de TF 1. De fait, de nombreux contrats de coproduction entre la télévision et le cinéma ont fait figurer des clauses suspensives liées à l'obtention d'un visa tout public. Seuls des scénarios aseptisés pouvaient garantir l'argent du petit écran, et la protection de l'enfance risquait de devenir censure de la création.

Le CSA a pris conscience des essets pervers de sa décision. Il a aussi estimé que, depuis un an ct demi, la programmation des chaînes aux heures de grande écoute s'était sensiblement assagie. Une rencontre récente avec la Chambre syndicale des producteurs et le Centre national de la cinématographie a permis d'élaborer un compromis qui persans négliger pour autant les impératifs de vigilance morale chers au CSA.

Selon le président de la Fédération française des sociétés de journalistes, le groupe Hersant aurait enfreint la loi sar les concentrations. - Selon M. Denis Périer-Daville, ancien journaliste au Figaro et président de la Fédération française des sociétés de journalistes, le groupe Hersant, qui vient de racheter le quotidien le Bien public de Dijon (le Monde du 29 mars), est en infraction avec la loi de septembre 1986 qui interdit à un groupe de presse de contrôler plus de 30 % de la diffusion totale des quotidiens. Dans un entretien avec Libéra-tion du 30 mars, M. Périer-Daville indique que le Service juridique et technique de l'information (SJTI) se penche sur cette question. Le pro-blème est de savoir si, en plus des quotidiens régionaux récemment rachetés - l'Est républicain et le Bien public -, le groupe Hersant contrôle ou non une partie du groupe Midi libre de Montpellier, qui fait actuelle-ment l'objet d'un procès (le Monde daté 10-11 mars).

REVUE DES VALEURS

BOURSE DE PARIS

Semaine du 25 au 28 mars | NEW-YORK

A l'inverse, une information en provenance égalem

des Etats-Unis 2 provoqué un recul des cours d'Ha-chette. Selon la chaîne de télévision CBS, le président

irakien, M. Saddam Hussein, détiendrait, à travers une série de sociétés écrans, d'importants intérêts dans les

firmes occidentales. L'une d'entre elles serait Montana

Management, société de droit panaméen, possesseur de

8,4 % d'Hachette depuis 1989. Après avoir rappelé que

tout le monde peut acheter des titres cotés en Bourse, le

que Montana ne jonait aucun rôle dans la gestion de l'entreprise, celle-ci étant entièrement contrôlée par le

holding sermé Marlis. Tontesois, Hachette a décidé d'enquêter sur l'identité des actionnaires de Montana et

Quelques événements, comme la reprise des hyper-

inistration du Club Méditerranée ou encore l'as-

marchés Montlaur par Carrefour, l'entrée d'American

Express dans le capital (environ 2 %) et au conseil

sociation du groupe Lyonnaise des Eaux. Dumez avec la firme bavaroise de génie civil et d'assainissement Hans Brochier, n'ont pas provoqué de réactions nota-

bles sur les cours des valeurs concernées. La plupart

des variations importantes ont été provoquées par les

out entrainé sur le marché au comptant une vive dépres-sion des Machines Bull, dont le titre, incotable à la

baisse pendant plusieurs séances, perdait 7,87 % mer-credi, jour de la présentation des résultats. La division par trois des résultats de Nord-Est, holding industriel contrôlé par Paribas, ou le recul de 35,5 % des profits

de l'équipementier automobile Valeo ont pesé sur ces

A l'inverse, les investisseurs ont salué les fruits de la

estructuration de la Compagnie immobilère Phénix

dont les bénéfices sont passés de 15 à 118 millions de francs. Ils ont salué également la performance de la

SCOA. Déficitaire depuis plus de dix ans, ce groupe de négoce laternational, détenn à 29 % par Paribas, est

parvenu, en 1990, à réduire ses pertes de près de la

noitié, les contenant à 355 millions de francs contre

615 millions en 1989. Toutefois, le retour à l'équilibre,

n'est pas attendu avant l'année prochaine... si tout va

10 dollars . 5 dollars .

Pièce suisse (20 fr.) Pièce latine (20 fr.)

DOMINIQUE GALLOIS

55 200

Ces pièces d'or ne sont cutées qu'à la séance shipmadaire supplémentaire.

Les fermetures et ouvertures

Osio, Paris, Stockholm. Syd-

ney, Vienne et Zurich. En

revanche seront ouverts

lundi Montréal, New-York,

Singapour, Tokyo at

Cours Cours 22-3-91

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Côté pertes, les 6,8 milliards enregistrées par Buli

annonces de résultats.

s'est déclaré prêt à racheter les actions en question.

e d'édition de M. Jean-Luc Lagardère précisait

+ 2,5 % L'œuvre de Pâques déposer des demandes d'enregistrement de ce médicament dans les différents pays européens.

quasi-totalité des pertes enregistrées au cours des quinze jours précédents dans un marché toutefois rela-quinze jours précédents dans un marché toutefois rela-tivement caime. Le bilan des quatres séances écoulées, la Bourse étant traditionnellement fermée le Vendredi saint, se solde par un gain de 2,5 %. L'indice CAC 40, en terminant jeudi à 1816,36 points, se retrouve à 0,8 %) de sou plus baut niveau de l'année, atteint le 7 mars dernier (1831,85). Ce regain, après deux jours de panse (+ 0,08 % lundi, + 0,09 % mardi), a été encou-ragé par le redressement de Well Street permettent à rage par le redressement de Wall Street, permettant à la place française de s'apprécier de 1,24 % mercredi et

Les bonnes nouvelles sont venues d'outre-Atlantique mardi. A la publication de statistiques économiques favorables, s'est ajoutée la dernière étude du patronat américain, le Conference Board, sur la consommation des ménages aux Etats-Unis, témoignant d'une nette évolution de leur état d'esprit. L'indice de confiance des consommateurs pour le mois de mars a été meilleur qu'attendu, passant à 81 contre 59,4 en février. Cette progression, la plus forte jamais enregistrée depuis 1967, date de la création de ce baromètre, a été bien-accueillie par les investisseurs. Pour eux, la récession, amorcée en octobre 1989, a pris fin an début de ce

Cette interprétation, recue favorablement en France. a masqué en partie les manvaises nouvelles économi-ques purement nationales, comme la brutale aggravaques purement nationales, comme la Drumie aggrava-tion du chômage en février (+1,8 %), les résultats décevants des entreprises et, dans une certaine mesure, le ralentissement de la croissance cette année, ramenée à 2 % an lieu des 2,7 % prévus lors de la mise an point du budget 1991. Tontefois, cette prévision gouvernementale implique, compte tenu de la baisse d'activité enregistrée fin 1998, une nette accélération de la croissance à partir

Le sida et... Saddam Hussein

Tout cela, bien sûr, sur fond de hansse du dollar. la fermeté du billet vert et l'affaiblissement du mark suscitant toujours des interrogations sur la politique moné-

Vedette de la semaine, l'Institut Mérieux doit sa forte hausse à la publication, dans l'édition du 27 mars du JAMA (Journal of the American Medical Association), d'un article relatant l'efficacité de l'Imuthiol pour réduire les infections et ralentir la progression du sida. Dans ces conditions, la filiale de Rhône-Poulenc va

Val. en

cap. (F)

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

Traitées au RM (°)

Nbre de

LES PLUS FORTES VARIATIONS **DE COURS HEBDOMADAIRES**

	LVHM Moët Hennessy	547 348	2 102 038 112		Valeus	Hausse Ha	Valeurs	Baiss %
	Alc. Alsthom Suez Comp. de . Lafarge Coppée Eaur (G. des) BSN Peugeot SA Elf Aquitaine Eurot. SA-PLC L'Air liquide Carrefour Total (Fr. P.) Saint-Gobain Paribas act (*) Du vendre 3 mars 1991 inch	837 606 1 205 295 911 822 1 37 441 411 829 581 899 581 899 493 605 336 649 62 860 294 769 475 497 415 112	505 075 301 419 100 416 371 160 453 321 330 453 321 334 247 804 316 304 171 247 627 298 241 591 302 229 161 732 223 825 664 208 358 410 202 279 165 199 081 387	in Sy B R Z L S C S C S C S	nst. Mér. (NTL.) COA ongrain manobal, Phénix tous-UCLAF bône-Peul odiac odiac sab. R. Befon GE GP chneider letal (L') SSO.	+ 257 + 127 + 102 + 98 + 97 + 88 + 84 + 75 + 72 + 73 + 63	SODECCO	777.655.444.444.44
ı				_				

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)					
22-3-91	25-3-91	26-3-91	27-3-91	28-3-91	
2 533 558	1 847 153	2 277 809	2 188 413	-	
11 561 387 144 673		24 311 644 200 447	8 197 760 268 634	1	
14 239 618	14 933 469	26 789 900	10 654 807	-	
				bre 1990)	
115,7	116,0	116,0	117,2	-	
110,5	110,8	111,7	112,2		
INDICES CAC (du lundi au vendredi)					
	22-3-91 2 533 558 11 561 387 144 673 14 239 618 S QUOTID 115,7 110,5	Cours du vener 22-3-91 25-3-91	Cours du vendredi au jeudi 22-3-91	Cours du vendredi au jeudi 22-3-91 25-3-91 26-3-91 27-3-91 2 533 558 1 847 153 2 277 809 2 188 413 11 561 387 12 997 695 24 311 644 8 197 760 144 673 88 621 200 447 268 634 14 239 618 14 933 469 26 789 900 10 654 807 S QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décem 115,7 116,0 116,0 117,2 110,5 110,8 111,7 112,2	

25-3-91 26-3-91 27-3-91 28-3-91 29-3-91 (base 100, 31 décembre 1981) 474.4 | 473.4 | 476,3 | 479,7 | (base 1 000, 31 décembre 1987) CAC 40 1 773,55 1 1 775,09 1 1 797,06 1 1 816,36 1

Accor augmente ses bénéfices de 36.4 %

Le groupe hôtelier français Accor vient de dépasser le milliard de francs de bénéfices consolidés sur l'année 1990, soit un accroissement de 36,4 % sur 1989. Sur le total, 210 millions proviennent d'éléments exceptionnels (mais achat de la chaîne américaine Motel 6, par l'intermédiaire de la filiale à 40 % IBL, en sens inverse, a fait perdre, dans un premier temps, 50 millions de francs) ce qui ramène la hausse « normale » à 31,1 %. Pour 1991, le groupe table sur un résultat net de 1,2 milliard de francs (900 millions sans les résultats exceptionnels).

Le chiffre d'affaires a atteint 22,8 milliards de francs contre 19,9 en 1989 (+ 14,6 %). Cette progression a touché la plupart des secteurs : l'hôtellerie en Allemagne, Autriche, Belgique, la restauration commerciale (l'Arche et Pizza del Arte), la restauration collective en France, en Italie et en Allemagne, et les titres de service en France, Italie et Belgique. Accor a ouvert 100 hôtels en 1990 soit plus de 9 000 chambres, dont 47 Formule 1 (une étoile)

Après une année 1990 en demi-teinte

Saint-Gobain confirme sa priorité au désendettement

A l'automne dernier, Saint-Gopain avait décrété la priorité au dés-endettement et décidé de faire preuve d'une sélectivité accrue en matière d'investissements indus-triels. Le ralentissement brutal de l'activité économique provoqué par le conflit du Golfe n'a fait que confirmer le groupe français dans cette voie. 1991 sera donc une année « profil bas ». « Il n'est pas réaliste de prévoir un bon premier semestre 1991 », a confirmé le pré-sident de Saint-Gobain, M. Jean-Louis Beffa, devant les analystes

Un tassement qui intervient après une année 1990 en demi-teinte. L'an passé, Saint-Gobain a vu son chiffre d'affaires nettement affecté par la baisse du dollar. En totalisant 69 milliards de francs, les ventes du groupe ont affiché une progression de 4,5 % en 1990, croissance limitée après les deux opérations majeures réalisées par le groupe français l'an passé : la reprise du verrier britannique Solagias d'une part : le rachat du

fabricant américain d'abrasifs Norton d'autre part. Cette dernière acquisition a généré des frais financiers importants, qui expliquent en grande partie le repli du résultat net du groupe. A 3,35 milliards de

francs, le bénéfice net accuse un

recul de 22 % par rapport à l'année Dans cette conjoncture plus diffi-

cile, le groupe redécouvre les vertus de l'emballage. A la différence du verre plat, qui souffre du marasme de ses deux principaux débouchés le bâtiment et l'automobile, - le verre creux affiche, lui, une santé éclatante. L'activité conditionnement devrait devenir une source majeure de cash flow pour le groupe. Après la prise de contrôle de la société allemande Oberglass, Saint-Gobain devrait réaliser pas moins de 12 milliards de francs de chiffre d'affaires dans le verre creux et se hisser au deuxième rang mondial du

Rebond

+ 1,92 5

Stimulée par les achats de fin de trimestre et par la forte reprise de la confiance des consommateurs, Wall Street a recupere les deux tiers des pertes subies au cours de la semaine precedente, les prises de bénéfices, également d'ordre technique, contenant toutefois l'élan du marche. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes 2 franchi la barre des 2 900 points des mardi pour terminer la semaine. écourtée par le congé du Vendredi saint, en hausse de 54,95 points (+1,92 %) par rapport à la cloture de vendredi dernier. Indice Dow Jones du 28 mars :

2 913,86 (contre 2 858,91)

Alcos 27 mars 28 mars				
Alcoa 65 5/8 65 1/2 ATT 33 34 3/8 Boeing 47 5/8 47 Chase Man. Bank 13 7/8 15 1/2 On Pont de Nemours 36 1/2 37 1/8 Eastman Kodak 43 1/8 43 5/8 Eaxon 57 7/8 58 3/4 Ford 57 7/8 58 3/4 General Electric 66 1/4 69 3/4 General Motors 27 1/8 23 5/8 IBM 111 1/7 37 3/4 Goodyear 104 111 1/7 114 1/4 ITT 54 1/4 56 5/8 Mobil Oil 64 3/8 64 1/2 Pfizer 104 Schimberger 58 1/2 58 1/4 VAL Corp. (ex-Allegis) 1/7 5/8 USX 38 1/4 1/8 1/7 5/8 USX 38 1/4 30 3/4 Westinghouse 28 5/8 59 7/8		Cours 17 mars	Cours 28 mars	
Xerox Corp	ATT Boeing Chase Man. Bank Du Pont de Nemoers Eastman Kodak Exxon Ford General Electric General Motors Goodyear IBM ITT Mobil Oil Pfizer Schlumberger Tenaco UAL Corn (ex-Allegis) Union Carbide USX Westinghouse	22 mais 65 5/8 33 47 5/8 13 7/8 36 1/2 43 1/8 57 7/8 32 3/4 66 1/4 37 1/2 22 1/8 111 1/7 54 1/4 64 3/8 104 104 104 1/8 104 1/8 105 1/8 106 1/8 107 1/8 1	25 mm 65 1/2 34 3/8 47 15 1/2 15 1/2 15 1/2 15 1/3 15 1/3 15 1/3 15 1/3 15 1/3 15 1/3 15 1/3 17 1/8 17 1/8	
	vetox corb	1 40 02		

LONDRES Fin de semaine confiante

+0.7%

Après un repli en début de semaine, en réaction à la multiplication des augmentations de capital et au désarroi des conservateurs en pleine réforme de la « poil tax ». la Bourse de Londres a repris confiance ensuite avec l'espoir d'une baisse des taux d'intérêt. Indices «FT» du 28 mars : 100

valeurs, 2 456,5 (c.2 440,5); 30 valeurs, 1 953,9 (c.1 949,7); minés d'or, 138,4 (c.145,3); fonds d'Etal, 85 03 (c.85 03).

03,03 (0.02,03)	·	
;	Cours · 27 mars	Cours 28 mars
Bowater BP Charter Courtants De Beers Gusto GUS ICI Reusers Shell Unificers	5,97 3,32 5,00 3,99 12,69 16,40 15,50 9,97 8,60 4,80 7,47 2,38	6,10 3,33 4,75 3,96 12,13 11,15 15,30 18,50 8,73 4,88 7,65 2,37

FRANCFORT des places financières à l'occasion

Morose: + 0,16 % des fêtes de Pâques La Bourse de Francfort a connu Les principales places

une semaine morose : le volume financières fermées lundi d'affaires est resté réduit en raison 1e avril en raison des fêtes des fêtes de Pâques et de l'absence de Pâques sont Amsterdam, de facteurs stimulants pour relan-Bruxelles, Copenhague, cer le marché. Francfort, Helsinki, Hong-Indices du 28 mars : DAX. kong, Johannesburg, Londres, Luxembourg, Milan,

522,80 (c.1 520,29); Commerzbank, 1,833 60 (c.1 826,10).

- 1

	Cours 22 mars	Cours 28 mars
AEG AASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen	309 234 80 267.80 259,50 615 241,10 549 279 596,50 354,90	206 231,98 269 266 615 249 558 278 50 591 362,50

TOKYO

Mauvais jours - 1,2 %

Tokyo a montré son visage des mauvais jours cette semaine : une cote tirée vers le bas, des investisseurs institutionnels absents et des volumes raréfiés. Les valeurs ont perdu en moyenne 1,2 % et, avec 300 millions d'actions échangées quotidiennement, les volumes sont retombés au niveau du « krach rampant » et du «choc Hussein» de l'année dernière.

Indices du 29 mars : Nikkei 26 292,04 (c. 26 613,19), Topix 1968 (c. 1980,80)

	Cours 22 mars	Cours 29 mars	
ai idgestone idgestone idgestone idgestone iji Bank iji Bank ida Motors ida Motors ida Motors idsubishi Heavy iny Corp. inyota Motors	752 1 130 1 560 2 660 1 470 1 750 799 6 688 1 830	778 I 100 I 580 2 610 I 460 I 760 -78 6 590 I 850	

MARCHÉ INTERNATIONAL

Les empl demeure

Le manité de l'eurofranc français ar pres s'apprèle à accueille un emperant d'union d'une société japonaise dont les muit pi obligations actont accompagnées de bons (ou warrants) permettant & leurs détenteurs, durant une cértaine période, d'acquerir des actions à sis cours déterminé d'avance L'affaire est intéressante. Elle montre que le compartiment français est marate. nant pleinement associé à lons les grands développements linanciers sur le plan international. Ces der-mères annèes, celures étad demend. à l'écus de ce qui concernant l'évo-lution de la Bourse de Tokyo. Il convient de se léberter de cette trelution, mais on he saurait en examirer l'importance.

Les Japones sont certes motient: de diversifier au maximum leurs sources de l'inaucement, mais, pour l'inseant, leur attention continue de se porter sur tross devises princi-pales, le dollar, le destischemark et le franc strate.

Pour leurs émissions internatio rior tens entition international surgest surgestion and attaches the descriptions of the description of the description of the surgest surgest surgest of the surgest surgest of the surge manucions d'une tielle generaus pour le compte d'entreprats du me-teur privé, et il pérmet également sur compagnes adonnées de lever-des lands à un cost tots bas

Eller y perviennent en nouvet des contents d'échange met des internét duries financiers spécialisés le telles opérations les saups conclues à partir du dollar, first qu'actuellement une société japanaise de tout gombie ples final patrémunére de déta dans la propre remunerer, se dette deuts in propre monaire à un tous de l'ordre de 3,75 % sestement par un l'ela est nessement inférieur à ce dons il les faudrait s'acquetter ai elle solic; sus directement le marché du yen, l'es traismetions d'échange ne concer-nent pas les invalingairs.

Il ca va de même pour res expresses libellés en marks, qui se represent somes en march, que no reveniment que la lightentent plus chie des cont en dellars et leur débitour cur les débitours par de lous ris-purs de change. Cols fait des amous per les empresents proposities propriétées propriétées products propriétées le déport, illé-

MATIÈRES PREMIÈRES

titic russe. Le plus legar des music ferreus, utilier pour ses gentiers ומשא אנעוב Mitiment, Paulomobile le e troncement on Fembre OUR PURENTIAL ment de l'activité dans les s économies occidenzaies, a men: aux Etals-Unis, priemi Je 5 millions de tonnes, dest all de l million importões Rés les cours de l'alternation sont topp hés, cette sensine, à leur glas les niveau depuis janvier 1990 : pour Stablic & LA12 dollars la fori comptant sur le London Malei. Exchange (LME).

Pius grave, selon les analystes de secteur, les cours de l'aluminium en termes réels (c'est-à-dire corrigés de l'inflation et des variations de changes) sont, cux, lombes 🚛 leur plus bas niveau depuis vingscinq aus. Aux cours acruets, ce scalenviron 10 % de la production occidentale, soit 1.5 million 44" tonnes, essentiellement concen-

PIPAL

de la Campa occid 40 50 Privo

	ر از در دورسی ه سایی این	depui
PRODUITS	COURS OF MA	THE SEA
Chève i. g. (Louiss) Trois mais	1 364 (+ 56) Livrey toose	
Alterializa (f.codes) Tross regis	1 457 (- 53) Dollars tanne	santy topes
Nichel (London) Tross mais	9 325 (+ 148) Dullars tones	
Sucre (Fain) Mai	297 (- 1) Dollars/town	
Call (Lookes) Mar	Liverstown	
Cetto (New York) Maji	I 165 (- 176) Doğumların	
Bili (Chrago) Mari	Tab.75 (a 3.79) Centalisment	
Mails (Choqu)	253,75 (- 0) Cents/bosseça	
Soja (Dienga) Nikol	187,60 (a (.6) Dollecon, column	
F- 4	1 That a first out of the	

Les emprunteurs japonais demeurent très courtisés

Le marché de l'eurofranc français s'apprête à accueillir un emprunt d'une société iaponaise dont les obligations seront accompagnées de bons (ou warrants) permettant à leurs détenteurs, durant une certaine période, d'acquérir des actions à un cours déterminé d'avance. L'affaire est intéressante. Elle montre que le compartiment français est mainte-nant pleinement associé à tous les grands développements financiers sur le plan international. Ces dernières années, celui-ci était demeuré à l'écart de ce qui concernait l'évo-lution de la Bourse de Tokyo. Il convient de se séliciter de cette évolution, mais on ne saurait en exagérer l'importance.

Les Japonais sont certes soucieux de diversifier au maximum leurs sources de financement, mais, pour l'instant, leur attention continue de se porter sur trois devises princiiles, le dollar, le deutschemark et pales, ie dome le franc suisse.

Pour leurs émissions internationales auxquelles sont attachés des warrants qui débouchent sur des actions, la prépondérance de la monnaie américaine demeure incontestée. Il y a à cela au moins deux raisons. Le marché de la devise américaine est le seul à accepter des transactions d'une taille gigantesque pour le compte d'entreprises du secteur privé, et il permet également aux compagnies japonaises de lever des fonds à un coût très bas.

1976

1.60 - 4.41.000

್ ಇ ಬ್ರಾಪ್ತಿ

F 14 1 1 224

.,...

12 July 2017

۾ . ' تي: تيت '. ۽

... - TXI

- 31 - 1-52

Elles y parviennent en nouant des contrats d'échange avec des intermédiaires financiers spécialisés. De telles opérations - les swaps conclues à partir du dollar, font qu'actuellement une société japo-naise de tout premier plan finit par rémunérer sa dette dans sa propre monnaie à un taux de l'ordre de 3,75 % seulement par an. Cela est nettement inférieur à ce dont il lui fandrait s'acquitter si elle sollicitais directement le marché du yen. Ces transactions d'échange ne concernent pas les investisseurs.

Il en va de même pour les emprunts libellés en marks, qui ne reviennent que légèrement plus cher que ceux en dollars si leur débiteur ques de change. Cela fait des années que les emprunteurs japonais prennent la précaution, des le départ, de

se protéger contre les aléas des fluc-tuations de cours de ces devises, tant pour ce qui est du service des intérêts que du remboursement du principal. Longlemps, par contre, ils ne s'en sont pas souciés lorsqu'ils levaient des fonds en francs suisses. Considérant la monnaie helvétique aussi forte que la leur, ils se croyaient à l'abri de toute surprise, ce qui les a amenés à émettre, en Suisse, des opérations convertibles en actions qu'il est difficile d'inclure dans des contrats d'échange.

Pour ce type d'emprunts, il est prévuqu'on peut, à un prix fixé d'avance, transformer les obligations en actions de la même société. Dans la plupart des cas, le porteur a la possibilité de convertir ses titres durant presque toute la vie de l'emprunt. Jusqu'à la conversion, son investissement lui procure régulière-ment un rendement, mais dont le taux est nettement plus bas que celui des obligations habituelles.

Un pactole de 7 milliards de francs suisses

Le but premier de l'affaire étant de profiter de l'évolution de la bourse, si la conjoncture est favorable, l'investisseur accepte sans rechigner que son placement lui rapporte nettement moins que, par exemple, des bons du Trésor. Il espère que les cours des actions dépasseront le prix de conversion. Si tel est le cas, son gain sera probablement supérieur à celui d'un placement habituel. Le plus souvent, il ne tardera pas à prendre son bénéfice et, si les perspectives de la Bourse sont encore favorables, il sera enclin à renouveler rapidement son expérience. C'est ainsi que, pendant des années, les mêmes investisseurs ont souscrit à une multitude d'emprunts converti-bles japonais en francs suisses. Le tout a pris des proportions considérables, atteignant des dizaines de milliards de francs suisses et enrichissant au passage les banques hel-vétiques, qui prélèvent une commis-sion sur les émissions dont elles

Lorsque la situation est devenue à redouter une réaction négative de la Bourse de Tokyo, il a fallu aliécher les investisseurs suisses en leur proposant un revenu élevé, indépen-

dant de la performance des cours des actions. Pour cela, on a laissé aux porteurs la possibilité d'exiger, à un prix élevé, le remboursement de leurs titres convertibles à mi-course, environ après deux ans ou deux ans et demi, alors que la durée normale de ces emprunts est de quatre à cinq Assures d'un rapport non négli-

geable à une échéance relativement brève, même si la Bourse japonaise devait décevoir leur attente, les porteurs ont continué d'acquérir de nouvelles obligations convertibles. Le krach du début de l'année dernière a montré combien la mesure était justifiée. Les prix de conver-sion d'une quantité d'emprunts lan-cés en 1989 ou au début de 1990 demeurent tonjours bien supérieurs à celui des actions correspondantes. Rien que cette année, le volume

des titres de ce genre qui pourront ainsi être dénoncés par les investis-seurs porte sur 7 milliards de francs suisses. Ce montant est important, et de nombreux spécialistes en parlent comme d'un véritable pactole. On estime qu'au moins la moitié sera réinvestie en obligations liées à des actions japonaises. Les grandes banques suisses s'efforcent d'en maintenir le flot sur leur propre marché. Les maisons de titres japonaises, avides de jouer un rôle de premier plan sur l'euromarché, ne sernient pas mécontentes de le voir se diriger ailleurs, vers le comparti-ment du dollar ou celui du mark.

Dans ces deux monnaies, il leur est plus facile qu'en Suisse de diriger des transactions pour le compte des grandes entreprises de leur pays. Cela tient à la loyauté dont font preuve les emprunteurs japonais Sur un marché donné, ils ne chan-gent pas facilement de banque. Les établissements suisses ont, dans leur propre pays, déjà dirigé des opéra tions pour la plupart des meilleurs signatures nipponnes. Ce n'est pas le cas ailleurs. Cette situation va déboucher sur un renforcement de la concurrence entre grandes places financières. Logiquement, cela réduira encore le coût des emprunts japonais par rapport à ce que devront payer les entreprises de sont en général beaucoup moins dis-

sur le marché compte tenu du

niveau relativement bas des stocks

mondiaux. Au plus fort des bom-

bardements sur Bagdad et des

ripostes irakiennes de missiles

Scud sur l'Arabie Saoudite, M. Gudvin Tofte, responsable de

la société Alba, à Bahrein, décla-

rait, très calmement, que son plan de développement de 1,5 milliard

de dollars destiné à doubler sa

capacité de production annuelle de

200 000 tonnes était en avance sur

le calendrier. De son côté, l'Iran

tion d'un complexe d'électrolyse de

220 000 tonnes de capacité, à Ban-

Pour couronner le tout, la pro-

duction d'aluminium recyclé

connaît un véritable boom. Aux

emballages de boissons a atteint le chiffre record de 63,6 % en 1990.

Ce sont ainsi 54,9 milliards de boîtes en aluminium de Coca-Cola

ou de bière qui ont été refondues

Cette activité écologique est égale-

ment très dynamique en Grande-Bretagne, où le nombre des centres

de recyclage est passé de vingt-qua-tre en 1988 à trois cent vingt

Fidèle indicateur de l'activité

économique dans le monde indus-

trialise, l'aluminium risque donc

de connaître pendant encore quel-

aujourd'hui.

ats-Unis, le taux de recyclage des

dar-Abbas, dans le sud du pays.

annoncait la prochaine construc-

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar suspendu dans son envol

La monnaie américaine a poursuivi, ces derniers jours, sa phase de hausse rapide, dans une confiauration très classique : mouvements violents, interventions des banques centrales, résultats économiques, événements politiques, prises de bénéfices, apaisement en sin de semaine. Une accalmie d'autant plus prononcée que de nombreuses places étaient fermées vendredi 29 mars à l'occasion des letes de Paques.

Le point le plus haut a été atteint à Paris jeudi 28 mars, le dollar cotant 5,8160 francs, son plus haut niveau depuis janvier 1990. Il partait de 5,6045 francs une semaine plus tôt. Une progression de plus de 3 %, donc, suivant une hausse d'ampleur similaire la semaine précédente. Incontestablement, le marché a eu ensuite besoin de souffler un peu, et la trève de Pâques est tombée à point nommé. Vendredi, la monnaie américaine retombait donc à 5,75 francs, et l'annonce d'une hausse de 1,1 % de l'indice composite en février, plus forte que prévue, n'est pas parvenue à le faire reprendre une pente ascen-

Pourtant, les cambistes vivent désormais largement au rythme des signes de reprise de l'économie américaine et, il y a quelques jours, les propos du secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady, indiquant que les indices d'un rebond de la conjoncture étaient désormais « tangibles » ne

sont pas passés inaperçus. Les déclarations du ministre des

égard, le Crédit lyonnais a publié finances allemand, M. Theo Waicette semaine une étude sur le difgel, selon lesquelles l'économic férentiel d'inflation France-Alleallemande n'avait jamais traversé une passe si difficile depuis 1949, magne, qui « se réduira progressiont contribué à accentuer la faivement au cours des prochains blesse du mark, dejà patente mois, pourrait s'annuler avant la fin du premier semestre et même depuis plusieurs semaines. La s'inverser à partir de juillet 1991 ». monnaie américaine est montée jusqu'à 1,7170 deutschemark De quoi satisfaire la Rue de jeudi 28 mars au fixing, gagnant Bercy, et la consoler de voir que le plus de six psennigs en une franc se traine toujours en queue semaine. Apparemment peu conscient de l'effet produit par ses du SME, malgré son raffermissement récent contre le mark. La propos sur le marché, M. Waigel a devise française bénéficie en effet, également déclaré que l'Allemagne de même que la livre, des attaques pouvait s'accommoder du niveau

Le cours du mark au-dessous de 3,39 francs

actuel du dollar

Un point de vue qui n'est certainement pas partagé par le prési-dent de la Bundesbank, M. Karl Otto Poehl, soucieux avant tout de contenir l'inflation importée et qui, il y a quelques jours, avait déjà affiché son désaccord avec le gouvernement de Bonn sur le sujet de l'union monétaire réalisée avec l'ancienne RDA.

An milieu de ces rumeurs et de ces turbulences, l'Allemagne a affiché une diminution de ses prix de détail de 0,1 % au mois de mars. Dernier indice satisfaisant avant la tempête, affirment de nombreux spécialistes, qui estiment que l'Allemagne entre désormais dans une période de hausse des prix plus rapide, qui sera encore plus marquée à partir de juillet avec l'entrée en vigueur d'une fiscalité alourdie. A cet

revanche, la Banque de France a de nouveau été obligée d'intervenir sur les marchés, de concert avec celle d'Espagne, afin que les monnaies des deux pays puissent être contenues à l'intérieur de la

marge de fluctuation bilatérale

prévue dans le SME.

contre le mark. Le cours de ce der-

nier est revenu à Paris sous la

barre de 3,39 francs vendredi

29 mars, pour la première fois cette année, s'échangeant à

3,4045 F une semaine plus tot. En

3890 F vendredi, contre

Quant à l'or, peu désiré même au cours du conflit entre les forces de la coalition alliée et l'Irak, il subit de plein fouet l'ascension du dollar. Jeudi 28 mars, une once de métal sin cotait 355,65 dollars, contre 362,75 le vendredi précé-

FRANÇOISE LAZARE



61,2969 35,29 6,9677 24,1811 20,5700 - 18,2499 2,7850 60,5811 33,92 6,9544 24,9396 26,6012 - 18,7783 2,7667 3,3538 1,9337 31,2479 1,3549 112,713 5,4794 - 1,5138 3,3538 1,8569 33,1290 1,3153 112,733 5,4716 - 1,5138 2213,56 1276,27 219,44 874,516 743,92 36,1652 660,91 - 2189,636 1226 218,83 369,887 744,609 36,1438 669,56 - 243,933 140,31 24,1248 96,1422 81,7847 3,5799 72,5663 0,18993 245,307 137,25 24,5158 97,3423 83,493 4,6492 74,9003 0,11283 A Paris, 100 yens étaient cotés, le jeudi 28 mars, 4,1451 F contre 4,0789 F le vendredi 22 mars.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 25 AU 28 MARS 1991

(La ligne insérieure donne ceux de la semaine précédente.)

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Statu quo sur les taux d'intérêt

Après une période mouvementée, marquée par la diminution des taux d'intérêt dans plusieurs pays européens (France, Espagne, Grande-Bretagne), le marché a retrouvé un peu de calme au cours des dernières séances. Il est proba-ble que les places obligataires du continent n'auront pas à subir, dans un avenir très proche, de nou-velles décisions de ce type des ins-tituts d'émission. En Grande-Bretagne, la plupart des spécialistes tablent sur une poursuite de la détente du loyer de l'argent avant l'été. En Espagne, la flambée per-sistante de la peseta incitera peut-être les autorités monétaires à diminuer de nouveau leurs taux directeurs. Mais rien ne paraît

Légères tensions allemandes

A l'inverse, la reprise des manifestations à Leipzig et les nouvelles catastrophiques sur la situation économique de l'ex- RDA font courir des rumeurs sur un éventuel renchérissement des taux d'intérêt allemands. Le dernier date du 31 janvier et l'on disait à l'époque que le relèvement du taux iombard à 9 %, et de celui de l'escompte à 6,5 % mettrait an terme, pour un moment, au durcissement du crédit. Aujourd'hui, les opérateurs ne sont plus aussi catégoriques, surtont lorsqu'il écoutent la multipli-cation des critiques émanant de banquiers et de hauts responsables allemands à l'égard du chancelier Kohl, qu'ils constatent l'affaiblissement du mark vis à vis du dollar et qu'ils apprennent que l'accès de la place Rouge est bloqué.

Pour autant, une nouvelle décision restrictive de la part de la Bundesbank ne paraît pas s'imposer pour l'instant.

Ces derniers jours, le rendement du «bund », emprunt d'Etat à dix ans, s'est tendu jusqu'à 8,60 %, avant de revenir à 8,53 %, un

niveau sensiblement identique à celui de la semaine précédente. Le climat reste donc globalement bon.

La place française ne pouvait que réagir aux légères tensions alle-mandes. Le taux de l'OAT dix ans a terminé la semaine à 9,16 % contre 9,13 % une semaine plus tôt. Le MATIF setait cette semaine son cinquième anniversaire à des niveaux satisfaisants: 104,80 pour le contrat notionnel échéance juin le 28 mars contre 105,20 une semaine plus tôt. On est plus près du record de hausse (plus de 114 mi-1986) que de celui de baisse (moins de 87 fin 1987).

A noter que si un écart de 0,60 point environ prévaut entre les taux à long terme français et allemand, sur certaines catégories de titres à court terme, ils sont cette semaine devenus identiques; 9,29 % pour les contrats à trois mois PIBOR à Paris et euromark à

Quant aux Etats-Unis, la halte à la baisse des taux se prolonge, malgré les déclarations du secrétaire an Tresor, M. Nicholas Brady, selon lesquelles un assouplissement du crédit sest encore d'actualité ». La platitude des cours reflète l'at-tentisme des opérateurs. A New-York, le rendement de l'emprunt phare à trente ans a très légèrement diminué, à 8,24 % jeudi 28 mars contre 8,31 % le vendredi précédent, tandis que les fonds fédéraux restent légèrement supérieurs à 6 %. D'aucuns affirment que si nouvel assouplissement il doit y avoir, celui-ci interviendra juste après la publication des sta-tistiques du chômage en mars, le S avril

Sur le marché primaire français, la semaine a été relativement calme, marquée en particulier par un emprunt bien accueilli de la Société générale. L'établissement a émis un milliard de francs à 9.40 % à dix ans, assimilable à une tranche antérieure, un emprunt dont le rendement actuariel s'est établi à 9,52 %. La CAR (Caisse autonome de refinancement) a, pour sa part, lancé un emprunt en deux tranches à prix d'emission fixe 9,50 %. La semaine prochaine, l'activité reprendra avec l'adjudi-cation mensuelle d'OAT (obligations assimilables du Trésor) ainsi probablement qu'une émission de la CCCE (Caisse centrale de coopération économique).

Comme il l'avait annoncé la semaine dernière, le Trésor a pro-cèdé jeudi 28 mars à son « adjudication à l'envers » sur trois tranches de bons à taux fixe intérêt annuel (BTAN). Au tot: l'Etat a racheté, dans le souci « lisser » l'échéancier de sa det pour 3,517 milliards de france BTAN, à des taux compris (9.27 % et 9,49 %.

□ Augmentation des avoirs officiels de change de la France. -- Au cours du mois de sévrier, les réserves de change de la France ont augmenté de 3,14 milliards de francs, s'inscrivant à 349,1 milliards de francs contre 345,9 milliards de francs en janvier. Par rapport à février 1990, les réserves ont augmenté de 8,7 milliards de

·francs.

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 45-55-91-82, peste 43

MATIÈRES PREMIÈRES

L'aluminium au plus bas depuis quatorze mois

L'aluminium traverse une mauvaise passe. Le plus léger des nonferreux, utilisé pour ses qualités aussi bien dans l'aéronautique, le bâtiment, l'automobile, le conditionnement ou l'emballage, souffre plus particulièrement du ralentissement de l'activité dans les grandes économies occidentales, notamment aux Etats-Unis, premier consommateur mondial avec près de 5 millions de tonnes, dont plus de 1 million importées. Résultats. les cours de l'aluminium sont tombés, cette semaine, à leur plus bas niveau depuis janvier 1990 : pour s'établir à 1 412 dollars la tonne au comptant sur le London Metal Exchange (LME).

Plus grave, selon les analystes du secteur, les cours de l'aluminium en termes réels (c'est-à-dire corrigés de l'inflation et des variations de changes) sont, eux, tombés à leur plus bas niveau depuis vingtcing ans. Aux cours actuels, ce sont environ 10 % de la production occidentale, soit 1,5 million de tonnes, essentiellement concen-

	PRODUITS	COURS DU 28-3
,	Cuivre b. g. (Londes) Trois mois	1 384 (+ 58) Livres/tonne
	Aleminism (Looks) Trois mois	1 459 (- 53) Dollars/tonne
1	Nickel (Loades) Trois mois	9 325 (+ 145) Dollars/tonne
1	Sware (Paris) Mai	257 (- 1) Deliars/toane
	Cafe (Louders) Mai	619 (+ 23) Livres/tome
ļ	Cacag (New York) Mai	1 105 (= 14) Dellarstonne
	Blé (Chicago) Mai	286,75 (+ 3,75) Cents/boissess
	Mais (Chicago) Mai	252,75 (- 1) Cents/boisseau
1	Seja (Chicago) Hai	167,60 (+ 1,6) Dollars/t. courte

Le chiffre entre parenthèses indique la

trées en Europe, qui ne sont plus rentables. A la fin du mois de février, M. David Morton, le prési-dent d'Alcan Aluminium, le premier producteur mondial d'aluminium primaire, avait déjà prévenu que les perspectives du marché étaient sombres et qu'aucun redressement des prix ne ponvait être attendu à court terme.

Ces remarques, extraites du rapport annuel d'Alcan, coïncidaient avec la publication de prévisions plutôt pessimistes sur les capacités de production du monde occidental par l'Institut international de l'aluminium primaire (IPAI).

Le boom du recyclage

Selon l'IPAI, ces capacités atteindront 16,208 millions de tonnes fin 1993, contre 14,733 millions en décembre 1990. Depuis, l'IPAI n'a fait qu'enfoncer le clou de la déprime. Il y a une semaine, l'institut révélait que la production occidentale avait été de 40 500 tonnes par jour au mois de février 1991. Un rythme jamais vu depuis... 1973. Et les producteurs ne semblent guère enclins à ralentir la cadence.

Malgré certaines craintes, la guerre du Golfe n'aura pas affecté l'industrie de l'aluminium naissante du Moyen-Orient, qui ne représente certes que 3 % de la production occidentale, mais dont la paralysie aurait créé des tensions

☐ Spéculation sur le casé brésilien. -En annonçant, le jeudi 21 mars, la suspension de ses exportations de café et sa volonté de renégocier un nouvel accord international sur cette denrée tropicale, le Brésil, premier producteur mondial, a créé une extrême confusion sur le marché. Tant à New-York, sur l'arabica, qu'à Londres, sur le robusta, les volumes de transactions ont brutalement gonflé, et les cours se sont envolés.

Mais, très vite, il est apparu que certains exportateurs brésiliens avaient procédé le même jour à l'enregistrement d'importantes quantités

que temps une tendance de marché plutôt morose. Ce qui fait dire à certains que la récession pourrait durer plus longtemps que prévu. ROBERT RÉGUER de casé destiné à l'exportation. Y a-t-il eu délit d'inité? Le Brésil a constitué une commission d'enquête sur les éventuelles irrégularités com-

mises pendant les quarante-huit heures précédant l'annonce de la sus-

pension des exportations. D'ores et déjà, l'enregistrement du café à exporter le 21 mars a été annulé. De son côté, la Commodity Futures Trading Commission (CFTC) américaine devrait également lancer une enquête sur un possible délit d'initié des exportateurs brésiliens, à la demande des sociétés Nestlé et General Foods.

lan dont la mairie avait confié la

maîtrise d'ouvrage aux Girondins

de Bordeaux sous la houlette de

La chambre des comptes mettait

en lumière « la défaillance des

contrôles municipaux». De ce fait, 15,6 millions de francs de subven-

tion publique ont été détournés de

leur destination. Néanmoins, pour

M. Chaban-Delmas « la lévalité des

opérations n'est pas contestée. Le

contrôle exercé par la ville était

strict. Je vais étudier l'hypothèse

d'un recours devant le tribunal administratif».

Les observations de la chambre

des comptes ont néanmoins été

transmises par le parquet à M= Bernadette Pragout, juge d'instruction chargée de l'affaire

du Haillan et des finances des

Girondins. Le parquet a chargé le SRPJ de Bordeaux d'une enquête

préliminaire d'une part sur la lettre

de crédit de 40 millions de dollars

présentée par M. Derose comme émanant de la Chemical Bank de

New-York, d'autre part sur «l'ori-

gine et la réalité du financement du

plan Derose». Dans le même

temps, l'ex-président des Giron-dins de Bordeaux, Claude Bez, a

été entendu comme témoin par le

SRPJ de Marseille dans l'affaire

Devant cette accumulation

d'événements, l'avenir du club de

football demeure très incertain.

Les administrateurs judiciaires,

MM. Chriqui et Philipppot, ont

jusqu'au 10 avril pour éviter la

GINETTE DE MATHA

La crise financière du club de football bordelais

M. Jacques Chaban-Delmas soutient les Girondins envers et contre tout

fait adopter, vendredi 29 mars, le budget primitif de Bordeaux qui comprend une subvention de 8,3 millions de francs pour les Girondins de Bordeaux FC, alors même que l'avenir du club (liquidation pure et simple ou cession) doit se décider au plus tard le 10 avril.

> **BORDEAUX** de notre correspondante

M. Chaban-Delmas ravale « tout ce qu'on raconte » au cang de « plaisanteries de garçon de bain». «La maison Chaban s'effondre? C'est Jaux. » L'image de Bordeaux entachée par l'affaire des Girondins? Encore faux, Bordeaux « est la ville française la plus connue au monde après Paris ». « Les Girondins vont entrainer la ruine de la ville? Mais

L'ESSENTIEL

DATES

Il y a dix ens, l'attentat contre

ÉTRANGER

La situation au Mali Des élections devraient être organisées avant la fin de l'année... 5 La guerre civile au Rwanda

La lente évolution du Laos Les timides ouvertures du Parti

POLITIQUE

Une initiative socialiste Le PS crée une Fondation Jean-Jaurès pour la formation et la

Livres politiques lies et archipels, per André Lau-

SOCIÉTÉ

Une cathédrale pour Evry La première pierre posée le jour

Après les violences à Sartrouville

M. Delebarre veut ouvrir le dialo gue avec les jeunes des ban lieues ; Les syndicats de policiers mettent en cause les sociétés de

CULTURE

La mort de Guy Bourdin

Le photographe laisse une œuvre incomparable, parmi les plus

La Biennale du Val-de-Mame

HEURES LOCALES

 Les soutiers de la décentra ministra-maire dans sa communi Débats : « Lycées, un test pour un véritable partenerist Etat-régions », par Patrice Martin-La-

ÉCONOMIE

Ouverture sociale en Europe Dixième plan économique en Argentine

ar le taux de change.

Services

Marchés financiers 16-17 Mots croisés Radio-Télévision .

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro da « Monde » daté 30 mars 1991 tiré à 357 908 exemplaires.

::

connés », assure le maire.

De fait, hormis la subvention de De lait, normis la subvention de 8,3 millions de francs, le budget primitif 1991 ne porte pas de stig-mates apparents du désastre du club. Mais l'état des emprunts garantis par la ville laisse entrevoir une épée de Damoclès : 64,5 mil-lions de francs en capital figurent au titre des emprunts garantis par la ville de Bordeaux entre 1986 et 1990 au profit des Girondins de Bordeaux FC. Cette garantie devra jouer si le club est mis en liquida-

Le plan de M. Jean-Pierre Derose, dernier président en date, démissionnaire depuis la semaine dernière, passait par l'entremise d'une société-écran basée en Suisse, la Miradon Holding, et par une société de développement des communications humaines basée, elle, à Luxembourg. M. Jacques Pauly, précédemment mêlé au scandale politico-immobilier de l'affaire Orta, apparaissait également dans le plan de M. Derose. M. Affielou, le président précédent, affirme qu'il s'agissait d'un internation de la comme de la com circuit de « blanchiment d'argent ».

M. Chaban-Delmas balaie ces affirmations : « Le dernier plan Derose ne m'a pas été présenté. La mairie se tient entièrement absente de ces affaires.»

Renoncer aux garanties d'emprunt

Le maire ne retient que « deux leçons». Lui qui avait fait voter des prêts de 80 millions de francs de garanties au fil des ans déclare aujourd'hui qu'il « faut renoncer au système des garanties d'emprunt et qu'il faut une sorte de comité de surveillance de la gestion de façon que ne chemine pas souterraine-ment un déficit insoutenable ». les conclusions définitives de la chambre régionale des comptes à propos de la construction du centre

A Vienne (Autriche) Lourdes peines

pour les quatre « anges de la mort » de l'hôpital de Lainz

Accusées de quarante et un meurtres et de trois tentatives de meurtre commis entre 1983 et 1989 sur des patients âgés, quatre infirmières auxiliaires de l'hôpitai viennois de Lainz, en Autriche, ont été condamnées, vendredi 29 mars, par la cour d'assises de Vienne.

Waltraud Wagner, trente-deux ans, et Irene Leidolf, vingt-neuf ans, ont été condamnées à la réclusion à perpétuité, tandis que Stefanija Mayer, cinquante et un ans, et Maria Gruber, vingt-huit ans, étaient condamnées respectivement à vingt et quinze ans de

Le procureur avait requis la « peine la plus sévère » – la réclusion à perpétuité – pour les quatre femmes, en demandant aux jurés de « clairement signaler que la porte de l'euthanasie reste définiti-vement close ». - (AFP).

EN BREF

 Attentat en Haute-Corse, reven-diqué par le FLNC. – Quatre loge-ments, une salle de conférence et un bloc de sanitaires appartenant à un village de vacances, propriété du ministère de la justice, ont été détruits par des charges explosives, à Casabianda, au sud de Bastia (Hante-Corse), dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 mars. Des inscriptions de revendication du FLNC avaient été peintes sur les murs des bungalows quelques instants avant leur plasticage. Ce vil-lage de vacances fait, depuis plu-sieurs mois, l'objet d'une campagne de dénonciation par les écologistes d'I Verdi Corsi. Au même moment, à 100 kilomètres au nord, la branche «dure» du FLNC, celle qui refuse d'abandon-ner la «lutte armée» et s'oppose an groupe dissident Canal habituel qui a décidé le « gel » de ses actions militaires, a organisé une conférence de presse au cours de laquelle cette organisation dissoute a affirmé son intention de ne pas rompre la trêve partielle observée depuis le 31 mai 1988. – (Corresp.)

 Mort de Pierre Gonrsat, fonda-teur de l'Emmannel. – Pierre Goursat, fondateur de la communaute

charismatique de l'Emmanuel est mort, le 25 mars, à Neuilly. Il a été inhumé le 28 à Paray-le-Monial (Sadue-et-Loire). Né le 15 août 1914, Pierre Goursat, ancien critique de cinéma, avait fondé en 1972, avec Martine Lassitte-Carta, un groupe de prières qui allait devenir la communauté de l'Emmanuel. Celle-ci compte plus de 5 000 membres dans une quinzaine de pays, 50 prêtres et une centaine de séminaristes. Elle pratique l'évangélisation dans la roe et anime de grandes assemblées de prières, notamment à son centre de Paray-le-Monial. Mgr Lustiger a présidé une messe à la mémoire de Pierre Goursat en l'église de la Trinité à Paris, avec un représentant du Vatican. Mgr Cordes.

□ CAMBODGE : annulation du congrès de Parti communiste khmer. - Le congrès du Parti communiste au pouvoir à Phnom-Penh, qui devait avoir lieu cette année, a éte annulé, a annoncé mercredi 27 mars le président de l'Assemblée nationale, M. Chea Sim. « Les résolutions du dernier congrès sont toujours valables », a déclaré M. Sim sans expliquer les raisons de cette annulation. - {AFP.

TENNIS: France-Israël en Coupe Davis

Capitaine Noah dans son fauteuil

L'équipe de France menaît devant celle d'Israel par deux victoires à zéro, à l'issue de la iournée d'ouverture du premier tour de la Coupe Davis, vendredi 29 avril à Rennes. Dans le premier simple, Henri Leconte a battu Amos Mansdorf (6-3, 7-6, 3-6, 7-6) et Guy Forget a peiné quatre sets pour vaincre Gilad Bloom (6-4, 6-7, 6-2, 6-4) sur la brique pilée qui recouvre le parquet de la salle omnisports d'une ville préférée à Marseille par la Fédération israélienne pour des raisons de sécurité.

de notre envoyé spécial

L'histoire de la Coupe Davis retiendra-t-elle l'épisode rennais, cette légère modification au règlement demandée par un capitaine français soucieux de bénéficier d'un fauteuil plus confortable que celui des loueurs lorsqu'ils sont au repos? Yannick Noah, l'athiète aux longues jambes, voulait bien jouer le conseiller de touche mais il souhaitait un peu plus de confort.

Le joueur fétiche du public français a troqué le short pour le survêtement blanc. Condamné à suivre des yeux la balle jaune, il a cependant été flatté que ses copains > Guy Forget, Fabrice Santoro et Henri Leconte lui demandent de devenir capitaine

après treize ans de présence en équipe de France de Coupe Davis. Abandonnant les studios d'enregistrement, où il prépare a quelques ballades et des titres avec des rythmes africains et du reggae», pour aller reioindre les oueurs à Key-Biscayne (Etats-Unis) lors d'un tournoi et les observer, Noah l'équipier s'est transformé en conseiller.

Joner pour son plaisir

Capitaine, il a choisi ses troupes, ∢ Mêrne si cela est dificile, mon rôle est de trancher pour former la meilleure équipe au moment donné. » « Je me sens à la fois équipier et encore un peu joueur», ajoute-t-ii.

Sur le court, pour percer les défauts de la cuirasse d'Amos Mansdorf, il fait part de ses observations à Henri Leconte, lui recommande de r bouger, de jouer des revers, de faire monter la sauce, de s'exciter pour être bien dans le rythme».

Il sait aussi lancer la claque quand il sent que son joueur à besoin du soutien du public dans un tie-break mal engagé. Leconte reconnaît que l'aide de son capitaine a été importante dans une partie dont le résultat n'était pas évident. « il m'a dit de bouger plus mes jambes et de jouer mon jeu au moment où il le fallait. Sans lui je n'aurais peutêtre pas gagné en quatre sets.» Changement de tactique avec

Guy Forget, l'ancien partenaire de double. Là il ne s'agit plus de pousser le joueur à s'exciter. mais au contraire de lui recommander de se calmer. Déboussolé par un gaucher nommé Gilad Bloom, qui s'obstine à récupérer toutes les balles, le quatrième joueur mondial au classement ATP vit un cauche-

Forget, malmené, vient chercher le réconfort auprès de Noah. ∢L'objectif était de forcer Guy à se relâcher, à sortir de sa crispation », assure Noah.

Le capitaine y parvient avec l'aide du frappeur israélien, qui se crispe et multiplie les fautes au bon moment. Forget retrouve son service et conclut le match de la facon dont il aurait dû le conduire.

Yannick Noah peut enfin se lever de son fauteuil de capitaine. La première épreuve du nouveau promu en grade a duré sept heures, pendant lesquelles il a ressenti beaucoup de « poussées d'adrénaline, d'envie de plonger sur la balle, de monter à la voiée ».

Il évoque un possible retour raquette en mains au mois de mai à Hambourg, puis parle de Roland-Garros, son vrai jardin. Mais il n'éprouve plus le besoin de gagner des matches pour prouver aux autres qu'il existe. Noah le sage de trente et un ans souhaite simplement jouer pour son plaisir.

SERGE BOLLOCH

Nouveaux déboires pour le joueur argentin

Des traces de cocaïne dans l'urine de Diego Maradona

que des traces de cocaïne ont été relevées dans l'urine du footballeur argentin Diego Maradona, qui encourt ainsi une suspension.

Le joueur avait été soumis à un contrôle anti-donage anrès la rencontre Naples-Bari. le 17 mars. «Le second test, en présence de représentants du joueur et du club. a confirmé les résultats du premier test. Maradona est déclaré positif: des traces de cocaîne ont été retrouvées dans son métabolisme», a déclaré un porte-parole de la fédération italienne de football.

Le représentant de la star argentine lors de ce second test était le docteur allemand Manfred Donike,

La Fédération italienne de foot-ball a annoucé, vendredi 29 mars, dien Ben Johnson, disqualifié pour donage au cours des Jeux olympiques de Séoul en 1988.

Seion la réglementation du football italien, Diego Maradona risone une suspension de six mois à deux ans qui s'étendrait automatiquement à tous les matchs internationaux que la vedette argentine pourrait disputer. La durée de cette suspension doit être déterminée par la commission disciplinaire de la ligue italienne de football qui se réunira la semaine

Si une suspension était prononcée, Maradona ne pourrait pas participer cet été à la coupe d'Amérique dans l'équipe d'Argentine.

L'inspecteur des impôts auteur du livre « le Racket fiscal » devrait être suspendu

L'auteur des deux ouvrages à grand succès le Racket fiscal et Halte à la dictature fiscale, qui dénoncent les pratiques abusives

être suspendu prochainement de ses fonctions. C'est M. Bernard ses fonctions. C'est M. Bernard Tong Viet, inspecteur-vérificateur des impôts à Arles, qui se cachait derrière le pseudonyme de Robert Matthieu. M. Tong Viet, qui avait participé mercredi 27 mars à l'émission de télévision « Le droit de savoir », sur TF 1, a cessé de dissimuler son identité.

La suspension est une mesure conservatoire signifiant que le fonctionnaire continue à recevoir son salaire, mais n'exerce plus ses fonctions. Au terme d'une procédure souvent lourde et complexe, pouvant durer de quelques semaines à plusieurs mois, l'admi-nistration peut déclarer la révoca-tion. Né en 1946, M. Tong Viet exerce à Arles depuis neuf ans, et est considéré comme un bon ins-

chrétiens devaient célébrer presque simultanément, respectiver samedi 30 et dimanche 31 mars, les fêtes de Pessah (qui commémore chez les juifs la traversée par les Hébreux de la mer Rouge, signe de leur libération) et de Pâques (pour les chrétiens, la Résurrection du Christ). Ce hasard de calendrier a provoqué l'arrivée en Terre sainte de 40 000 pèlerins et de touristes, qui avaient déserté Israël pendant les événements du Golfe.

A Rome, vendredi 29 mars au soir, le pape a conduit le traditionnel chemin de croix à travers le Colisée, suivi par 30 000 pèlerins : «Le pouvoir du mal est vaincu sur la croix, a affirmé Jean-Paul II, et gué ou découragé.»

Le même jour du vendredi saint, comme il le fait chaque année depuis son arrivée à l'archevêché de Paris il y a dix ans (le Monde du 29 mars), le cardinal Lustiger a conduit un chemin de croix à Montmartre, en gravissant les 298 marches qui menent du square Villette à la basilique du Sacré-Cœur. 7 000 fidèles l'ont suivi. 3 000 catholiques ont enfin participé, entre le rond-point des Champs-Elysées et l'église Saint-Pierre de Chaillot, à un autre chemin de croix, animé par cette paroisse du huitième arrondissement et par la communauté charismatique de

Un peu moins de dix mille morts en douze mois

Coincidence du calendrier

Les juifs célèbrent Pessah

et les chrétiens Pâques

Légère amélioration de la sécurité routière

La lente amélioration de la sécurité routière se poursuit depuis le mois de novembre 1990. Les résultats du mois de février le confir-ment et font passer, pour la pre-mière fois depuis 1987, le bilan annuel sous le chiffre des dix mille tués. Si l'on compare les douze mois aliant de mars 1990 à février 1991 à la période comparable de mars 1989 à février 1990, les progrès sont nets. Le nombre des accidents corporels s'élève à 157 393 au lieu de 170 151 (-7,5 %), celui des tués à 9 986 au lieu de 10 643 (-7,6 %), celui des blessés à 218 455 au lieu de 235 384 (-7,2 %).

Cette diminution de ce qui reste une hécatombe, on peut l'évaluer à

plus de cent vies épargnées en moyenne chaque mois. Elle ne s'explique pas seulement par un trafic qui a tendance à baisser. notamment en février où il a reculé de 4 %. Incontestablement, la limitation de la vitesse à 50 km/h en ville, le port obligatoire de la ceinture de sécurité aux places arrières et les campagnes médiatiques qui ont précédé le 1ª décembre 1990, date de la mise en œuvre de ces deux mesures, ont joué un rôle modérateur. Par exemple, en décembre et en janvier on a relevé en ville -18,4 % d'accidents corporels, -18,2 % de tués, -22,4 % de blessés graves.

Malgré les campagnes de communication menées par la Sécurité routière, notamment à la radio, il n'est pas exclu que l'amélioration en cours soit stoppée si les automobilistes français considérent la fin de la guerre du Golfe et les prix modérés du carburant comme le signal d'une utilisation moins raisonnée de leur véhicule. La mise en place du permis de conduire à points à partir du le janvier 1992 devrait permettre aux pouvoirs publics de relancer la mobilisation en la matière.

1990 L'année 1990 dans de Monde L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE Le Monde folio Jacue EN VENTE EN LIBRAIRIE

₽£)

f.